

CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2025
GEMEENTERAAD VAN 22 MEI 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;
Thierry Bruier-Desmeth, *Le Secrétaire communal adjoint/De adjunct-gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Ariane de Lobkowicz, Marianne Gustot, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:40
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

22.05.2025/A/0001 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 27 mars 2025**

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 maart 2025

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.05.2025/A/0002 **Mission locale de Saint-Gilles.- Représentation de la Commune d'Uccle auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.**

Le Conseil

Attendu que jusqu'à présent, la Commune d'Uccle était représentée dans la Mission locale pour l'emploi de Saint-Gilles par M. Lambert-Limbosch en sa qualité d'échevin de l'emploi;

Considérant que cette compétence a été reprise par Mme l'échevine De Brouwer;

Qu'il y a dès lors lieu de désigner un nouveau représentant de la Commune d'Uccle,

Décide :

de désigner Mme De Brouwer, échevine ayant l'emploi dans ses compétences, comme représentant de la commune auprès de la Mission locale pour l'Emploi de Saint-Gilles.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Mission locale van Sint-Gillis. - Vertegenwoordiging van de gemeente Ukkel in de raad van bestuur en de algemene vergadering.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel tot op heden in de Mission locale pour l'emploi van Sint-Gillis vertegenwoordigd werd door de heer Lambert-Limbosch in zijn hoedanigheid van schepen van Werkgelegenheid;

Overwegende dat deze bevoegdheid werd overgenomen door mevrouw De Brouwer;

Dat het bijgevolg nodig is een nieuwe vertegenwoordiger van de gemeente Ukkel aan te stellen,

Besluit,

Mevrouw De Brouwer, schepen van werkgelegenheid, aan te stellen als afgevaardigde van de gemeente bij de Mission locale pour l'Emploi Van Saint-Gillies.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.05.2025/A/0003 **Panathlon Wallonie-Bruxelles - Représentant de la Commune aux Assemblées générales.**

Le Conseil,

Vu que le Conseil en sa séance du 20 mars 2025 a décidé de renouveler la convention avec l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles;
Considérant qu'il faut dès lors désigner un représentant de la Commune aux Assemblées générales de l'ASBL;

Décide :

- de désigner Thibaud Wyngaard Echevin des sports, comme représentant de la commune aux assemblées générales.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Panathlon Wallonie-Bruxelles - Vertegenwoordiger van de Algemene

vergadering.

De Raad,

Overwegende dat de Raad tijdens zijn vergadering van 20 maart 2025 heeft beslist om de overeenkomst met de VZW Panatlon Wallonie-Bruxelles te hernieuwen;
Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om een vertegenwoordiger van de gemeente aan te stellen voor de Algemene Vergaderingen van de VZW;

Besluit :

- Thibaud Wyngaard Schepen van de sporten, aan te stellen als vertegenwoordiger van de Gemeente op de Algemene Vergaderingen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.05.2025/A/0004 ASBL Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Désignation d'un candidat au Conseil d'administration

Le Conseil,

Attendu que notre Pouvoir organisateur est affilié auprès du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Que l'A.S.B.L. CECP, nous demande par courriel du 2 mai 2025 la désignation d'un membre au Conseil d'Administration qui représentera la Commune d'Uccle ;
Que jusqu'à présent, la Commune y était représentée par l'échevin ayant l'Education et l'Enseignement dans ses attributions;
Qu'à la suite des élections communales, ces compétences ont été attribuées à Mme. l'échevin Gol-Lescot,

Décide :

de désigner Mme. Gol-Lescot comme représentante de la commune pour le conseil d'administration de l'A.S.B.L. CECP pendant toute la mandature.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

VZW Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Voordracht van een kandidaat voor de Raad van Bestuur

De Raad,

Aangezien onze inrichtende macht lid is van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

Aangezien dat de VZW CECP via een mail van 2 mei 2025 ons gevraagd heeft een lid aan te duiden voor de Raad van Bestuur om de gemeente Ukkel te vertegenwoordigen;
Overwegende dat de gemeente tot nu toe vertegenwoordigd werd door de schepen van Opvoeding en Onderwijs;

Overwegende dat na de verkiezingen deze bevoegdheden werd toegekend aan Schepen Gol-Lescot,

Besluit,

Mvr. Gol-Lescot te benoemen tijdens de hele zittingsperiode als vertegenwoordiger van de gemeente voor de Raad van Bestuur van het VZW CECP.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2025.05.02 - COURRIER PO (CA du CECP) - MR - UCCLE.pdf

Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

22.05.2025/A/0005 **Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box).**

Le Conseil,

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et plus spécifiquement les articles 25/1 et suivants qui réglementent l'installation et l'utilisation de caméras de manière visible par les services de police.

Considérant que la zone de police Marlow souhaite développer un projet portant sur l'utilisation de caméras mobiles placées sur des drones et ce en collaboration avec la société Citymesh, située Kapellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp ;

Considérant que ce projet vise à utiliser des caméras mobiles installées sur des drones pour le territoire de la zone de police Marlow dans le cadre d'interventions d'urgences, imprévisibles et à caractère exceptionnel ; ces drones seront pilotés par un membre de la société Citymesh sous la supervision d'un membre opérationnel de la zone de police et ce, sans que l'opérateur civil puisse avoir accès aux images capturées ;

Considérant qu'une phase test et de mesure (Proof of concept) sera d'application à partir du 25/04/2025 au 30/10/2025 ;

Considérant qu'après cette phase test, une évaluation sera faite par la zone de police Marlow afin d'apprécier l'opportunité et les avantages de l'utilisation de telles caméras mobiles par nos services ;

Considérant que l'utilisation de cette technologie poursuit plusieurs objectifs majeurs, à savoir :

Enregistrer les conditions de déroulement des interventions de police ;

Améliorer la traçabilité et le compte rendu des opérations aux autorités de police administrative et judiciaire ;

Accroître la sécurité des fonctionnaires de police ;

Réduire le nombre de faits de violence ainsi que les plaintes infondées à l'encontre des agents ;

Renforcer le professionnalisme des interventions policières.

Considérant qu'un service de police peut utiliser des caméras sur son territoire et ce, après avoir obtenu une autorisation préalable du conseil communal ;

Considérant que toute demande d'autorisation doit préciser le type de caméras, leurs finalités et leurs modalités d'utilisation ;

Considérant que les caméras dont question sont définies comme étant des caméras mobiles au sens de l'article 25/2 §1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, dans la mesure où elles seront déplacées à l'aide d'un drone lors de son utilisation ;

Considérant que les données enregistrées comprennent :

Les images (vidéo et photo) capturées par la caméra mobile sur drone

Les métadonnées associées : date, plages horaires d'enregistrement et localisation GPS

Considérant que conformément à la loi sur la fonction de police :

Les données sont conservées pour une durée maximale de 365 jours ;

L'accès aux données est autorisé durant 30 jours à compter de leur enregistrement, sous réserve d'une justification opérationnelle ;

Au-delà des trente premiers jours, l'accès aux données est restreint à des fins de police judiciaire et soumis à une décision écrite et motivée du procureur du Roi.

Considérant que par conséquent, et conformément aux dispositions légales régissant la matière, la zone de police Marlow conservera les images enregistrées pendant une durée de 30 jours.

Considérant que la zone de police procèdera à l'enregistrement de ce traitement de données (images) dans son propre registre de traitement ainsi que dans le registre de la police intégrée (REGPOL).

Considérant qu'une analyse d'impact et des risques sera réalisée à l'issue de la période de test afin d'évaluer les aspects relatifs à la protection de la vie privée ainsi que les avantages opérationnels, notamment concernant :

Les catégories de données à caractère personnel traitées ;

La proportionnalité des moyens employés ;

Les objectifs opérationnels à atteindre ;

La durée de conservation des données nécessaire à ces objectifs.

Enregistrement et conservation des données ;

Considérant que par ailleurs, une analyse du traitement effectué durant la phase test sera également effectuée par le DPOoffice de la zone de police Marlow afin de s'assurer de la garantie du système utilisé ;

Considérant que l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté préalablement à la mise en place opérationnelle de ce traitement ; que néanmoins le DPOoffice de la zone de police Marlow informera l'Organe de contrôle de l'information policière du déroulement de la phase test ;

Considérant que la zone de police veillera à informer utilement la population de l'autorisation qui lui sera délivré d'utiliser ce système de caméras mobiles et ce via les canaux de communication de celle-ci et de l'administration communale ;

Décide :

- D'autoriser la zone de police Marlow à utiliser les caméras mobiles placées sur drone (DIAB) dans le cadre d'interventions d'urgences, imprévisibles et à caractère exceptionnel.
- De valider les finalités suivantes :
 - - Prévenir, constater et déceler des infractions ou incivilités sur la voie publique, et assurer le maintien de l'ordre public ;
 - - Rechercher et documenter les crimes, délits et contraventions, et transmettre les informations aux autorités compétentes ;
 - - Assurer un compte rendu des missions de police administrative et judiciaire ;
 - - Recueillir les informations de police administrative conformément à l'article 44/5, § 1er, al. 1er, 2° à 6° de la loi sur la fonction de police ;
 - - Gérer les plaintes judiciaires, administratives et disciplinaires ;
 - - Permettre un usage didactique et pédagogique des enregistrements dans le cadre de la formation des policiers, après anonymisation des données.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 24 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Marie Borsu, Lara Querton, Aleksandra Kokaj.

Het gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box).

De Raad,

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, meer specifiek artikelen 25/1 en volgende die de zichtbare installatie en het gebruik van camera's door de politie regelen ;

Overwegende dat de politiezone Marlow in samenspraak met de politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde een project wenst te ontwikkelen in samenwerking met Citymesh, gelegen Kapellestraat 130/144 Blok D, 8020 Oostkamp ;

Overwegende dat het doel van dit project is om mobiele camera's te gebruiken die geïnstalleerd zijn op drones in de politiezone van Marlow in het geval van onvoorziene en uitzonderlijke noodsituaties; de drones worden door een Citymesh-piloot bestuurd onder toezicht van een operationeel lid van de politiezone, zonder dat de civiele operator toegang heeft tot de vastgelegde beelden ;

Overwegende dat van 25/04/2025 tot 30/10/2025 een test- en meetfase (Proof of concept) zal plaatsvinden ;

Overwegende dat na deze testfase een evaluatie zal worden uitgevoerd door de politiezone Brussel HOOOFDSTAD Elsene om de meerwaarde en de voordelen van het gebruik van dergelijke mobiele camera's door onze diensten te beoordelen ;

Overwegende dat er verschillende redenen zijn om deze technologie te gebruiken, namelijk:

- Het registreren van de omstandigheden waaronder de handelingen worden uitgevoerd ;
- De traceerbaarheid en rapportage van operaties aan de administratieve en gerechtelijke politieautoriteiten verbeteren;
- De veiligheid van politieagenten verbeteren ;
- Het aantal geweldsincidenten en ongegronde klachten tegen personeel verminderen ;
- Verbetering van de professionaliteit van politie-interventies ;

Overwegende dat een politiekorps camera's mag gebruiken binnen zijn rechtsgebied met voorafgaande toestemming van de gemeenteraad, als het over een lokale politiezone gaat ;

Overwegende dat in elk toestemmingsverzoek het type camera's, het doel en het gebruik ervan moeten worden vermeld ;

Overwegende dat het om een mobiele camera gaat in de zin van artikel 25/2 §1 van de wet van 5 augustus 1992 wet op het politieambt, aangezien de camera tijdens het gebruik ervan met behulp van een drone wordt verplaatst ;

Overwegende dat de geregistreerde gegevens het volgende omvatten :

- De beelden (video en foto) die zijn vastgelegd door de mobiele camera op de drone
- Bijbehorende metadata: datum, opnametijdstippen en GPS-locatie

Overwegende dat, in overeenstemming met de wet op het politieambt :

- Gegevens maximaal 365 dagen worden bewaard ;
- Toegang tot gegevens is toegestaan gedurende 30 dagen vanaf de datum van registratie, onder voorbehoud van operationele rechtvaardiging ;
- Na de eerste dertig dagen de toegang tot de gegevens beperkt wordt tot strafrechtelijk onderzoek en onderworpen aan een schriftelijke, gemotiveerde beslissing van de openbare aanklager ;

Overwegende dat de politiezone Marlow bijgevolg, en in overeenstemming met de wettelijke bepalingen die op deze materie van toepassing zijn, de opgenomen beelden gedurende een periode van 30 dagen zal bewaren ;

Overwegende dat de politiezone deze gegevensverwerking (beelden) zal registreren in haar eigen verwerkingsregister, alsook in het register van de geïntegreerde politie (REGPOL) ;

Overwegende dat een effect- en risicoanalyse worden uitgevoerd op het einde van de testperiode om de privacybescherming en operationele aspecten te beoordelen, met name met betrekking tot :

- Categorieën van verwerkte persoonsgegevens ;

- De evenredigheid van de gebruikte middelen ;
- Te bereiken operationele doelstellingen ;
- Hoe lang de gegevens voor deze doeleinden worden bewaard.
- Registratie en opslag van gegevens ;

Overwegende dat een analyse van de verwerking tijdens de testfase niettemin zal worden uitgevoerd door het DPOoffice van de politiezone Marlow ;

Overwegende dat het Controleorgaan op de politiediensten (COC) voorafgaand aan de operationele implementatie van deze gegevensverwerking zal worden geraadpleegd; dat het DPO-office van de politiezone Marlow het Controleorgaan niettemin op de hoogte zal brengen van het verloop van de testfase ;

Overwegende dat de politiezone erover zal waken dat de bevolking op passende wijze wordt geïnformeerd over de verleende toestemming tot het gebruik van dit systeem van mobiele camera's, en dit via de communicatiekanalen van zowel de politiezone als het gemeentebestuur ;

Besluit :

- Geeft de politiezone Marlow toestemming om een mobiele camera op een drone (DIAB) in het geval van onvoorziene en uitzonderlijke noodsituaties te gebruiken ;
- Keurt hiertoe de volgende doeleinden goed:
 - Overtredingen of onbetamelijkheden op de openbare weg voorkomen, registreren en opsporen, en de openbare orde handhaven ;
 - Misdaden en overtredingen onderzoeken en documenteren, en informatie doorgeven aan de juiste autoriteiten ;
 - Verslag over administratieve en gerechtelijke politiemijsies;
 - Om administratieve politiegegevens te verzamelen overeenkomstig artikel 44/5, § 1, al. 1, 2° tot 6° van de wet op de politietaak ;
 - Beheer juridische, administratieve en disciplinaire klachten ;
 - Om de opnames te kunnen gebruiken voor onderwijs- en trainingsdoeleinden, nadat de gegevens anoniem zijn gemaakt.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Marie Borsu, Lara Querton, Aleksandra Kokaj.

Communication - Communicatie

22.05.2025/A/0006 **Kermesse de la Place Saint-Job.- Réduction de la redevance à titre de compensation financière.- Accord de principe.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 5 novembre 2024, le Collège a marqué son accord sur le calendrier des kermesses 2025, et notamment sur l'organisation de la kermesse de Saint-Job du vendredi 23 mai au dimanche 1er juin 2025 inclus ;

Vu qu'en séance du 22 avril 2025, le Collège a marqué son accord sur l'annulation de la kermesse de mai 2025 sur la place de Saint-Job, en raison des travaux sur le pont ferroviaire Carsoel (gare de Saint-Job) et de leur impact dans le quartier, notamment en termes de densité de circulation et de limitation des emplacements de stationnement disponibles ;

Considérant qu'après discussion avec les divers participants de la kermesse, ainsi qu'après consultation du service de l'Économie uccloise en charge de l'organisation du marché hebdomadaire du lundi matin, il a été proposé de maintenir la kermesse aux dates initialement prévues ;

Vu, par ailleurs, que le marché hebdomadaire se tient tous les lundis sur la place de Saint-Job, de 7h à 14h ;

Considérant qu'une recherche amiable de solution conforme aux intérêts de chaque partie a semblé opportune ;

Considérant qu'en égard à ce qui précède, et afin de permettre également l'organisation du marché hebdomadaire le lundi 26 mai 2025, il a été proposé un aménagement du plan d'implantation des métiers des forains ;

Considérant que, pour permettre aux marchands de s'installer lors du marché hebdomadaire, le métier n°2 ne s'implantera qu'après celui-ci, soit dans l'après-midi du lundi 26 mai 2025, et que les métiers n°1, 3, 4, 17, 18 et 19 démonteront le dimanche 25 mai 2025 et ne remonteront leurs métiers qu'après ledit marché, soit dans l'après-midi du lundi 26 mai 2025 ;

Que lors de sa séance du 13 mai 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a dès lors approuvé l'organisation de la kermesse de Saint-Job du mois de mai 2025, du vendredi 23 mai au dimanche 1er juin 2025 inclus (le montage étant possible à partir du 19 mai, après le marché hebdomadaire, et le démontage le 1^{er} juin) ainsi que l'adaptation du plan d'implantation de la kermesse en fonction du marché hebdomadaire ;

Considérant qu'en égard à ces aménagements, il est envisagé de proposer un dédommagement aux forains déplacés (n°1, 3, 4, 17, 18 et 19), sous la forme d'un pourcentage de la redevance due en exécution du règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, formalisé par le contrat d'abonnement signé avec l'administration communale ;

Qu'il est proposé que cette compensation financière corresponde à un pourcentage de 50 % de la redevance, eu égard aux désagréments occasionnés ;

Qu'il est envisagé de proposer un dédommagement au forain n°2, qui ne pourra s'implanter qu'après le marché du lundi 26 mai 2025, sous la forme d'un pourcentage de la redevance due en exécution du même règlement-redevance, formalisé par le contrat d'abonnement qu'il a signé avec l'administration communale ;

Qu'il est proposé que cette compensation financière corresponde à un pourcentage de 75 % de la redevance, eu égard aux désagréments occasionnés ;

Considérant que le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques adopté par l'Assemblée lors de sa séance du 24 avril 2025 ne prévoit pas la possibilité, dans les circonstances d'espèce, d'exonérer les redevables partiellement ou totalement du paiement de ladite redevance ;

Considérant que le Conseil communal est, dès lors, compétent pour statuer sur la proposition de réduction de la redevance due selon les modalités précisées ci-avant ;

Décide :

- D'accorder, eu égard aux aménagements ci-avant décrits, un dédommagement financier aux forains n°1, 3, 4, 17, 18 et 19 correspondant à 50 % de la redevance due en exécution du règlement-redevance susmentionné.
- D'accorder, eu égard aux aménagements ci-avant décrits, un dédommagement financier au forain n°2 correspondant à 75 % de la redevance due en exécution du même règlement-redevance susmentionné.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Bevestiging van de kermis in mei en specifieke organisatie tijdens de wekelijkse markt op het Sint-Jobsplein.

De raad,

Aangezien het college in zitting van 5 november 2024 zijn goedkeuring verleend heeft aan de planning van de kermissen in 2025 en meer bepaald aan de organisatie van de kermis van Sint-Job van vrijdag 23 mei tot en met zondag 1 juni 2025;

Aangezien het college in zitting van 22 april 2025 zijn goedkeuring verleend heeft aan de afgelasting van de kermis in mei 2025 op het Sint-Jobsplein wegens de werken aan spoorwegbrug Carsoel (station Sint-Job) en de impact ervan op de wijk, meer bepaald op vlak van verkeersdruk en beperking van het aantal beschikbare parkeerplaatsen;

Overwegende dat er na besprekingen met de verschillende deelnemers aan de kermis en na raadpleging van de dienst Ukkelse Economie, die verantwoordelijk is voor de organisatie van de wekelijkse markt op maandagvoormiddag, voorgesteld werd om de kermis te behouden op de oorspronkelijk geplande data;

Aangezien de wekelijkse markt bovendien elke maandag van 7 tot 14 uur plaatsvindt op het Sint-Jobsplein;

Overwegende dat het wenselijk leek te zoeken naar een onderhandse oplossing overeenkomstig de belangen van elke partij;

Overwegende dat er gezien het voorgaande en om de organisatie van de wekelijkse markt op maandag 26 mei 2025 ook mogelijk te maken een aanpassing van het inplantingsplan van de kermiskramen voorgesteld werd;

Overwegende, om ervoor te zorgen dat de marktkramers zich kunnen installeren op de wekelijkse markt, dat kraam 2 pas erna opgebouwd wordt, hetzij in de namiddag van maandag 26 mei 2025, en dat kraam 1, 3, 4, 17, 18 en 19 afgebroken worden op zondag 25 mei 2025 en pas opnieuw opgebouwd worden na deze markt, hetzij in de namiddag van maandag 26 mei 2025;

Dat het college van burgemeester en schepenen bijgevolg in zitting van 13 mei 2025 de organisatie van de kermis van Sint-Job in mei 2025, van vrijdag 23 mei tot en met zondag 1 juni 2025 (de opbouw is mogelijk vanaf 19 mei, na de wekelijkse markt, en de afbraak gebeurt op 1 juni), en de aanpassing van het inplantingsplan van de kermis

in functie van de wekelijkse markt goedgekeurd heeft;

Overwegende dat er gezien deze aanpassingen overwogen wordt een compensatie aan te bieden aan de verplaatste foorkramers (nummer 1, 3, 4, 17, 18 en 19), in de vorm van een percentage van de verschuldigde retributie in toepassing van het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, geformaliseerd door het abonnementscontract ondertekend met het gemeentebestuur;

Dat er voorgesteld wordt dat deze financiële compensatie overeenkomt met een percentage van 50 % van de retributie, gezien de veroorzaakte overlast;

Dat er overwogen wordt een compensatie aan te bieden aan foorkramer 2, die zijn kraam pas kan opbouwen na de markt op maandag 26 mei 2025, in de vorm van een percentage van de verschuldigde retributie in toepassing van hetzelfde retributiereglement, geformaliseerd door het abonnementscontract dat hij ondertekend heeft met het gemeentebestuur;

Dat er voorgesteld wordt dat deze financiële compensatie overeenkomt met een percentage van 75 % van de retributie, gezien de veroorzaakte overlast;

Overwegende dat het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de vergadering in zitting van 24 april 2025, niet voorziet in de mogelijkheid, in de specifieke omstandigheden, om de belastingplichtigen gedeeltelijk of volledig vrij te stellen van deze retributie;

Overwegende dat de gemeenteraad bijgevolg bevoegd is om een uitspraak te doen over het voorstel tot vermindering van de verschuldigde retributie volgens de hierboven verduidelijkte modaliteiten;

Beslist:

- Gezien de hierboven beschreven aanpassingen een financiële compensatie toe te kennen aan foorkramers 1, 3, 4, 17, 18 en 19 die overeenkomt met 50 % van de verschuldigde retributie in toepassing van het voornoemde retributiereglement;
- Gezien de hierboven beschreven aanpassingen een financiële compensatie toe te kennen aan foorkramer 2 die overeenkomt met 75 % van de verschuldigde retributie in toepassing van hetzelfde voornoemde retributiereglement.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Avis voirie - positif.png, Plan Marché St Job + Kermesse (contrainte travaux) 7-05-2025.pdf, Emprise marché.pdf, Avis police - positif.png

22.05.2025/A/0007 **Don à la Ville de Bruxelles d'un costume de Manneken-Pis de la part de la Commune d'Uccle – Demande d'accord.**

Le Conseil,

Considérant que le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Monsieur Philippe Close, a proposé que la Commune d'Uccle fasse don à la Ville de Bruxelles du 1180ème costume de Manneken-Pis;

Considérant que Manneken-Pis est un symbole fort pour Bruxelles, capitale de la Belgique et de l'Europe et qu'il permet de valoriser l'héritage et l'histoire d'associations ou de pays;

Qu'il prête son image à toutes celles et ceux qui respectent les droits humains et la liberté d'expression;

Que depuis le XVIII^e siècle, la garde-robe de Manneken-Pis fait partie de l'Héritage de la Ville de Bruxelles et est conservée par le Musée de la Ville - Maison du Roi;

Que la garde-robe de Manneken-Pis bénéficie d'un espace d'exposition, situé 19 rue du Chêne, qui permet de mettre en valeur ces costumes;

Qu'à ce jour, Manneken-Pis possède 1166 costumes dans sa garde-robe officielle et que selon les prévisions le 1180^{ème} costume de Manneken-Pis pourrait être offert fin juin ou début juillet 2025;

Considérant que pour ce don, une demande motivée a été introduite et qu'un dossier de remise d'un costume de Manneken-Pis a été réalisé;

Considérant que le choix s'est porté sur les géants de Saint-Job illustrant les Seigneurs de Carloo, emblèmes folkloriques d'Uccle, et plus précisément le Baron Jean-Joseph van der Noot, figure historique liée à la Commune d'Uccle par son rôle dans l'histoire du quartier Saint-Job;

Qu'en effet le Baron Jean-Joseph van der Noot, en tant que propriétaire d'un domaine à Uccle, a contribué au développement de notre Commune;

Considérant que pour la réalisation de ce costume, le Collège a désigné, lors de sa séance du 29 avril 2025, Madame Sophie Wéry, styliste et couturière, qui possède l'expertise dans ce domaine ; que ce choix permet par ailleurs de répondre aux critères de recevabilité et de sélection du règlement concernant le don d'un costume et les habillages de Manneken-Pis;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué, lors de cette même séance, son accord de principe sur le don de ce costume, le 1180^{ème}, à la Ville de Bruxelles sous réserve de l'approbation du Conseil communal;

Vu l'article 117 § 1^{er} de la Nouvelle Loi Communale;

Décide:

de marquer son accord sur le don du costume de Manneken-Pis tel que décrit ci-dessus, le 1180^{ème}, à la Ville de Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Schenking aan de stad Brussel van een kostuum voor Manneken Pis door de gemeente Ukkel – Vraag tot toestemming.

De raad,

Overwegende dat de burgemeester van de stad Brussel, de heer Philippe Close, voorgesteld heeft dat de gemeente Ukkel het 1180e kostuum van Manneken Pis schenkt aan de stad Brussel;

Overwegende dat Manneken Pis een sterk symbool is voor Brussel, de hoofdstad van België en Europa, en dat hij het erfgoed en de geschiedenis van verenigingen of landen kan opwaarderen;

Dat hij model staat voor iedereen die de mensenrechten en de vrije meningsuiting respecteert;

Dat de garderobe van Manneken Pis sinds de 18e eeuw deel uitmaakt van het erfgoed van de stad Brussel en bewaard wordt door het Museum van de Stad Brussel - Broodhuis;

Dat de garderobe van Manneken Pis een tentoonstellingsruimte heeft in de Eikstraat 19, die deze kostuums in de spotlights zet;

Dat Manneken Pis momenteel 1.166 kostuums heeft in zijn officiële garderobe en dat volgens de voorspellingen het 1180e kostuum van Manneken Pis eind juni of begin juli 2025 geschonken zou kunnen worden;

Overwegende dat er voor deze schenking een gemotiveerde aanvraag ingediend werd en dat er een overhandigingsdossier van een kostuum voor Manneken Pis opgesteld werd;

Overwegende dat de keuze uitgegaan is naar de reuzen van Sint-Job, die de heren van Carloo afbeelden, folkloristische emblemen van Ukkel, en meer in het bijzonder baron Jean-Joseph van der Noot, een historische figuur die met de gemeente Ukkel verbonden is door zijn rol in de geschiedenis van wijk Sint-Job;

Dat baron Jean-Joseph van der Noot, als eigenaar van een domein in Ukkel, immers bijgedragen heeft aan de ontwikkeling van onze gemeente;

Overwegende dat het college voor de verwezenlijking van dit kostuum in zitting van 29 april 2025 mevr. Sophie Wéry aangeduid heeft, een styliste en modeontwerpster die ervaring heeft in dit domein; dat deze keuze het bovendien mogelijk maakt te beantwoorden aan de ontvankelijkheids- en selectiecriteria van het reglement voor de schenking van een kostuum en de aankleding van Manneken Pis;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in dezelfde zitting zijn principeakkoord verleend heeft aan de schenking van dit kostuum, het 1180e, aan de stad Brussel, onder voorbehoud van de goedkeuring van de gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de schenking van het kostuum voor Manneken Pis zoals hierboven beschreven, het 1180e, aan de stad Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Eric Sax entre en séance / treedt in zitting.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

Convention entre la commune d'Uccle, le CPAS et le Fonds régional de refinancement des trésoreries communales.- accord et adoption de la convention.

Le Conseil,

Attendu le FRBRTC (Fonds régional de refinancement des trésoreries communales) a pour mission d'octroyer des prêts à court terme dans le cadre du financement de l'ouverture des crédits et de réaliser les opérations de gestion de la dette de la Commune et des CPAS sur les prêts octroyés par des institutions financières;

Attendu que le Fonds octroie à la Commune et aux CPAS des prêts destinés à l'ouverture de crédit, soit le financement de l'avance de trésorerie à court terme de la Commune;

Attendu que le montant maximal de ces prêts octroyés par le Fonds et non remboursés par la Commune et les CPAS ne peut être supérieur à l'avance de trésorerie octroyée par les institutions financières à la Commune sur base des prévisions de recettes et de dépenses de la Commune;

Attendu que le Fonds se voit également confier une mission de conseiller auprès de la commune dans les aspects relatifs à la gestion de la trésorerie et la dette;

Attendu que le FRBRTC est un partenaire "in-house" et qu'il ne faut donc pas procéder à un marché public;

Attendu que les taux proposés par le Fonds sont nettement meilleurs que ceux offerts par les différentes banques;

Considérant que le FRBRTC a pour mission d'octroyer des prêts à court terme dans le cadre du financement de l'ouverture de crédits et de réaliser les opérations de gestion de la dette du CPAS sur les prêts octroyés par des institutions financières;

Considérant que le FRBRTC peut octroyer au CPAS des prêts à court terme destinés à financer les coûts supplémentaires des travaux du Domaine Neckersgat avant de recevoir les produits de la vente du Fonds Calvoet, du Home Brugmann, des 2 villas, de recevoir le subside de la Direction du Patrimoine Culturel, et de recevoir le montant de l'emprunt pour le solde;

Considérant que le tableau du 16 avril 2025 (cf. annexe) repose sur des ventes prévues (et donc non confirmées);

Considérant que les marges demandées par le FRBRTC sont meilleures que celles des autres banques;

Considérant que l'urgence se justifie par la nécessité de bénéficier du taux le plus avantageux dès que le CPAS se trouvera en déficit de trésorerie, ce qui devrait arriver dans les mois à venir;

Considérant qu'en date du 23 avril 2025, le conseil du CPAS a approuvé et signé la proposition de convention entre le CPAS, la commune et le FRBRTC (cf. annexe);

Marque son accord pour que le CPAS fasse appel au FRBRTC pour les avances de trésorerie à court terme, la gestion de la dette et pour signer la convention, ci-jointe.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel, het OCMW en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.-Akkoord en goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Aangezien het BGHGT (Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën) leningen op korte termijn toekent in het kader van de financiering van kredietopeningen en het schuldenbeheer van de gemeente met betrekking tot leningen, toegekend door financiële instellingen;

Aangezien het fonds aan de gemeente en het OCMW leningen toekent voor kredietopeningen, ofwel de financiering van het thesaurievoorschot op korte termijn van de gemeente;

Aangezien het maximumbedrag van de door dit fonds toegekende leningen - niet terugbetaald door de gemeente - niet hoger mag zijn dan het thesaurievoorschot, toegekend door de financiële instellingen aan de gemeente op basis van ontvangsten- en uitgavenverwachtingen van de gemeente;

Aangezien het fonds eveneens advies verleent aan de gemeente inzake het beheer van de thesaurie en de schuld;

Aangezien het BGHGT een "in-house" partner is en er aldus geen overheidsopdracht uitgeschreven moet worden;

Aangezien de voorgestelde tarieven van dit fonds aanzienlijk beter zijn dan de offertes van verschillende banken;

Aangezien het BGHGT leningen op korte termijn toekent in het kader van de financiering van kredietopeningen en beheeroperaties uitvoert van de OCMW-schuld op leningen, toegekend door financiële instellingen;

Overwegende dat het BGHGT aan het OCMW kortlopende leningen kan verstrekken om de extra kosten van de werken aan het Neckersgatdomein te financieren voordat de opbrengsten van de verkoop van het Fonds Calevoet, het Brugmanntehuis en de twee villa's zijn ontvangen, voordat de subsidie van de Directie Cultureel Erfgoed is ontvangen en het bedrag van de lening voor het saldo is ontvangen;

Overwegende dat de tabel van 16 april 2025 (zie bijlage) gebaseerd is op verwachte (en dus niet bevestigde) verkopen;

Overwegende dat de door het BGHGT gevraagde marges gunstiger zijn dan die van andere banken;

Overwegende dat de urgentie gerechtvaardigd is door de noodzaak om te profiteren van de meest gunstige rentevoet zodra het OCMW een kastekort heeft, wat naar verwachting in de komende maanden het geval zal zijn;

Overwegende dat de raad van het OCMW op 23 april 2025 (zie bijlage) het voorstel voor een overeenkomst tussen het OCMW, de gemeente en het BGHGT heeft goedgekeurd en ondertekend;

Verleent zijn goedkeuring aan het OCMW om een beroep te doen op het BGHGT voor de thesaurievoorschotten op korte termijn, het schuldbeheer en om de toegevoegde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

FRBRTC-CAS 23.04.25-Annexe+1.pdf, Formulaire de demande de prêt à court terme - CPAS.docx, CPAS Uccle - Projet de convention NL - Prêts CT.docx, FRBRTC-CAS 23.04.25-Annexe+3.pdf, FRBRTC-CAS 23.04.25-Annexe+2.pdf, FRBRTC-CAS 23.04.25 - Convention CPAS-Com.Uccle-FRBRTC.pdf

Personnel - Personeel

22.05.2025/A/0009 **Personnel.- Cadre Soins et Assistance.- Crèches.- Personnel d'encadrement.- Modifications**

Le Conseil,

Considérant l'accord de principe du Collège du 15 février 2022 quant à l'organisation d'un examen de promotion d'adjoint administratif chef, d'assistant administratif chef, secrétaire administratif chef et secrétaire technique chef pour les cadres administratif / technique / informatique et soins et assistance ;
Vu la décision du Collège du 21 mai 2024 d'organiser des examens de promotion et de recrutement pour des fonctions d'encadrement de rang 5 et ce dans le but de renforcer la ligne managériale ;
Considérant qu'en date du 30 décembre 2024, le Collège a pris acte des résultats des examens de promotion et de recrutement pour des fonctions d'encadrement ;
Considérant que le cadre Soins et Assistance-Crèches prévoit actuellement 4 postes de secrétaire technique chef ;
Qu'il faudrait dès lors prévoir un poste supplémentaire dans le cadre Soins et Assistance : 1 secrétaire technique-chef (pour les crèches) (B5) comme proposé par le Collège lors de sa séance du 22 avril 2025 ;
Vu que la proposition de modification a été soumise au Comité Particulier de Négociation du 8 mai 2025 et a fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

De modifier le cadre Soins et Assistance - Crèches selon le projet en annexe.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Personeel.- Kader van de Verzorgings-en Bijstandsdiensten.- Kinderdagverblijven- Kaderpersoneel.- Wijzigingen

De raad,

Overwegende het principeakkoord van het college van 15 februari 2022 voor de organisatie van een bevorderingsexamen van administratief hoofdadjuunt, administratief hoofdassistent, administratief hoofdsecretaris en technisch hoofdsecretaris voor het administratief / technisch / informatica- en verzorgings- en bijstandskader;
Gelet op de beslissing van het college van 21 mei 2024 om bevorderings- en aanwervingsexamens voor kaderfuncties van rang 5 te organiseren om het managementteam te versterken;
Overwegende dat het college op 30 december 2024 akte genomen heeft van de resultaten van de bevorderings- en aanwervingsexamens voor kaderfuncties; Overwegende dat het verzorgings- en bijstandskader- Kinderdagverblijven momenteel voorziet in 4 posten van technisch hoofdsecretaris;
Dat er bijgevolg in een extra post voorzien zou moeten worden in het verzorgings- en bijstandskader: 1 technisch hoofdsecretaris (voor de kinderdagverblijven) (B5) zoals voorgesteld door het college in zitting van 22 april 2025;
Aangezien het voorstel tot wijziging voorgelegd werd aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 8 mei 2025 en het voorwerp uitgemaakt heeft van een protocolakkoord,

Beslist:

Het verzorgings- en bijstandskader-Kinderdagverblijven te wijzigen volgens het ontwerp in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Délibération du 21-05-2024_Examen rang 5.pdf, Délibération du 22-04-2025_Modification cadre SA.pdf, Délibération du 15-02-2022_Accord de principe_Examen rang 5.pdf, Modification_Cadre SA.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

22.05.2025/A/0010 **Rue du Kriekenput - renoncement partiel à l'alignement.**

Le Conseil,

Considérant que la société immobilière de logements sociaux Alliance Bruxelloise Coopérative désire céder sa parcelle cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 354B2, sise à gauche du n° 27 du chemin de la Forêt;

Considérant que cette parcelle actuellement en nature de jardin se trouve, ensemble avec sa voisine cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 231D12, sur le tracé d'une extension de la rue du Kriekenput telle que prévue par le "Plan d'Aménagement Voirie" du Quartier Homborch adopté par le Conseil Communal en séance du 10 février 1947;

Considérant que ce plan d'aménagement prévoyait le raccordement de la rue du Kriekenput au chemin de la Forêt, ce dernier devant lui-même être élargi à 15 mètres entre alignements;

Considérant que, si la rue du Kriekenput fut bien construite dans les années 1950, elle fut cependant interrompue au droit de l'embranchement avec l'avenue du Furet, le raccordement sur le chemin de la Forêt n'ayant jamais été mis en œuvre;

Considérant que l'élargissement du chemin de la Forêt ne fut jamais mis en œuvre non plus;

Considérant que le plan accompagnant l'acte de cession à la Commune d'une partie des voiries de la cité Chantecler comporte la rue du Kriekenput, mais à l'exclusion notable de la prolongation destinée au raccordement sur le chemin de la Forêt, remplacée par l'amorce d'une "servitude au profit de la Commune", sans mention de la nature de celle-ci;

Considérant que la connexion Kriekenput – Furet est néanmoins assurée par un piétonnier, semble-t-il établi en servitude sur la parcelle voisine, cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 354K2;

Considérant qu'il s'indique de pérenniser l'existence de ce piétonnier;

Considérant que l'examen minutieux des archives des services de la Voirie et des Propriétés Communales ne révèle aucune explication tant pour l'abandon de l'élargissement du chemin de la Forêt, que pour l'interruption de la rue du Kriekenput

au droit de l'avenue du Furet et son remplacement par un piétonnier établi à côté de l'assiette prévue pour la voirie;

Considérant que le Plan Communal de Mobilité 2023 reste muet quant à cette prolongation éventuelle de la rue du Kriekenput;

Considérant que la vision actuelle de la mobilité ne nécessite ni cette extension ni l'élargissement du chemin de la Forêt;

Vu les Circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relatives à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement;

Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

de renoncer à l'exécution du raccordement de la rue du Kriekenput au chemin de la Forêt en faisant usage des parcelles F354B2 et F231D12 comme prévu au Plan d'Aménagement de 1947;

de renoncer aux alignements de ce raccordement sur les deux parcelles précitées;

de lancer la procédure de reconnaissance officielle du piétonnier.

Le point est retiré.

35 votants : 35 votes positifs.

Kriekenputstraat - gedeeltelijk afstanddoening van de rooilijn.

De raad,

Overwegende dat de vastgoedvennootschap van sociale woningen Alliance Bruxelloise Coopérative afstand wil doen van haar perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer 354B2, gelegen links van de Woudweg 27;

Overwegende dat dit perceel, momenteel in de vorm van een tuin, zich samen met het naburige perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer 231D12, bevindt op het tracé van een uitbreiding van de Kriekenputstraat zoals gepland door het "Plan van aanleg van wegen" van wijk Homborch, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 10 februari 1947;

Overwegende dat dit plan van aanleg voorzag in de verbinding van de Kriekenputstraat met de Woudweg, die zelf verbreed moest worden tot 15 meter tussen de rooilijnen;

Overwegende dat, hoewel de Kriekenputstraat aangelegd werd in de jaren '50, ze echter onderbroken werd ter hoogte van de kruising met de Fretlaan, waarbij de verbinding met de Woudweg nooit tot stand gekomen is;

Overwegende dat de verbreding van de Woudweg ook nooit tot stand gekomen is;

Overwegende dat het plan bij de akte van overdracht aan de gemeente van een deel van de wegen van wijk Canteclae de Kriekenputstraat omvat, maar opmerkelijk uitgezonderd de verlenging bestemd voor de verbinding met de Woudweg, vervangen door het begin van een "erfdienstbaarheid ten bate van de gemeente", zonder vermelding van de aard ervan;

Overwegende dat de verbinding Kriekenput - Fret echter verzekerd wordt door een voetgangerszone, blijkbaar gevestigd in erfdienstbaarheid op het naburige perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer

354K2;

Overwegende dat het bestaan van deze voetgangerszone bestendig moet worden;

Overwegende dat het nauwgezet onderzoek van de archieven van de Wegendienst en de dienst Gemeente-eigendommen geen enkele verklaring aan het licht brengt zowel voor de afstand van de verbreding van de Woudweg als voor de onderbreking van de Kriekenputstraat ter hoogte van de Fretlaan en de vervanging ervan door een voetgangerszone gevestigd naast de voor de weg geplande bedding;

Overwegende dat het Gemeentelijk Mobiliteitsplan 2023 niets vermeldt over deze eventuele verlenging van de Kriekenputstraat;

Overwegende dat de huidige mobiliteitsvisie noch deze uitbreiding noch de verbreding van de Woudweg vereist;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende het opstellen en het goedkeuren van algemene rooilijnplannen;

Gelet op artikel 27 en 28 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Afstand te doen van de uitvoering van de verbinding tussen de Kriekenputstraat en de Woudweg door gebruik te maken van perceel F354B2 en F231D12 zoals gepland in het plan van aanleg van 1947;

Afstand te doen van de rooilijnen van deze verbinding op de twee voornoemde percelen;

De procedure voor de officiële erkenning van de voetgangerszone op te starten.

Het punt wordt ingetrokken.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Forêt_Kriekenput_situation_cadastrale_2025.pdf, PA151_Cité_Homborch_CC_10-02-1947_signé-compressé.pdf, 1981 06 22 - PLAN - Cession gratuite voirie cité Chantecler.pdf, 1981 06 22 - A - Cession gratuite voirie cité Chantecler.pdf, Forêt_situation_parcelle_et_piétonnier.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

22.05.2025/A/0011 **Propriétés Communales – Place Vander Elst – Convention d'occupation précaire du 3e étage par « Groupe ARTE VIII » Photo Club D'Uccle– approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le 3e étage du bâtiment situé Place Vander Elst est inoccupé depuis le départ des services ;

Considérant que « Groupe Arte VIII », association de fait souhaite pouvoir occuper

une partie de l'étage ;

Qu'il occupait les locaux du 1er étage de la salle de sports située rue Paul Stroobant depuis de nombreuses années ;

Qu'une profonde rénovation de la salle de sport va démarrer et que le « Groupe Arte VIII » doit quitter définitivement les lieux d'ici à l'été ;

Que le but poursuivi par le « Groupe Arte VIII » est d'encourager, propager et développer la photographie artistique parmi ses membres ;

Que « Groupe Arte VIII » organise tout au long de l'année en collaboration avec la Commune, le CCU, des asbl communales des réunions, expositions, concours intérieurs, séances de projections et toute autre manifestation en rapport avec la photographie, que ces activités se déroulent principalement le soir 1 fois par semaine hors événement comme le parcours d'artiste par exemple ;

Considérant que « Groupe Arte VIII » s'acquittera d'une redevance de 50 euros par mois ainsi qu'un forfait de 60 euros par mois pour les consommations (eau, gaz et électricité) ;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire d'une durée de trois ans renouvelable démarrant le 1er juillet 2025 a été préparée par le service ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'autoriser la mise à disposition d'une partie du 3e étage du bâtiment situé Place Vander Elst à l'association de fait « Groupe Arte VIII » représentée par son Président, Monsieur Jean Theys, domicilié à 1180 Uccle, 15 rue du Ham et son vice-président, Monsieur Charles Tallier, domicilié à 1180 Uccle, 70 rue Basse ;

D'approuver la convention d'occupation précaire de trois ans renouvelable, en sa faveur, aux conditions suivantes : redevance de 50€/mois ainsi qu'un forfait de 60€/mois pour les charges (eau, gaz électricité), résiliation possible moyennant préavis d'un mois.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Jean Vander Elstplein - Overeenkomst preciaire bezetting van de 3e verdieping door "Groupe ARTE VIII" Photo Club d'Uccle - goedkeuring van de Overeenkomst preciaire bezetting.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat de 3e verdieping van het gebouw op het Jean Vander Elstplein leegstaat sinds het vertrek van de diensten;

Overwegende dat "Groupe Arte VIII", een feitelijke vereniging, een deel van de

verdieping wil kunnen bezetten;

Dat hij de lokalen op de 1e verdieping van de sportzaal in de Paul Stroobantlaan al enkele jaren bezette;

Dat er een grondige renovatie van de sportzaal aanvangt en dat "Groupe Arte VIII" de plaatsen tegen de zomer definitief moet verlaten;

Dat "Groupe Arte VIII" als doel nastreeft om artistieke fotografie aan te moedigen, te verspreiden en te ontwikkelen onder zijn leden;

Dat "Groupe Arte VIII" het hele jaar door, in samenwerking met de gemeente, het CCU en gemeentelijke vzw's, bijeenkomsten, tentoonstellingen, interne wedstrijden, vertoningen en allerlei andere evenementen in verband met fotografie organiseert en dat deze activiteiten voornamelijk 1 keer per week 's avonds plaatsvinden, met uitzondering van evenementen zoals het Kunstenaarsparcours;

Overwegende dat "Groupe Arte VIII" een retributie van 50 euro per maand en een forfait van 60 euro per maand voor het verbruik (water, gas en elektriciteit) zal betalen;

Overwegende dat er een preciaire overeenkomst voor een duur van drie jaar, verlengbaar, met aanvang op 1 juli 2025 voorbereid werd door de dienst;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De terbeschikkingstelling van een deel van de 3e verdieping van het gebouw op het Jean Vander Elstplein aan feitelijke vereniging "Groupe Arte VIII", vertegenwoordigd door zijn voorzitter, de heer Jean Thys, woonachtig in de Hamstraat 15 te 1180 Ukkel, en door zijn vicevoorzitter, de heer Charles Tallier, woonachtig in de Diepestraat 70 te 1180 Ukkel, toe te staan;

De preciaire gebruiksovereenkomst voor een duur van drie jaar, verlengbaar, hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden: retributie van € 50/maand en een forfait van € 60/maand voor de lasten (water, gas en elektriciteit), opzegging mogelijk met een opzegtermijn van een maand.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

convention NI + plan.pdf, statuts+club+photos.pdf.pdf, convention FR + plan.pdf

22.05.2025/A/0012 **Marché public relatif à la « Gestion des repas des cantines des écoles communales d'Uccle de 2022 à 2026 » - Taux de la TVA applicable. – Position du Service des Décisions Anticipées en matière fiscale.- Point sur le dossier et suivi.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 21 juin 2022, le Collège a attribué le marché public relatif aux repas scolaires à la société TCO Service, débutant le 1er septembre 2022 pour une durée de 4 ans ;

Qu'il s'agit d'un marché public de services, qui a pour objet la préparation et la gestion de repas en alimentation, conditionnements, transports répondant aux critères du développement durable, pour trois sections : maternelles, primaires et adultes, dans les cuisines suivantes :

- École de Messidor, 161 avenue de Messidor ;
- École des Églantiers, 21 avenue des Églantiers ;
- École du Val Fleuri, 140 rue Gatti de Gamond ;
- École de Calevoet, 10 rue François Vervloet ;
- École du Homborch, 34 avenue d'Homborchveld ;

Qu'un taux de la TVA de 12 % est applicable pour les prestations dudit marché ;

Considérant qu'il ressortait de l'analyse du service juridique que la Commune pourrait bénéficier d'un taux réduit de la TVA de 6 % sur les repas scolaires si l'opération est qualifiée de livraison de biens lorsque la mise à disposition de locaux et la prise en charge de frais sont effectuées à titre onéreux ;

Considérant l'arrêt "*Manfred Bog*" de la CJUE, qui précise que, dans le cadre de la restauration collective, la mise à disposition des locaux et certains frais à titre onéreux peut être qualifiée de livraison de biens ;

Qu'au vu de ce qui précède, il semblait envisageable de mettre les cuisines des écoles communales à disposition de l'adjudicateur, moyennant paiement d'une redevance afin de bénéficier de la qualification de livraison de biens et donc d'un taux de la TVA de 6 % pour « la livraison des repas » ;

Qu'à cet égard, une réunion a eu lieu avec le service des propriétés communales et la centrale des marchés ;

Qu'à l'issue de cette réunion, il était envisagé de :

- faire entrer les écoles communales dans le domaine public
- mettre en location au profit de la société TCO Service, les 5 cuisines occupées moyennant le paiement d'une redevance;

Qu'eu égard à la complexité du dossier et afin d'assurer la sécurité juridique de l'opération envisagée, le Collège a désigné Maître Arnaud Scheyvaerts, avocat fiscaliste, lors de sa séance du 10 janvier 2023, pour analyser le présent dossier, introduire une demande de préfling auprès du SDA et représenter les intérêts de la Commune ;

Que Me Scheyvaerts avait attiré l'attention de la Commune sur la problématique de la requalification potentielle des futures redevances que paierait TCO pour l'utilisation des cuisines des écoles en revenus mobiliers, entraînant l'application d'un précompte mobilier de 30% ;

Que Maître Scheyvaerts a indiqué à ce sujet que bien que très contestable, la situation s'est déjà présentée dans d'autres communes ;

Que dans les affaires de ce type, l'État soutient que l'objet principal des conventions de concession est de concéder le droit d'exercer une activité

déterminée dans un lieu précis et dénie donc l'objet immobilier de ces conventions ;

Qu'en l'espèce, dès lors que la Commune envisage de demander une participation financière à TCO pour l'occupation des cuisines scolaires, la rédaction d'une concession domaniale est privilégiée afin d'éviter cette requalification ;

Que Maître Scheyvaerts indiquait que le risque existe néanmoins de voir l'administration requalifier ces contributions en revenus mobiliers ;

Qu'en l'espèce, le Collège, lors de sa séance du 4 avril 2023, a décidé d'élargir le mandat de Me Scheyvaerts afin que la demande de préfilage porte également sur la confirmation de la nature de ces futures redevances ;

Que le 28 avril 2023, Me Scheyvaerts a introduit une demande de préfilage auprès du SDA en présentant une première version de la convention domaniale, dans lequel il était précisé que le contrat était de nature immobilière ;

Que le SDA avait quelques questions factuelles relatives à la motivation du changement d'opération de la mise à disposition des cuisines à titre onéreux et non plus à titre gratuit, à la rémunération de TCO pour la gestion des repas et à la fixation du montant de la redevance ;

Que ces questions ont fait l'objet de plusieurs échanges entre Me Scheyvaerts et le SDA ;

Que le 9 octobre 2023, Me Scheyvaerts a informé le service juridique que pour certains membres du SDA, le projet de convention domaniale laisserait sous-entendre qu'outre les bâtiments, est également mis à disposition du « petit matériel » (friteuses, frigos, etc.) ce qui, en fonction de sa nature, pourrait être qualifié de revenus mobiliers, entraînant l'application d'un précompte mobilier de 30% ;

Que la centrale des marchés a expliqué que, bien qu'il y ait quelques biens meubles dans les cuisines, ce petit mobilier est marginal et qu'il s'agit en réalité de cuisines équipées et donc de meubles par incorporation ;

Qu'en date du 13 octobre 2023, Me Scheyvaerts a dès lors transmis ces informations au SDA par l'introduction de la motivation complémentaire, justifiant le fait que l'ensemble des équipements mis à disposition de la société TCO est incorporé à l'immeuble faisant l'objet de la concession domaniale (immeuble par incorporation) ;

Que le 9 novembre 2023, Me Scheyvaerts a informé que malgré ces explications complémentaires, les membres du Collège du SDA estimaient encore qu'aussi infime soit-elle, il y a une part de location mobilière dans la mise à disposition d'une cuisine ;

Que selon le SDA, il convient dès lors de revoir la convention domaniale pour prévoir un pourcentage, même infime, de cette location mobilière ;

Qu'il a été préconisé d'adapter le contrat de concession domaniale en :

- précisant que le contrat est de nature principalement immobilière et ne comporte qu'une quote-part mobilière, évaluée à 1 %, et ce sur base de la situation réelle des biens meubles qui seraient mis à disposition de TCO ;
- prévoyant une ventilation de cette redevance avec une partie immobilière (99%) et une partie mobilière (1 %) ;

Que selon le service des propriétés communales, seul le présent dossier serait concerné par cette situation du précompte mobilier ;

Considérant que le 23 novembre 2023, Maître Scheyvaerts a expliqué que la Commune pouvait choisir de prendre en charge ou de transférer l'obligation de déclaration et de paiement du précompte mobilier à TCO ;

Considérant qu'après des discussions avec TCO, il a été convenu que la Commune assumerait cette obligation, ce qui a conduit à l'adaptation du contrat de concession ;

Que cette nouvelle version du contrat de concession a été soumise pour approbation à TCO ;

Que suite à d'ultimes observations formulées, une dernière version du contrat de concession domaniale lui a été soumise pour observation éventuelle ou accord en date du 26 juin 2024 ;

Que, par un courriel du 24 octobre 2024, TCO nous a rendu son accord sur le dernier projet de contrat de concession domaniale ;

Que selon cet accord la redevance domaniale est fixée à un montant de 500 EUR par cuisine par mois, comprenant la ventilation suivante : partie immobilière 495 EUR et partie mobilière 5 EUR ;

Que cet accord a été acté formellement par un courrier du 7 novembre 2024 ;

Que lors de sa séance du 26 novembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé cette version du projet de contrat de convention ;

Que lors de sa séance du 20 février 2025, le Conseil communal a décidé d'affecter au domaine public, entres autres, les écoles fondamentales suivantes :

- Ecole communale de Calevoet ;
- Ecole communale des Églantiers ;
- Ecole communale du Homborch ;
- Ecole communale du Val Fleuri ;

Que lors de sa séance du 24 avril 2025, l'école de Messidor a également fait l'objet d'une affectation au domaine public;

Que le 26 mars 2025, le SDA a rendu son avis concernant notre demande portant sur le régime applicable en matière d'impôt sur les revenus et de TVA à la fourniture de repas réalisées par la société TCO Services au bénéfice des 5 écoles communales précitées ;

Que dans sa décision, le SDA confirme qu'au niveau TVA, les prestations de catering réalisées par la société TCO dans les locaux des 5 écoles précitées, mis à disposition par la Commune d'Uccle peuvent être considérées comme une livraison de biens et, partant, être soumises au taux de 6% ;

Qu'au vu de cette décision positive, il convient à présent de faire valider le contrat de concession domaniale par le Conseil communal ;

Considérant ces éléments ;

Décide:

- d'approuver la dernière version du projet de contrat de concession domaniale telle qu'annexée.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdracht met betrekking tot het "Beheer van de maaltijden voor de refters van de gemeentescholen van Ukkel van 2022 tot 2026".- Toepasselijk btw-tarief.- Standpunt van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken.- Analyse van het dossier en opvolging.

De raad,

Overwegende dat het college in zitting van 21 juni 2022 de overheidsopdracht met betrekking tot de schoolmaaltijden gegund heeft aan de firma TCO Service, met aanvang op 1 september 2022 voor een duur van 4 jaar;

Dat het een overheidsopdracht van diensten betreft met als voorwerp de bereiding en het beheer van maaltijden, de verpakking en het transport met respect voor de criteria van duurzame ontwikkeling, voor drie afdelingen: kleuteronderwijs, basisonderwijs en volwassenen, in de volgende keukens:

- School Messidor, Messidorlaan 161;
- School Les Églantiers, Wilderozelaarslaan 21;
- School Val Fleuri, Gatti de Gamondstraat 140;
- School Calevoet, François Vervloetstraat 10;
- School Homborch, Homborchveldlaan 34;

Dat er een btw-tarief van 12 % van toepassing is op de prestaties van deze opdracht;

Overwegende dat uit de analyse van de Juridische dienst bleek dat de gemeente een verminderd btw-tarief van 6 % op de schoolmaaltijden zou kunnen genieten indien de verrichting gekwalificeerd wordt als levering van goederen wanneer de terbeschikkingstelling van de lokalen en de tenlasteneming van de kosten onder bezwarende titel gebeuren;

Overwegende het arrest-Manfred Bog van het HvJ-EU, dat verduidelijkt dat in het kader van catering de terbeschikkingstelling van de lokalen en bepaalde kosten onder bezwarende titel gekwalificeerd kan worden als levering van goederen;

Dat het gezien het voorgaande te overwegen leek om de keukens van de gemeentescholen ter beschikking van de opdrachtnemer te stellen middels betaling van een retributie om de kwalificatie van levering van goederen en dus een btw-tarief van 6 % te genieten voor "de levering van de maaltijden";

Dat er in dit opzicht een vergadering plaatsgevonden heeft met de dienst Gemeente-eigendommen en de Opdrachtencentrale;

Dat er na deze vergadering overwogen werd:

- De gemeentescholen op te nemen in het openbaar domein;
- De 5 gebruikte keukens te verhuren aan de firma TCO Service middels de betaling van een retributie;

Dat het college gezien de complexiteit van het dossier en om de rechtszekerheid van de overwogen verrichting te verzekeren in zitting van 10 januari 2023 meester Arnaud Scheyvaerts, fiscaal advocaat, aangesteld heeft om het onderhavige dossier te analyseren, een prefilingsaanvraag in te dienen bij de DVB en de belangen van de gemeente te behartigen;

Dat meester Scheyvaerts de aandacht van de gemeente gevestigd had op de problematiek van de potentiële herkwalificatie van de toekomstige retributies die TCO zou betalen voor het gebruik van de schoolkeukens als roerende inkomsten, wat leidt tot de toepassing van een roerende voorheffing van 30 %;

Dat meester Scheyvaerts in dit opzicht aangegeven heeft dat de situatie zich al in andere gemeentes voorgedaan heeft, hoewel ze heel discutabel is;

Dat de Staat in de zaken van dit type beweert dat het hoofddoel van de concessieovereenkomsten is om het recht te verlenen om een bepaalde activiteit op een bepaalde plaats uit te oefenen en dus het onroerend doel van deze overeenkomsten ontkent;

Dat in dit geval, aangezien de gemeente overweegt om aan TCO een financiële bijdrage te vragen voor het gebruik van de schoolkeukens, de opmaak van een domeinconcessie de voorkeur krijgt om deze herkwalificatie te vermijden;

Dat meester Scheyvaerts aangaf dat het risico echter bestaat dat het bestuur deze bijdragen geherkwalificeerd ziet worden als roerende inkomsten;

Dat het college gezien het voorgaande in zitting van 4 april 2023 beslist heeft om de opdracht van meester Scheyvaerts uit te breiden zodat de prefilingsaanvraag ook betrekking heeft op de bevestiging van de aard van deze toekomstige retributies;

Dat meester Scheyvaerts op 28 april 2023 een prefilingsaanvraag ingediend heeft bij de DVB door een eerste versie van de domeinovereenkomst voor te leggen, waarin verduidelijkt stond dat de overeenkomst van onroerende aard was;

Dat de DVB enkele feitelijke vragen had over de motivering van de wijziging van de verrichting voor de terbeschikkingstelling van de keukens onder bezwarende titel en niet langer kosteloos, over de bezoldiging van TCO voor het beheer van de maaltijden en over de vastlegging van het bedrag van de retributie;

Dat deze vragen het voorwerp uitgemaakt hebben van verschillende gesprekken tussen meester Scheyvaerts en de DVB;

Dat meester Scheyvaerts de Juridische dienst op 9 oktober 2023 meegedeeld heeft dat het ontwerp van domeinovereenkomst voor sommige leden van de DVB zou laten doorschemeren dat er naast de gebouwen ook "klein materiaal" (frituurpannen, frigo's, enz.) ter beschikking gesteld wordt, wat naargelang de aard ervan gekwalificeerd zou kunnen worden als roerende inkomsten, wat leidt tot de toepassing van een roerende voorheffing van 30 %;

Dat de Opdrachtcentrale uitgelegd heeft dat dit kleine meubilair marginaal is en dat het in werkelijkheid gaat om ingerichte keukens en dus inbouwmeubilair, hoewel er enkele roerende goederen in de keukens staan;

Dat meester Scheyvaerts op 13 oktober 2023 deze informatie bijgevolg bezorgd heeft aan de DVB door de indiening van de aanvullende motivering, die het feit rechtvaardigt dat alle voorzieningen die ter beschikking van de firma TCO gesteld worden ingebouwd zijn in het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de domeinconcessie (onroerend door inbouw);

Dat meester Scheyvaerts op 9 november 2023 meegedeeld heeft dat de leden van het college van de DVB ondanks deze aanvullende uitleg nog steeds van mening waren dat er een deel roerende verhuring, hoe gering ook, is in de terbeschikkingstelling van een keuken;

Dat volgens de DVB bijgevolg de domeinovereenkomst herzien moet worden om te voorzien in een percentage, zelfs gering, van deze roerende verhuring;

Dat erop aangedrongen werd om de domeinconcessieovereenkomst aan te passen door:

- Te verduidelijken dat de overeenkomst van hoofdzakelijk onroerende aard is en slechts een roerend aandeel bevat geschat op 1 %, en dit op basis van de werkelijke situatie van de roerende goederen die ter beschikking van TCO gesteld zouden worden;
- Te voorzien in een spreiding van deze retributie met een onroerend deel (99 %) en een roerend deel (1 %);

Dat volgens de dienst Gemeente-eigendommen enkel het onderhavige dossier betrokken zou zijn bij deze situatie van de roerende voorheffing;

Overwegende dat meester Scheyvaerts op 23 november 2023 uitgelegd heeft dat de gemeente ervoor kon kiezen om de verplichting tot aangifte en betaling van de onroerende voorheffing ten laste te nemen of over te dragen aan TCO;

Overwegende dat na discussies met TCO overeengekomen werd dat de gemeente deze verplichting zou dragen, wat geleid heeft tot de aanpassing van de concessieovereenkomst;

Dat deze nieuwe versie van de concessieovereenkomst ter goedkeuring voorgelegd werd aan TCO;

Dat hem na de laatste geformuleerde opmerkingen op 26 juni 2024 een laatste versie van de domeinconcessieovereenkomst voorgelegd werd voor eventuele opmerkingen of akkoord;

Dat TCO ons in een e-mail van 24 oktober 2024 zijn akkoord met het laatste ontwerp van domeinconcessieovereenkomst bezorgd heeft;

Dat volgens dit akkoord de domeinretributie bepaald wordt op een bedrag van € 500 per keuken per maand, met de volgende spreiding: onroerend deel € 495 en roerend deel € 5;

Dat er formeel akte genomen werd van dit akkoord door een brief van 7 november 2024;

Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 november 2024 deze versie van het ontwerp van concessieovereenkomst goedgekeurd heeft;

Dat de gemeenteraad in zitting van 20 februari 2025 beslist heeft onder andere de volgende basisscholen te bestemmen tot het openbaar domein:

- Gemeenteschool Calevoet;
- Gemeenteschool Les Églantiers;
- Gemeenteschool Homborch;
- Gemeenteschool Val Fleuri;

Dat school Messidor in zitting van 24 april 2025 ook bestemd werd tot het openbaar domein;

Dat de DVB op 26 maart 2025 zijn advies verleend heeft over onze vraag met betrekking tot het stelsel dat van toepassing is inzake inkomstenbelastingen en btw op de levering van maaltijden door de firma TCO Service ten gunste van de 5 voornoemde gemeentescholen;

Dat de DVB in zijn beslissing bevestigt dat wat de btw betreft de cateringprestaties door de firma TCO in de lokalen van de 5 voornoemde scholen, die door de gemeente Ukkel ter beschikking gesteld worden, beschouwd kunnen worden als een levering van goederen en bijgevolg gebonden zijn aan het tarief van 6 %;

Dat gezien deze positieve beslissing de domeinconcessieovereenkomst nu goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad;

Overwegende deze elementen;

Beslist:

- De laatste versie van het ontwerp van domeinconcessieovereenkomst zoals bijgevoegd goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

-109bis.+Projet+de+contrat+de+concession_validé Collège 26.11.24.pdf

Régie foncière - Grondregie

22.05.2025/A/0013 **Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2024.**

Le Conseil,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2024 ;

Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver les comptes annuels 2024 de la Régie foncière.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024.

De Raad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 heeft overgemaakt;

Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt;

Op voorstel van het College der Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Compte 2024.pdf, Explications compte 2024_fr.pdf, Explications compte 2024_nl.pdf

Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

22.05.2025/A/0014 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Sport - Octroi d'un subside exceptionnel au club "Uccle Europe" - Année 2025 - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Considérant que le club de basket Uccle Europe dispose d'une école de jeunes qui compte pas moins de 500 membres ;

Qu'un remarquable travail de formation a été mis en place depuis de nombreuses années ;

Considérant que son équipe U16 s'est qualifiée pour la finale nationale dans sa catégorie qui se tenait à Malines ce samedi 17 mai, une première dans l'histoire du club qui va fêter ses 80 ans l'année prochaine;

Considérant qu'il s'agit d'un réel exploit compte tenu de la concurrence très rude (482 clubs), émanant notamment des équipes issues de clubs professionnels ;

Considérant que le club d'Uccle Europe nous a contacté la semaine dernière afin de nous demander si la commune pouvait intervenir pour prendre en charge les frais (850 euros) liés à la location d'un bus pour 60 personnes afin d'amener l'équipe et d'autres jeunes à Malines pour les supporters et vivre cet événement sportif;

Qu'il est proposé d'octroyer un subside permettant de couvrir les frais de transport du club vers Malines (aller/retour).

Décide :

- d'octroyer un subside de 850 euros à Uccle Europe afin de couvrir les frais de déplacement des joueurs et jeunes supporters jusqu'à Malines;
- de charger le collège d'appliquer cette décision.
- d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Sport.-
Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan de club "Uccle Europe".- Jaar
2025**

De Raad,

Overwegende dat basketbalclub Uccle Europe een jongerenschool heeft die niet minder dan 500 leden telt;

Dat er al enkele jaren een voortreffelijke opleiding gegeven wordt;

Overwegende dat het U16-team zich gekwalificeerd heeft voor de nationale

finale op zaterdag 17 mei in Mechelen, een primeur in de geschiedenis van de club, die volgend jaar haar 80^e verjaardag viert;

Overwegende dat het een echte topprestatie is rekening houdend met de zeer zware concurrentie (482 clubs), onder andere van teams van professionele clubs;

Overwegende dat de club Uccle Europe ons vorige week gecontacteerd heeft om ons te vragen of de gemeente de kosten (850 euro) kon dragen voor de huur van een bus voor 60 personen om het team en andere jongeren naar Mechelen te voeren om voor hen te supporteren en dit sportevenement te beleven;

Dat er voorgesteld wordt een subsidie toe te kennen waarmee de transportkosten van de club naar Mechelen (heen en terug) gedekt kunnen worden;

Beslist:

- een subsidie van 850 euro toe te kennen aan Uccle Europe om de verplaatsingskosten van de spelers en jonge supporters naar Mechelen te dekken;
- het college ermee te belasten deze beslissing uit te voeren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

1. offre.jpg

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

22.05.2025/A/0015 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements

complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions:

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.194. Rue Auguste Danse, 3 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.195. Vieille rue du Moulin, côté opposé au n° 330 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.196. Rue Joseph Hazard, 13 (1-3m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.54. Avenue Léo Errera, 41;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.139. Square des Merises, 7 (12m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.194. Auguste Dansestraat, 3 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.195. Oude Molenstraat, aan de overkant van het nr. 330 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.196. Joseph Hazardstraat, 13 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.54. Léo Erreralaan, 41;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.139. Wilde Kersensquare, 7 (12m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

ZE_Fond'Roy 2A.pdf, PH_Square des Merises 7.jpg, 2025 05 22_Cc_Note explicative.pdf, Musee Van Buuren.pdf, ZE_Danse 3.pdf, ZE_Hazard 13.pdf

22.05.2025/A/0016 **Règlement d'administration intérieure – journée sans voiture.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 119;
Vu l'accord conclu entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
Considérant que chaque année a généralement lieu au moins une « journée sans voiture »;
Considérant que pour l'année 2025, la date proposée pour la journée sans voiture est le 21 septembre de 9h30 à 19h00.
Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement;
Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes;
Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations;
Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder;

Arrête:

Article unique. L'accord conclu pour chaque édition de la journée sans voiture entre le bourgmestre de la commune d'Uccle et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé pour la durée de la législature.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Reglement van inwendig bestuur - autoloze dag.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikelen 117 en 119;
Gelet op het akkoord tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;
Overwegende dat er ieder jaar minstens één "autoloze dag" plaatsvindt;
Overwegende dat voor het jaar 2025 de voorgestelde datum voor "autoloze dag" 21 september is van 9.30 tot 19.00 uur.
Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;
Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;
Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;
Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een

doorgangsbewijs te verkrijgen, een afraadend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

Besluit:

Enig artikel. Het akkoord dat voor elke editie van de autoloze dag gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Ukkel en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd voor de duur van de legislatuur.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

22.05.2025/A/0017 **Modification du PPAS 15bis**

Étape de la procédure d'élaboration : Modification du PPAS 15 bis, suite à l'avis de la Commission de concertation du 9 avril 2025

Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification

Le Conseil communal,

Vu le plan particulier d'affectation du sol n°15 approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1954 et régissant l'aménagement de l'îlot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu l'amendement des prescriptions de ce plan (plan n°15bis), approuvé par arrêté royal du 13 août 1957 ;

Vu l'adoption de la modification du PPAS 15 bis en séance du Conseil communal du 16/12/2024

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 29/01/2025 au 27/02/2025 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social du 20 février 2025 ;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement du 24 février 2025 ;

Vu l'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites du 19 février 2025 ;

Vu l'absence d'avis du Conseil consultatif du logement ;

Vu l'absence d'avis de la Commission régionale de mobilité ;

Vu les 8 réclamations ou observations de riverains et 2 réclamations d'associations uccloises ;

Vu l'avis favorable conditionnel de la Commission de concertation émis le 9/04/2025 ;

Considérant que les cartes et les prescriptions littérales doivent être modifiées pour répondre à l'avis de la Commission de concertation ;

Considérant que l'article 188§11 du CoBAT imposant des mesures particulières de publicité aux motifs du plan supérieur dans les plans particuliers d'affectation du sol approuvés avant le 29 juin 2011 s'applique dans l'ilot régi par le plan, et que la modification de celui-ci permettra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire ;

Décide :

sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins :

la modification du plan particulier d'affectation du sol n°15 (arrêté royal du 4 décembre 1954) et de son amendement de prescriptions (plan n°15bis - arrêté royal du 13 août 1957) dans son périmètre actuel en vue de répondre aux conditions émises par la Commission de concertation en :

1. Supprimant la dérogation au PRAS, ce qui dispense le second projet de l'avis de la CRD et des Conseils ;
2. Adaptant les prescriptions littérales dans le but entre autre de :
 - réduire l'impact des voitures en intérieurs d'ilot et en zone de recul,
 - augmenter la protection des arbres dans les zones non bâties,
3. Adaptant la carte d'affectation dans le but entre autre de :
 - maintenir une zone de sports couverts,
 - réduire l'emprise et le volume d'une construction en intérieur d'ilot à destination d'un autre équipement,
 - mentionner la zone d'implantation de la maison existante en fond de parcelle n°68 avenue Léo Errera,

de désigner la cellule planification du service de l'urbanisme en tant qu'auteur de projet de la seconde modification du plan ;

de solliciter, sur base de l'avis de la commission de concertation, l'avis de Bruxelles-Environnement quant à la nécessité ou non d'accompagner la seconde modification du plan d'un rapport d'incidences environnementales ;

de soumettre le second projet de modification du plan aux actes d'instructions si nécessaire ;

M. Cools estime que ce point a plutôt évolué de manière positive par rapport aux délibérations antérieures. Le Collège a en effet tenu compte, à tout le moins partiellement, des doléances des habitants, telles qu'elles figurent d'ailleurs dans l'avis de la commission de concertation.

Le Collège a d'ailleurs évolué sur des points importants que M. Cools avait lui-même soulevés et dont il regrettait qu'ils figurassent dans le projet de plan.

Il s'agissait notamment de l'impossibilité d'installer des commerces de 150 m² au rez-de-chaussée de bâtiments sis dans une artère telle que par exemple l'avenue Léo Errera.

M. Cools avait aussi exprimé sa crainte de la disparition de toute activité sportive sur les terrains qui y étaient jusque là voués si l'on supprimait l'obligation de prévoir une activité de cet ordre.

En dépit des évolutions positives, M. Cools garde pour sa part des inquiétudes par rapport à ce plan. Cela dépend aussi des prescriptions qui seront finalement rédigées.

Les inquiétudes de M. Cools portent notamment sur la division des maisons unifamiliales. Des conditions assez strictes ont été prévues, entre autres une surface initiale de 300 m² pour pouvoir procéder à une division, mais certains étaient prêts à réduire encore davantage la taille minimale des logements susceptibles d'être divisés. M. Cools estime pour sa part qu'il faut faire preuve de prudence à cet égard car les maisons unifamiliales contribuent au maintien d'un tissu social dans l'espace urbain.

M. Cools regrette aussi que la protection contre une éventuelle démolition, qui est garantie aux trois maisons sises dans le haut de la rue Edith Cavell, ne soit pas étendue à la Villa Brahy, située dans le bas. Même si le dossier de la Villa Brahy a fait l'objet de toute une saga (délivrance par le Collège d'un permis d'urbanisme, retiré suite à un avis favorable à sa suspension, ensuite redélivré puis à nouveau retiré suite à une annulation du Conseil d'Etat, etc.), les 4 immeubles auraient dû faire l'objet d'un traitement identique.

Pour ces diverses raisons, le groupe Uccle en avant opte pour l'abstention sur ce point.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 32 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

Wijziging van BBP 15bis

Fase van de uitwerkingsprocedure: Wijziging van BBP 15bis ingevolge het advies van de Overlegcommissie van 9 april 2025

Projectontwerper: Dienst Stedenbouw - Cel Planning

De gemeenteraad,

Gelet op Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15, goedgekeurd bij koninklijk besluit op 4 december 1954 inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de wijziging van de voorschriften van dit plan (plan nr. 15bis), goedgekeurd bij koninklijk besluit op 13 augustus 1957;

Gelet op de goedkeuring van de wijziging van BBP 15bis in zitting van de

gemeenteraad van 16/12/2024;

Gelet op de resultaten van het openbaar onderzoek, dat gehouden is van 29/01/2025 t.e.m. 27/02/2025;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van 20 februari 2025;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 24 februari 2025;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van 19 februari 2025;

Gelet op het gebrek aan advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Gelet op het gebrek aan advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie;

Gelet op de 8 bezwaarschriften of opmerkingen van buurtbewoners en de 2 bezwaarschriften van Ukkelse verenigingen;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Overlegcommissie van 09/04/2025;

Overwegende dat de kaarten en de schriftelijke voorschriften gewijzigd moeten worden om te beantwoorden aan het advies van de Overlegcommissie;

Overwegende dat artikel 188 §11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op het huizenblok dat door het plan geregeld wordt en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Beslist:

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 (koninklijk besluit van 4 december 1954) en de wijziging van de voorschriften ervan (plan nr. 15bis - koninklijk besluit van 13 augustus 1957) in de huidige perimeter te wijzigen om te beantwoorden aan de voorwaarden van de Overlegcommissie door:

1. De afwijking op het GBP te schrappen, wat het tweede project vrijstelt van het advies van de GOC en van de raden;
2. De schriftelijke voorschriften aan te passen, onder andere om:
 - De impact van de auto's binnenin de huizenblokken en in de achteruitbouwstroken te verkleinen;
 - De bescherming van de bomen in de onbebouwde zones te vergroten;
3. De bestemmingskaart aan te passen, onder andere om:
 - Een overdekt sportgebied te behouden;

- De grondinneming en het volume van het bouwwerk binnenin het huizenblok bestemd voor een andere voorziening te verkleinen;
- De inplantingszone van het bestaande huis achteraan het perceel in de Léo Erreralaan 68 te vermelden;

De cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de tweede wijziging van het plan;

Op basis van het advies van de Overlegcommissie het advies van Leefmilieu Brussel te vragen wat betreft de noodzaak om de tweede wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport;

Het tweede project tot wijziging van het plan indien nodig te onderwerpen aan de onderzoekshandelingen.

***De h. Cools** is van mening dat dit punt in positieve zin is geëvolueerd ten opzichte van eerdere beraadslagingen. Het college heeft in ieder geval gedeeltelijk rekening gehouden met de grieven van omwonenden, zoals uiteengezet in het advies van de overlegcommissie.*

Het college heeft ook enkele belangrijke punten aangepakt die de h. Cools zelf aan de orde had gesteld en waarvan hij betreurde dat ze in het ontwerpplan waren opgenomen.

Zo was het onder andere onmogelijk om winkels van 150 m² te installeren op de benedenverdieping van gebouwen aan een weg zoals de Léo Erreralaan.

Hij had ook zijn vrees uitgesproken dat, als de verplichting om in dit soort activiteiten te voorzien zou worden afgeschaft, alle sportactiviteiten op de terreinen die daar tot dan toe voor bestemd waren, zouden verdwijnen.

Ondanks de positieve ontwikkelingen blijft hij bezorgd over het plan. Het hangt ook af van de voorschriften die uiteindelijk worden opgesteld.

De bezorgdheid van de h. Cools heeft met name betrekking op de opdeling van eengezinswoningen. Er werden vrij strikte voorwaarden opgelegd, waaronder een eerste oppervlakte van 300 m² om te kunnen overgaan tot een opdeling, maar sommigen waren bereid om de min. grootte van de woningen die konden worden opgedeeld nog verder te beperken. De h. Cools vindt dat we in dit opzicht voorzichtig moeten zijn omdat eengezinswoningen bijdragen aan het behoud van het sociale weefsel van stedelijke gebieden.

Hij betreurt ook dat de bescherming tegen sloop die de drie huizen bovenaan de Edith Cavellstraat genieten, niet is uitgebreid tot Villa Brahy onderaan. Hoewel het dossier van Villa Brahy het onderwerp is geweest van een hele saga (bouwvergunning afgegeven door het college, ingetrokken na een advies ten gunste van opschorting ervan, vervolgens opnieuw afgegeven en weer ingetrokken na een nietigverklaring door de Raad van State ...), hadden de vier gebouwen op dezelfde manier behandeld moeten worden.

Om deze redenen onthoudt Uccle en avant zich voor dit punt.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 32 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

13 annexes / 13 bijlagen

Avis CRMS.pdf, AVIS PERSPECTIVE.pdf, Avis BM 26-02-2025.pdf,

BRUPARTNERS_CEnv-Nl.pdf, AVIS BE 27-02-2025.pdf, BRUPARTNERS_CEnv.pdf,

AVISSI~3.PDF, AVISCR~2.PDF, BRUPARTNERS_CES.pdf, OBJET 06 -

MODIFICATION DU PPAS 15 BIS - Avis définitif - FR.docx, BRUPARTNERS_CES-

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

22.05.2025/A/0018 **ASBL le Pas : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 26 janvier 2023 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Le Pas, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Le Pas est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Maëlle De Brouwer;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) » ;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Le Pas ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Le Pas à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Le Pas en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

VZW le Pas : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 26 januari 2023 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Le Pas, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Le Pas nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Maëlle De Brouwer;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Le Pas ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Le Pas in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Le Pas krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

v - Le PAS.docx

Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.

Buss Walter quitte la séance / verlaat de zitting.

**DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT
SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN**

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2025 s'élève à 23.309.087,76 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 23.309.087,76 €;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 17 avril 2025 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23 avril 2025 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2025 :

- Recettes d'exploitation 74.537.609,98 €

- Dépenses d'exploitation 74.365.839,69 €

- Recettes d'investissement 19.493.972,20 €

- Dépenses d'investissement 19.665.742,49 €,

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23 avril 2025 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2025.

***Mme l'Echevine De Brouwer** rappelle que la région bruxelloise est confrontée depuis plusieurs années à un phénomène de paupérisation et qu'Uccle n'échappe pas à cette problématique. Dans certains CPAS bruxellois, les travailleurs sociaux sont débordés et doivent faire face à de l'agressivité en raison des dysfonctionnements dus à la surcharge de travail.*

Dans ce contexte, certains CPAS ont été contraints de supprimer des services, et ce quelles que soient les majorités en place. Il devient difficile de recruter de nouveaux assistants sociaux formés, de les maintenir durablement dans leur emploi et de leur permettre d'effectuer un travail social de fond sans qu'ils ne doivent limiter leur mission à des tâches administratives.

Mme l'Echevine De Brouwer salue le travail accompli par le personnel du CPAS d'Uccle en dépit des difficultés ainsi que la bonne collaboration entre les services de la commune et ceux du CPAS, que ce soit pour la cellule Culture ou pour la politique de l'emploi et de l'insertion professionnelle. Et la poursuite d'un plan Climat n'en est que plus méritoire dans le contexte général.

Les travailleurs du CPAS ont été confrontés à de nouveaux défis : l'épidémie du covid, l'arrivée des réfugiés ukrainiens et la crise énergétique. La commune a dès lors augmenté sa dotation au CPAS, qui, depuis 2020, est passée de 16.650.000 € à 23 millions d'euros.

Uccle est une commune à deux visages, où se juxtaposent des quartiers riches et des quartiers aux populations plus précarisées, pour lesquelles le CPAS constitue le dernier filet de sécurité.

Mme l'Echevine De Brouwer remercie M. Cohen, Président du CPAS, pour la logique de collaboration qui a été instaurée.

***M. le Président du CPAS** remercie toute l'administration du CPAS ainsi que son secrétaire général pour le travail accompli dans le cadre de la confection de ce budget ainsi que son prédécesseur, M. Cornelis, qui en est à l'initiative. Il remercie aussi les conseillers du CPAS, tant de l'opposition que de la majorité, pour la qualité des débats depuis le début de la législature, car ceux-ci ont toujours été menés dans le respect.*

Le personnel du CPAS compte 423 équivalents temps plein. Au sein de l'administration centrale, installée dans l'immeuble sis 860 chaussée d'Alseberg, se trouvent notamment le Centre d'alimentation alimentaire gratuite (CDAG), le département de titres-services, un service de réinsertion professionnelle, un service de médiation de dettes, une boutique de vêtements gratuits ou à prix réduits ainsi qu'une

antenne sociale qui propose, entre autres, une permanence juridique gratuite tous les mercredis.

Le CPAS assure aussi la gestion de deux homes, sis respectivement rue Egide Van Ophem et avenue Achille Reisdorff, d'une baby-halte située avenue Vanderaey, d'une crèche et d'une cité d'enfance destinée à l'hébergement d'enfants vivant des situations familiales compliquées, ces deux derniers établissements étant sis tous deux rue Joseph Bens.

Le budget 2025 prévoit une dotation communale de 23.309.087 €. Des mesures ont déjà été prises pour demeurer dans cette enveloppe budgétaire et on poursuivra dans cette voie au cours des prochaines années.

Toutefois, il est toujours possible que la situation requière une modification budgétaire à l'avenir. M. le Président du CPAS ne manquera pas d'en faire part le cas échéant.

Dans le cadre des discussions menées au sein du comité de concertation commune-CPAS, la commune a demandé à juste titre au CPAS de faire preuve d'efficience dans ce contexte budgétaire difficile, tout en lui réaffirmant son soutien indéfectible.

M. le Président du CPAS précise que ce budget a été finalisé en mars dernier, soit bien avant que ne soient connus les contours des mesures Arizona. Aucune loi n'a encore été votée, aucun montant n'a encore été fixé pour le CPAS, et l'on ignore encore si les nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1er janvier, le 1er juillet ou de manière progressive. De plus, il n'y a encore aucune information quant à une éventuelle hausse du taux de remboursement des revenus d'intégration, une éventuelle augmentation du montant forfaitaire par dossier ou quant aux mesures concrètes en vue de la remise à l'emploi.

Toutefois, M. le Secrétaire général et M. le Président du CPAS ne restent pas passifs face à cette situation et analysent différents scénarios afin d'anticiper au mieux les évolutions possibles, sur base d'analyses internes et d'études réalisées par Brulocalis, la Fédération des CPAS et Actiris. Des contacts ont aussi été établis avec la Maison de l'Emploi d'Uccle et d'autres CPAS.

Détaillant les grandes lignes de la note de politique générale ainsi que les mesures déjà prises ou en préparation, M. le Président du CPAS précise que le maître-mot de cette législature est la collaboration renforcée entre le CPAS, la commune et les acteurs locaux grâce à la recherche de synergies visant à optimiser les ressources et offrir des services encore plus efficaces aux citoyens.

Vu que le personnel constitue la ressource la plus précieuse du CPAS, il faudra lancer une réflexion sur ses conditions de travail ainsi que sur la formation continue qu'il conviendrait de lui dispenser.

M. le Président du CPAS insiste sur le soutien à la première ligne, qui s'avère l'interface direct entre le CPAS et les citoyens, et sur l'allègement des tâches administratives des assistants sociaux grâce à un recours accentué aux outils numériques, de manière à ce qu'ils se concentrent sur leurs missions de terrain.

Une évaluation stratégique du patrimoine est en cours. Le bâtiment de l'administration centrale et le home Brugmann font l'objet d'une analyse afin de décider s'il y a lieu de les rénover, de les vendre ou de les conserver tels quels.

Le Conseil du CPAS a déjà décidé il y a deux mois de vendre le terrain de Calevoet afin de financer le Domaine du Nekkersgat. L'éventualité de la vente des deux maisons adjacentes est également étudiée.

Pour ce qui concerne la crèche Asselberghs, structure reconnue par Kind en Gezin offrant une capacité d'accueil pour 36 enfants, le CPAS examine la possibilité d'un transfert de sa gestion à la commune, compte tenu du fait que le taux d'occupation moyen se situe entre 69 et 79 %, ce qui correspond à 7 places inoccupées. Il s'agit là d'un bon exemple de synergie possible en vue d'une plus grande efficacité.

Dans la même perspective, le CPAS étudie l'éventualité d'un transfert total ou partiel à l'AIU des logements détenus par le CPAS, étant donné que l'AIU dispose des compétences et des financements nécessaires pour une gestion optimisée. Un tel transfert ne causerait aucun préjudice aux usagers et garantirait des économies notables pour le CPAS en matière de précompte immobilier, de dégâts locatifs, d'impayés, de gestion administrative, etc.

La fin des titres-services (nettoyage et repassage à domicile), qui sont en voie d'extinction suite à une décision prise par le précédent Conseil du CPAS, pourrait être accélérée.

L'insertion professionnelle demeure une priorité absolue. Via le service Promojob, le CPAS utilise le mécanisme « article 60 » pour remettre les allocataires sociaux sur le chemin du travail en les employant au sein du CPAS, de la commune, dans les ASBL et, depuis peu, dans des sociétés privées. Suite à une demande de M. le Président du CPAS, l'intervention mensuelle en faveur des ASBL est passée de 500 € à 650 € afin de prendre en compte l'indexation. Le CPAS a la volonté d'augmenter de manière significative le nombre de personnes qui accèdent à un emploi via l'« article 60 ». Pour atteindre ce but, plusieurs pistes seront explorées : participation active à des bourses d'emploi, salons de recrutement, contacts renforcés avec des entreprises communales ou régionales.

Un suivi social renforcé est prévu pour les étudiants bénéficiaires, moyennant la communication obligatoire et rapide de leurs résultats afin d'adapter l'accompagnement de Promojob à leurs performances académiques.

Le Service ucclois à domicile (SUD), qui regroupe les aides familiales et les aides ménagères, est fondamental pour le maintien à domicile des citoyens les plus vulnérables d'Uccle tels que les personnes âgées ou isolées ou les personnes souffrant de handicaps mentaux et /ou physiques. Son fonctionnement sera optimisé, notamment via une révision des heures subsidiées et une uniformisation des pratiques de manière à garantir une qualité de service homogène.

Le CPAS gère pour le moment deux homes, le home Brugmann et le home du Nekkersgat, généralement appelé le « Domaine du Nekkersgat ». Le home Brugmann fermera définitivement ses portes en 2026, tandis que la rénovation du Domaine sera achevée la même année. La fusion de ces deux établissements constitue un enjeu majeur pour le CPAS, eu égard au fait qu'actuellement, la perte opérationnelle dépasse 3 millions d'euros. Une étude sera menée avec pour objectif de garantir que le Domaine demeure un lieu de vie sécurisé et confortable tout en étant efficient sur le plan organisationnel et financier.

Vu qu'il exerce la profession d'expert-comptable, M. le Président du CPAS accorde une grande importance à la date d'établissement du compte du CPAS, dressé sous la responsabilité du directeur financier. Actuellement, ce compte est établi en septembre de l'année suivante. M. le Président du CPAS souhaiterait que ce compte fût finalisé en mai, car cela permettrait d'avoir une meilleure vue de la situation du CPAS et d'organiser un meilleur pilotage. M. le Président du CPAS a également demandé au directeur financier de poursuivre le nettoyage des créances et dettes des exercices clos.

En matière d'efficacité énergétique, le service Energie du CPAS intensifiera la sensibilisation des allocataires sociaux à une consommation responsable de l'énergie et de l'eau. Ceci inclut la diffusion de bonnes pratiques, l'aide à la réalisation d'audits énergétiques ou l'organisation d'ateliers. Cette politique procurera des bénéfices à long terme en réduisant les factures des ménages et en contribuant à la transition énergétique. En ce domaine, le CPAS poursuivra la mise en œuvre du plan Climat avec le soutien de la commune, notamment pour la réalisation d'un bilan carbone. L'accent sera mis également sur la sobriété énergétique, la gestion durable de l'eau, les modes de déplacement actifs ainsi que la formation et la sensibilisation des mandataires et employés de l'administration.

M. le Président du CPAS envisage aussi le lancement d'autres mesures dans cette perspective d'économie et d'efficience : l'obtention d'une ristourne de la part des pharmacies sur les médicaments et produits paramédicaux (les ristournes actuelles concernent uniquement les homes) ; la réduction du coût des correspondances, qui s'élève actuellement à plus de 200.000 € par an grâce à un recours plus systématique au mail et à l'e-box ; l'éventualité de marchés publics sur les transports en ambulance ainsi que sur les appareils auditifs et les lunettes, dans une première phase à destination des résidents des maisons de repos.

M. le Président du CPAS remercie Mme la Première Echevine et Mme l'Echevine De Brouwer pour leur excellente collaboration.

M. Cools estime que le budget du CPAS fait fi de la réalité. Une dotation communale inférieure de plusieurs millions à celles qui furent accordées en 2024 et 2023 a en effet abouti à un budget 2025 du CPAS complètement irréaliste.

Ce projet prévoit pour 2025 une croissance négative des dépenses relatives au personnel et aux aides sociales. Qui peut réellement croire que les besoins sociaux à Uccle vont s'évaporer comme par miracle ?

La note de politique générale mentionne un avis du groupe technique, composé du président, du secrétaire général et du directeur financier du CPAS, qui a retenu l'attention de M. Cools. Cet avis souligne notamment que « la correspondance entre les crédits prévus en 2025 et l'évolution prévisible des besoins et ressources du CPAS est sujette à caution ».

Les membres du groupe technique reconnaissent que, pour de nombreux postes de dépenses et recettes, ce budget n'a pas suivi les consignes énumérées dans la circulaire régionale sur l'élaboration des budgets des CPAS.

Dès lors, le CPAS sera inmanquablement contraint à des modifications budgétaires cette année-ci.

La forte réduction du financement du CPAS par la commune n'apparaît pas de façon explicite si l'on compare la dotation communale initiale dans le budget 2024 et la dotation communale dans le budget 2025. C'est la dotation dans le budget modifié 2024 qu'il faut prendre en considération pour avoir une vue plus précise de la réalité.

M. Cools ne prétend en aucune manière qu'il n'y a pas lieu de faire des économies au sein du CPAS. Certaines des pistes évoquées à cet égard par M. le Président du CPAS sont tout à fait valables mais ne seront pas suffisantes.

Quoi qu'il en soit, le CPAS va subir une forte pression qui ne sera pas sans conséquences sur la qualité des services qu'il rend aux citoyens les plus fragiles.

Selon M. Cools, le plan triennal va devoir être profondément revu à partir de 2026. Il faudra revenir devant le Conseil communal avec un plan triennal modifié dès que l'impact financier réel pour le CPAS des décisions du gouvernement Arizona sera connu.

Vu les besoins de places dans les crèches, M. Cools s'étonne du fait que la crèche Asselberghs ne soit pas remplie. Mais il est légitime de se demander s'il convient que cette crèche reste sous l'égide du CPAS ou soit transférée à la commune.

M. Cools est partisan du maintien de la halte d'accueil pour les bébés car elle permet aux chômeurs et aux bénéficiaires du revenu d'intégration sociale d'y déposer leur enfant avant de se présenter à un entretien d'embauche.

Pour ce qui concerne la politique de l'emploi, les documents se concentrent essentiellement sur l'activation des bénéficiaires du revenu d'intégration par le biais de l'« article 60 ». Dans ce système, des subsides sont octroyés à l'employeur – qui peut être le CPAS lui-même – pour une période de deux ans, au terme de laquelle l'intéressé soit conserve son emploi soit est licencié et se retrouve au chômage.

Le système « article 60 » s'avère bien trop souvent un simple sas entre un guichet du CPAS et un guichet du chômage, et M. Cools est loin d'être le seul à le

prétendre : de nombreuses études réalisées sur ce thème en viennent à conclure que le mécanisme « article 60 » est une voie sans issue. C'est notamment le cas du rapport de septembre 2019 des Ateliers des droits sociaux.

Par contre, M. Cools approuve la résolution prise par M. le Président du CPAS de prendre contact avec des employeurs communaux et régionaux car cela a été trop peu entrepris dans le passé par le service Promojob.

M. Cools accueille aussi favorablement le transfert de la gestion des logements du CPAS vers l'AIUS.

La population de la commune est très diversifiée. Par rapport à la moyenne régionale, le revenu moyen par habitant et le degré d'inégalité des revenus y sont plus élevés. Le nombre de personnes soutenues par le CPAS est passé de 5.763 à 7.873 de 2020 à 2024, ce qui représente une hausse de 36,6 %, due pour une très large part à d'autres motifs que l'accueil des réfugiés ukrainiens.

Uccle est loin d'être l'îlot de richesse que d'aucuns se complaisent à décrire. D'ailleurs, une étude de l'UCLouvain qui vient d'être publiée atteste la paupérisation de certains quartiers de la commune et du territoire régional en général. Si l'on n'y prend garde, certains quartiers ucclois risquent de ressembler un jour aux quartiers problématiques d'Anderlecht et de Molenbeek qui ont défrayé la chronique.

L'investissement dans le social, qui s'avère donc indispensable, serait d'autant plus pertinent si l'on veillait à mettre en place une coordination entre tous les acteurs sociaux. Ce serait en tous cas plus important pour la commune que l'aménagement d'une piscine à ciel ouvert !

Il est aussi nécessaire de lancer une réflexion sur les effectifs du personnel, vu que les assistantes sociales sont en nombre insuffisant pour suivre l'ensemble des dossiers.

Le relèvement des tarifs au bar du home du Nekkersgat n'est pas vraiment de nature à résoudre les problèmes financiers, sans compter qu'on pourrait s'interroger sur les restrictions qu'une telle mesure entraîne quant à l'accès de certaines personnes à ces consommations.

Quoique ce budget-ci ait un contenu plus dense que ceux des années précédentes, le groupe Uccle en avant émettra un vote négatif.

***M. Tojerow** tient à rendre hommage au personnel du CPAS pour le travail fondamental qu'il accomplit dans des conditions de plus en plus difficiles ainsi qu'aux deux représentants socialistes au sein du Conseil de l'action sociale pour leur engagement en faveur de l'émancipation sociale des Ucclois.*

Un budget consiste en une prévision des dépenses et recettes soumise à plusieurs principes, notamment le principe de sincérité budgétaire. La sincérité budgétaire est un principe de finances publiques qui exige de la part d'une collectivité la présentation d'informations financières exactes et fiables. Ce principe interdit à la collectivité considérée de sous-estimer ou de surestimer ses ressources, de manière à garantir l'équilibre budgétaire annoncé.

Le budget constitue aussi une feuille de route pour les organes et le personnel du CPAS ainsi que pour le public et les usagers actuels ou potentiels.

Le groupe socialiste ressent un profond malaise face aux chiffres présentés.

La note de politique générale mentionne que la proportion de bénéficiaires du CPAS à Uccle, notamment de titulaires du revenu d'intégration sociale (RIS), est demeurée stable dans le temps.

Selon M. Tojerow, cette assertion est inexacte. De 2011 à 2020, la proportion de bénéficiaires du RIS est passée de 1,5 % à 2,3 %. Et il en est de même pour les équivalents RIS. En chiffres absolus, le nombre de bénéficiaires est passé de 2.116 à 2.359 de 2020 à 2024. La part de bénéficiaires et d'usagers du CPAS a donc bien augmenté dans la population uccloise.

La dotation communale témoigne de l'importance qu'une commune veut bien

accorder à son CPAS. Un des partis de la majorité avait affirmé dans une communication que « l'augmentation de 5 % de la dotation communale au CPAS pour répondre aux demandes grandissantes d'aide sociale et assurer des moyens financiers et humains est une priorité ». Mais la note de politique générale et le budget sont en contradiction avec cette allégation. La majorité défiance le CPAS tout en affirmant que celui-ci fait face à des demandes croissantes.

La dotation de 23,3 millions d'euros prévue au budget initial 2025 représente une hausse de 5 % si on la compare au budget initial 2024, qui est donc une estimation. Mais si on prend comme point de comparaison le compte 2024, c.à.d. ce que la commune a effectivement attribué au CPAS en 2024, il y a en réalité une baisse de 4,3 millions d'euros, soit environ 16 %. En fait, c'est la première fois depuis 2020 que la dotation initiale octroyée par la commune au CPAS est inférieure au compte de l'année précédente.

Le budget prévoit 74 millions de dépenses, soit le même montant qu'au compte 2023. Les composantes de ces dépenses ont évolué comme suit par rapport au compte 2023 : on observe une hausse de 1,2 million d'euros pour les dépenses de personnel, une hausse de 300.000 € pour les dépenses de fonctionnement et une baisse de 100.000 € pour les dépenses de redistribution.

En dehors de ces composantes, il reste un différentiel de 1,3 million d'euros relatif à deux catégories qui n'ont pas été évoquées dans la note de politique générale, en l'occurrence les prélèvements et les factures internes. Comment se fait-il que ces deux catégories n'ont été exposées ni en commission ni en séance, alors que c'est justement pour ces deux postes que l'équilibre des dépenses est maintenu par rapport notamment à l'augmentation des dépenses de personnel ?

Comment expliquer qu'il y ait une baisse de 100.000 € des dépenses de redistribution par rapport au compte 2023, en dépit des indexations et de l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'aides sociales ?

En matière de recettes, on peut faire le même constat que pour la dotation communale. Le montant total des recettes prévu au budget 2025 est inférieur au montant figurant au compte 2023, alors que les montants totaux des recettes dans les budgets initiaux 2024 et 2023 dépassent respectivement de plus de 5 millions d'euros et de 3 millions d'euros les montants correspondants aux comptes 2022 et 2021, et ainsi de suite. Comment pourrait-on expliquer cette rupture de série ? Les données fournies par la note de politique générale ne permettent pas de comprendre la logique des séries et les choix budgétaires effectués. M. Tojerow doute de la sincérité des chiffres, faute d'explications probantes. Le seul élément certain, c'est que la dotation communale au CPAS octroyée par la majorité en 2025 est de très loin inférieure à la dotation effectivement attribuée en 2024. La majorité ne respecte pas sa propre déclaration de politique communale, qui affirmait qu'« Uccle veillera à assurer au CPAS des moyens financiers et humains pour répondre aux demandes grandissantes d'aide sociale ».

Le fait que la majorité a affirmé en commission et ce soir même qu'« il sera probablement nécessaire d'amender ce budget » prouve qu'elle doute elle-même de la crédibilité de ce dernier. Il serait peut-être opportun de retirer ce projet et de revenir avec un budget plus réaliste et sincère lors d'une séance ultérieure du Conseil communal.

Le groupe socialiste partage la volonté d'augmenter le nombre de contrats d'insertion afin de favoriser le retour à l'emploi. L'objectif pour 2025 est d'atteindre le seuil de 112,5 contrats d'insertion, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport aux 89 contrats d'insertion conclus pour l'ensemble de l'année 2024. Par quels moyens compte-t-on parvenir à des résultats supérieurs à ceux de 2024 ? Par ailleurs, vu que le CPAS va devoir accueillir des exclus du chômage, l'objectif pour 2026 et 2027 sera-t-il toujours maintenu à 112,5 contrats ou ce seuil sera-t-il dépassé ?

Pour ce qui concerne le home Brugmann, la note de politique générale fait mention d'une évaluation en vue d'une éventuelle rénovation ou vente en fonction des coûts et bénéfices à long terme, compte tenu des montants à prévoir pour le financement du Domaine du Nekkersgat. Toutefois, lors de la campagne électorale, plusieurs partis, dont un de la majorité, évoquaient la possibilité de consacrer le terrain du home Brugmann à du logement public. Faut-il comprendre de la note de politique générale que la majorité a renoncé à l'aménagement de logements publics sur ce terrain ?

Le suivi social renforcé des étudiants signifie-t-il que la majorité envisage de faire des économies via une intensification du contrôle exercé à leur égard ? Lors d'une séance antérieure, MM. Tojerow et Attal avaient alerté le Conseil communal sur la nécessité de mettre à disposition des étudiants des salles d'étude ouvertes selon des horaires plus adaptés et d'en faire la publicité. À ce jour, aucune information sur ce sujet ne figure sur le site internet communal. Le manque de place pour l'étude s'avère l'une des principales difficultés auxquelles sont confrontés les étudiants précarisés. Quoique les étudiants soient enjoins d'« utiliser toutes les ressources à leur disposition pour réussir leurs études », aucune ressource supplémentaire ne semble prévue par le CPAS ou la commune pour leur venir en aide. La majorité a-t-elle néanmoins des objectifs ou des projets en la matière ?

L'impact des réformes envisagées à l'échelon fédéral est sous-estimé. Aucun engagement d'assistant social n'est encore planifié alors que l'entrée en vigueur de la réforme fédérale est bien prévue pour le 1er janvier 2026 même si sa mise en œuvre sera opérée en phases successives. Le Président MR du CPAS de la Ville de Bruxelles a d'ailleurs explicitement évoqué la nécessité de recruter de nouveaux assistants sociaux pour faire face à la situation engendrée par la réforme fédérale. Vu que la profession d'assistant social est en pénurie, on peut craindre qu'il n'y ait une concurrence entre les différents CPAS pour le recrutement. M. Tojerow est d'autant plus inquiet de constater que la note de politique générale du CPAS d'Uccle ne prévoit pas le lancement d'un appel à candidature pour la fonction d'assistant social.

Le groupe socialiste votera contre ce budget du CPAS.

Mme Nagelmackers *confirme l'opposition du groupe Les Engagés au budget 2025 du CPAS d'Uccle.*

Ce budget se veut porteur de solidarité mais en réalité, il traduit un décalage profond avec les besoins réels de la population uccloise et sous-estime la situation financière critique du CPAS.

Le budget 2025 est en effet construit sans vision stratégique sur les maisons de repos, alors que le coût de la gestion courante des deux maisons de repos, le home Brugmann et le Domaine du Nekkersgat, s'avère une véritable bombe à retardement budgétaire. Quoique le déficit d'exploitation cumulé dépasse plus de 4,5 millions d'euros par an, aucun chiffre fiable n'est disponible sur les coûts d'exploitation actuels du Domaine pour 2024, ce qui rend hasardeuses toutes les projections pour 2025.

Le coût de l'investissement pour ce site est énorme, puisque plus de 40 millions d'euros ont été engagés sur 20 ans pour un projet initialement estimé à 12 millions d'euros. Ayant participé à la majorité sous la mandature précédente, le groupe Les Engagés assume sa part de responsabilité mais on ne peut de toute façon revenir sur le passé. Selon Mme Nagelmackers, il faut explorer toutes les potentialités de ce site magnifique afin d'en faire un pôle attractif pour tous les seniors ucclois, car le Domaine du Nekkersgat ne peut être cantonné à une simple maison de repos. Pourtant, la note de politique générale du CPAS ne donne aucune vision claire quant à sa rentabilité ou sa fonction à long terme. Le groupe Les Engagés propose le lancement urgent d'une étude patrimoniale complète afin de déterminer comment optimiser les espaces, mutualiser les locaux avec la commune et répondre plus

largement aux besoins des aînés ucclois, notamment en matière de repas à domicile et d'activités de jour.

De plus, en dépit d'un contexte où la précarité s'aggrave, le CPAS opte pour la fermeture ou le désinvestissement de plusieurs services essentiels, ce dont témoignent la fermeture progressive du service des accueillantes d'enfants, l'interruption des activités de la Coordination sociale depuis 2024 et les incertitudes quant à l'avenir du cabinet médical.

La note de politique générale identifie deux groupes de population vulnérables : les jeunes adultes de 18 à 24 ans, dont 6,9 % vivent avec un revenu social d'intégration (RSI), et les aînés, dont la part augmente en raison du vieillissement de la population à Uccle et dont une proportion de 6,7 % vit avec la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA). Et pourtant, aucune mesure budgétaire supplémentaire ne cible ces publics particuliers. Qu'en est-il de l'accompagnement spécifique des jeunes en recherche de jobs étudiants ou d'un logement abordable ? Qu'en est-il du renforcement du service ucclois d'aide à domicile, qui ne donne lieu qu'à une simple réflexion sur son optimisation ? Ces décisions révèlent un recul de l'ambition sociale du CPAS car ce sont les plus fragiles, les personnes âgées, les personnes sans abri, les femmes isolées, qui en font les frais.

La majorité ne brille pas par sa capacité d'anticipation alors que les réformes fédérales en matière de chômage risquent d'augmenter le nombre de bénéficiaires du RIS. Aucun plan de renforcement des effectifs n'est prévu alors que le personnel est déjà sous pression.

Ce budget est aussi décrié par les fonctionnaires dirigeants du CPAS, ce qu'atteste l'avis rendu par le groupe technique.

En définitive, le CPAS développe une politique d'austérité déguisée et non une politique sociale.

Le groupe Les Engagés plaide en faveur d'une révision profonde de la stratégie du CPAS, fondée sur la clarté, la solidarité, la prévention et l'innovation sociale.

M. Lambert-Limbosch tient à rendre hommage aux travailleurs du CPAS, dont la tâche est essentielle dans la mesure où le CPAS constitue le dernier filet de sécurité pour les personnes en situation de précarité.

La commune se tient aux côtés du CPAS en accordant une dotation qui ne cesse de croître chaque année : un peu plus de 23 millions d'euros en 2025, soit 5 % de plus que le montant prévu au budget initial 2024.

L'année dernière, le CPAS est venu en aide à 7.873 Ucclois, dont près de 2.400 ont obtenu un revenu d'intégration sociale (RIS). Mais les leviers d'émancipation mis en branle par le CPAS sont multiples et ne se limitent pas au RIS. La diversité des publics et des situations exige en effet le déploiement de toute une panoplie d'outils : l'insertion socio-professionnelle, l'aide au logement, l'accès à la santé, l'accès à la culture, le soutien dans les études, l'accueil des personnes sans abri...

C'est d'autant plus nécessaire que personne n'est à l'abri des accidents de la vie et des difficultés financières. Le groupe Ecolo refuse le discours du « prêt-à-penser » populiste, stigmatisant, culpabilisant, selon lequel les personnes en difficulté le sont de leur propre faute et n'auraient que la rue à traverser pour s'en sortir.

Le RIS n'est en aucune manière du « Win for life ». À cet égard, la note rappelle que les montants fixés pour le RIS sont inférieurs au risque de pauvreté, quelles que soient les catégories considérées (cohabitants, isolés ou personnes ayant une famille à charge).

La paupérisation grandissante en région bruxelloise, à laquelle Uccle n'échappe pas, est un phénomène structurel et non individuel.

La note en fait d'ailleurs le constat de la façon suivante :

« Un élément majeur qui amène les personnes vivant de revenus de remplacement à solliciter des aides complémentaires au CPAS est sans aucun doute le coût du logement, qui absorbe une part importante de leurs ressources ».

Et il en est de même du passage suivant :

« La pauvreté étant un élément relatif qui dépend de la richesse et du coût de la vie environnant, il est évident qu'il est plus difficile de vivre décemment avec un revenu de remplacement fixé assez indistinctement pour tout le Royaume là où le coût de la vie est plus élevé ».

M. Lambert-Limbosch est persuadé qu'un Président du CPAS Ecolo-Groen tiendrait les mêmes propos.

Il serait peut-être utile d'éclairer la situation uccloise en la comparant avec celle de communes telles que Woluwe-Saint-Pierre ou Woluwe-Saint-Lambert, dont le profil socio-démographique est assez analogue.

M. Lambert-Limbosch souligne la sérénité des débats en commission, qui tranchent avec le climat qui a parfois régné naguère, et il tient à en remercier tant l'opposition que M. Cohen lui-même.

Le CPAS, désormais au pied du mur, doit affronter un chantier qui va s'étaler sur 6 ans et se matérialiser dans de multiples projets.

Le projet de fusion des deux maisons de repos aboutira l'année prochaine avec un impact budgétaire favorable. M. Lambert-Limbosch se réjouit particulièrement de l'aménagement d'un centre de jour pour seniors dans le nouveau Domaine du Nekkersgat car il s'agit d'un besoin essentiel, qui avait d'ailleurs été souligné par l'ancien Président du CPAS.

La note évoque l'horizon 2026 par la mention suivante :

« L'incertitude budgétaire constitue un défi majeur. Le récent accord du Gouvernement fédéral prévoit des réformes ayant un impact direct sur les CPAS sans en préciser encore l'ampleur budgétaire. Parmi ces mesures, le refinancement des pouvoirs locaux est annoncé pour absorber les effets des réformes du marché du travail ».

M. le Président du CPAS a expliqué que son institution tente de percevoir clairement la nature et l'impact des mesures qui se profilent à l'horizon, quoiqu'on se situe encore pour le moment dans l'expectative. Lorsque ces éléments seront connus, M. Cohen ne manquera pas de revenir devant le Conseil de l'action sociale et le Conseil communal.

Pour le groupe Ecolo, il est essentiel de permettre au CPAS d'assurer ses missions au long cours et de maintenir voire développer les solidarités.

Le groupe Ecolo votera en faveur de ce budget 2025.

***M. De Bock** estime être en mesure d'avoir une vue globale de la situation parce qu'il siège à la fois au Conseil communal et au Conseil de l'action sociale.*

Il confirme que les travailleurs du CPAS sont extrêmement motivés et ne ménagent pas leur peine pour venir en aide à la population uccloise.

Il insiste également sur le fait que les débats au sein du Conseil de l'action sociale ont été menés dans un climat de respect mutuel.

Cependant, il faudra prendre des décisions difficiles dans les prochaines années, car la situation actuelle n'est en rien comparable aux périodes un peu bénies d'autrefois où l'on pouvait se permettre d'être moins regardant sur l'évolution naturelle de la dotation communale au CPAS, qui était d'ailleurs toujours ajustée à minima sur la dotation communale à la zone de police : on s'interdisait toujours d'accorder moins au CPAS qu'à la police.

Mais force est de constater qu'au cours des trois dernières années, la dotation communale au CPAS a explosé au budget, et plus encore au compte.

Selon M. De Bock, il faut absolument lancer une procédure de screening sur

l'opportunité politique et sociale des diverses missions du CPAS, afin de déterminer s'il convient, selon les cas, de les amplifier ou de les restreindre.

Par exemple, il faut avoir l'honnêteté de dire que la rentabilité sociale et financière des titres-services est objectivement deux fois moindre que dans le privé. Dès lors, il y a lieu de se demander s'il est vraiment opportun de maintenir un service déficitaire qui coûte plusieurs centaines de milliers d'euros par an, et ce d'autant plus que sa suppression ne priverait pas d'emploi les personnes qui y travaillent, vu l'ampleur de la demande dans ce secteur.

Pour ce qui concerne les homes, M. De Bock a souhaité que tous les scénarios envisageables fussent étudiés, que ce soit le maintien des homes ou la réservation des places disponibles aux Ucclois, vu le faible taux d'Ucclois parmi les résidents actuels des homes.

De même, il convient de se demander si les Ucclois doivent être les seuls à supporter 100 % de la charge de la baby-halte, dont profitent de nombreux non-Ucclois.

Si l'on procède à une comparaison des données chiffrées disponibles, on constate, par exemple, que les dépenses de personnel sont passées de 28 millions d'euros au compte 2021 à 35 millions d'euros au budget 2025, ce qui représente une hausse de près de 25 %. Parallèlement, le nombre de personnes aidées par le CPAS, toutes aides confondues, a augmenté dans une proportion analogue de 25 % durant la période considérée, alors que le nombre de personnes titulaires d'un revenu d'intégration sociale est passé de 2.133 en 2021 à 2.363 en 2024, ce qui représente une hausse de 10 %. Cette adéquation, certes partielle, entre l'augmentation des dépenses de personnel et la charge de travail du CPAS montre que les données disponibles qui sont présentées ne sont pas foncièrement contradictoires.

Certains ont cité la Ville de Bruxelles en exemple mais il ne faut pas perdre de vue que celle-ci n'a pas encore voté son budget communal et fonctionne avec des douzièmes provisoires. Il est pour le moins facile de faire la leçon aux Ucclois en leur reprochant la présence de distorsions entre leur budget et leur compte lorsqu'on contourne soi-même ce type de contradiction par l'artifice d'un budget tardif.

M. De Bock constate avec satisfaction que l'avenir des homes ucclois a donné lieu à une discussion ouverte alors que dans une commune telle que Schaerbeek, la fermeture des homes a été entérinée sans réel débat démocratique.

De manière générale, M. De Bock est partisan de solutions équilibrées, qui réconcilient les légitimes aspirations de droite et de gauche. Il comprend que d'aucuns souhaitent qu'on ne touche en aucune manière à la baby-halte, aux homes ou aux titres-services. Mais dans ce cas, il sera difficile d'éviter une hausse de 35, 40 ou 50 % des centimes additionnels au précompte immobilier, et la fuite des classes moyennes qui en résultera rendra la commune d'Uccle impuissante car sa population se composera uniquement de personnes précarisées ou en voie de l'être. Il convient de suivre en ce domaine l'exemple de Mme Degryse qui, dans l'exercice de ses fonctions ministérielles à la Communauté française, a tendu la main en vue d'une réconciliation entre majorité et opposition dans le cadre du débat budgétaire.

Par rapport à l'anticipation des mesures fédérales à l'égard des CPAS, M. De Bock invite Les Engagés à interagir avec le gouvernement, étant donné que, tout comme le MR, leur parti participe à la coalition Arizona.

Mme Unger remercie M. le Président du CPAS pour la clarté de sa présentation ainsi que pour son engagement et sa détermination à faire avancer des dossiers souvent sensibles.

Elle découvre elle-même depuis trois mois la complexité et la richesse de fonctionnement du CPAS.

Certes, les crises successives ont augmenté le nombre de bénéficiaires et alourdi la charge de travail imposée au personnel du CPAS, mais Mme Unger est

convaincue du fait que les difficultés présentes seront affrontées avec humanité, rigueur et détermination.

M. le Président du CPAS répond que l'avenir de la halte-garderie fait encore l'objet d'une analyse. Son coût s'élève à 106.000 € pour un taux d'occupation de 50 %, ce qui signifie qu'environ 16 familles recourent à ses services. Dans le cas où cette halte-garderie serait maintenue, M. le Président du CPAS serait partisan de tarifs différenciés en fonction des revenus des parents.

Pour ce qui concerne l'insertion professionnelle via le service Promojob, M. le Président du CPAS rappelle que les personnes sous statut « article 60 » sont embauchées par les ASBL, la commune, le CPAS et, depuis peu, par des sociétés privées. M. le Président du CPAS est favorable à une intégration des entreprises privées dans le processus, étant donné qu'elles sont plus enclines à garder les « article 60 » que les autres structures, qui ont plutôt tendance à utiliser ces personnes comme main-d'œuvre bon marché sur le court terme.

M. le Président du CPAS pense aussi qu'il serait possible de faire travailler les personnes relevant de l'« article 60 » dans les commerces grâce au développement de synergies entre le CPAS et les associations de commerçants.

De même, il serait intéressant de consulter les commerçants pour organiser un transfert de leurs invendus vers le CDAG (Centre de distribution alimentaire gratuite) grâce à l'aide des « article 60 ».

Par rapport aux mesures envisagées par le gouvernement Arizona, M. le Président du CPAS rappelle que l'étude en cours se base sur les données récoltées auprès de Brulocalis et de la Fédération des CPAS. Il faudra sans doute lancer des marchés publics pour planifier l'engagement d'effectifs, l'aménagement de locaux et la commande de fournitures (ordinateurs, etc.) en fonction du flux de citoyens qui seront amenés à solliciter l'aide du CPAS et dont le nombre pourrait se situer entre 500 et 2.500. Le Conseil de l'action sociale déterminera le postulat sur lequel se fondera sa décision.

M. le Président du CPAS ne pense pas que des logements publics seront établis sur le site du home Brugmann : soit on y installe l'administration centrale, soit on le vend. Le produit de sa vente, estimé il y a trois ans à un montant de 6,5 millions d'euros, permettrait de limiter l'emprunt nécessaire à la finalisation du Domaine du Nekkersgat.

Le CPAS a commandé une étude destinée à déterminer quelles sont les options envisageables pour ce domaine, étant entendu qu'il faudra respecter les contraintes dues au classement du site.

M. le Président du CPAS ignore d'où M. Cools tient une information selon laquelle le cabinet médical viendrait à fermer, car cette perspective n'a jamais été évoquée par personne. Par contre, il y a bien des inquiétudes quant à la possibilité de recruter des médecins qui seraient disposés à venir travailler dans ce cabinet médical quand ceux qui y sont actifs prendront leur retraite.

Le contrôle renforcé à l'égard des étudiants ne doit pas être perçu comme une pénalisation. Il s'agit en réalité d'intervenir suffisamment tôt pour, le cas échéant, les réorienter dans leur parcours académique ou les intégrer dans le monde du travail.

Toutefois, M. le Président du CPAS estime que dans certains cas, des sanctions sont nécessaires, notamment à l'égard des jeunes qui ne se présentent pas à leurs examens ou aux convocations du service Promojob. Et l'on observe parfois le même type de comportement de la part d'allocataires sociaux qui refusent les offres d'emploi de Promojob.

Pour éviter tout arbitraire en ce domaine, M. le Président du CPAS a demandé à ses services de mettre au point une procédure disciplinaire uniforme, qui devra faire l'objet d'un vote de la part du Conseil de l'action sociale.

M. le Président du CPAS précise encore que les facturations internes

concernent les « article 60 » employés au CPAS. Il y en avait davantage en 2023 que ce qui est prévu au budget 2025 en raison des problèmes que pose l'engagement de personnes sous ce statut au service de nettoyage. Par ailleurs, les prélèvements relatifs à des subsides accordés pour deux ans donnent lieu à des reports à l'année suivante.

M. le Président du CPAS confirme qu'il est possible et même probable qu'une modification budgétaire soit sollicitée, mais il n'a aucune inquiétude à cet égard car la majorité communale est très sociale et a toujours été aux côtés du CPAS.

M. le Président du CPAS a la volonté de se consacrer pleinement à sa mission, selon la vision qu'il partage avec les conseillers de la Liste du Bourgmestre, MM. De Bock, Berthelot et Cornelis et Mmes Unger, Gustot et Eggermont.

M. Tojerow reconnaît que, pour des raisons diverses, les CPAS vont être confrontés à des situations compliquées au cours des prochaines années.

La croissance des charges induite par les besoins sociaux grandissants va en effet nécessiter un contrôle de l'évolution des dépenses afin de préserver l'équilibre budgétaire.

Mais il n'en demeure pas moins que pour la première fois depuis 2020, la dotation prévue au budget initial est inférieure – et en l'occurrence de 16 % - à la dotation qui a été effectivement attribuée l'année antérieure et qui figure au compte correspondant.

Dès lors, se réjouir, comme M. Lambert-Limbosch, de l'augmentation de 5 % de la dotation communale au CPAS par rapport au budget initial de l'année dernière revient à se moquer des franges les plus précarisées de la population uccloise.

M. Cools estime que ce budget du CPAS manque de sérieux.

Lors de leur création, les CPAS étaient considérés comme le dernier filet de sécurité et à présent, ils ont tendance à devenir le premier filet de sécurité pour un grand nombre de citoyens. En effet, en 1976, le nombre de revenus d'intégration accordés, qu'on appelait à l'époque minimex, se limitait à 9.400 pour toute la Belgique. En 2024, on en a distribué 235.000, dont la moitié en région bruxelloise, et la commune d'Uccle suit ce mouvement puisqu'elle se paupérise à l'instar de l'ensemble du territoire régional.

Prévoir en 2025 des crédits d'aide sociale inférieurs à ceux des années antérieures n'est donc guère pertinent dans un tel contexte et aboutira inmanquablement à des modifications budgétaires.

Selon M. Cools, le CPAS va devoir présenter un nouveau plan triennal 2025-2027 car, dans sa version actuelle, le plan triennal du CPAS est moins développé et argumenté que celui de la commune. Il ne donne notamment pas de précisions quant aux décisions qui seront prises pour le home Brugmann, dont le sort demeure incertain puisqu'il serait question soit d'en faire le site d'un nouveau centre administratif soit de le vendre.

Mais M. Cools est pour le moins perplexe quant à la possibilité de financer l'investissement qu'exigerait la transformation de ce home en centre administratif. Il rappelle à cet égard que le nouveau commissariat a coûté 20 millions d'euros.

Le plan triennal devrait de toute évidence être plus explicite sur l'avenir du home Brugmann.

M. Cools est un peu surpris du faible taux d'occupation de la baby-halte. L'idée selon laquelle ce type de dispositif serait plutôt destiné aux chômeurs et allocataires sociaux du CPAS dissuade peut-être certains travailleurs d'y avoir recours alors qu'ils seraient sans doute bien heureux de pouvoir en bénéficier en cas de besoin ponctuel.

Quoi qu'il en soit, il convient avant tout de se demander si la gestion de baby-haltes et de crèches incombe plutôt au CPAS ou à la commune et regrouper

l'ensemble des établissements dans la structure qui aura été privilégiée. De toute évidence, des efforts doivent être accomplis en ce domaine car le volume de l'accueil pour la petite enfance n'est pas suffisant.

M. Cools a le sentiment que ce budget est le moins sérieux qu'il ait vu depuis qu'il siège au Conseil communal, et il le déplore.

Vu que la pression exercée sur le personnel va s'accroître, on peut craindre qu'elle n'entraîne un surcroît de congés maladie dont l'ultime conséquence sera un versement tardif des aides sociales.

M. Cools s'étonne aussi de ce que M. Cohen ait affirmé défendre la vision politique de la Liste du Bourgmestre. En tant que Président du CPAS, il devrait représenter l'ensemble de l'institution ou à tout le moins l'ensemble de la majorité.

***Mme Nagelmackers** tient à affirmer que le groupe Les Engagés entend exercer son rôle dans l'opposition de manière constructive, dans un esprit de dialogue et de collaboration. Mme Maroy, représentante des Engagés au sein du Conseil de l'action sociale, mène son action dans le même esprit.*

***M. De Bock** estime que, pour prendre des décisions éclairées, le Conseil devrait disposer d'informations suffisantes.*

Il rappelle à cet égard que lorsqu'il avait posé auparavant une question relative au coût du personnel des homes en 2024, personne n'avait été capable de lui transmettre une version consolidée.

Il serait sans doute opportun de modifier la méthode de travail pour pallier ce type d'inconvénient.

M. De Bock admet que le diagnostic posé par M. Tojerow est correct. Toutefois, il convient de préciser que l'année 2024 a été exceptionnelle en raison de la hausse inédite de l'intervention communale par rapport à l'année antérieure.

Selon M. De Bock, ce n'est parce qu'il y aurait eu une très forte augmentation l'année précédente qu'il faut nécessairement et systématiquement maintenir l'intervention au même niveau.

Mais il ne faut pas oublier qu'on discute ici d'une projection et que ce sont les comptes et l'ajustement des comptes qui s'avéreront décisifs. De plus, les décisions prises actuellement déploieront leurs effets non en 2025 mais en 2026 et 2027.

***M. le Président du CPAS** tient à associer les membres Ecolo du Conseil de l'action sociale à la politique qu'il entend développer à la tête du CPAS : M. Geoffrey Livemont et Mmes Marie Dumortier et Florine De Brouwer. Ceux-ci partagent la même vision et accomplissent un excellent travail.*

***M. Tojerow** remercie M. Bock pour sa franchise car ce dernier reconnaît la baisse de l'intervention communale en faveur du CPAS cette année.*

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 33 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Marc Cools, Mavinga-Wumba Cathy.

OCMW - Begroting 2025 - Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2025 23.309.087,76 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 23.309.087,76 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 17 april 2025 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 23 april 2025 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- exploitatieontvangsten 74.537.609,98 €

- exploitatieuitgaven 74.365.839,69 €

- investeringsontvangsten 19.493.972,20 €

- investeringsuitgaven 19.665.742,49 €,

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 23 april 2025 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2025.

***Schepen De Brouwer** wijst erop dat het Brusselse gewest al een aantal jaren te kampen heeft met armoede, en Ukkel is daarop geen uitzondering. In sommige Brusselse OCMW's worden maatschappelijk werkers overstelpt en krijgen ze te maken met agressie als gevolg van de grote werkdruk.*

In deze context werden sommige OCMW's gedwongen om diensten te schrappen, ongeacht de meerderheden aan de macht. Het wordt steeds moeilijker om nieuwe, goed opgeleide maatschappelijk werkers aan te trekken, hen langdurig aan het werk te houden en hen in staat te stellen om diepgaand maatschappelijk werk te verrichten zonder hun rol te moeten beperken tot administratieve taken.

Schepen De Brouwer prijst het werk dat het personeel van het OCMW van Ukkel ondanks de moeilijkheden heeft verricht, alsook de goede samenwerking tussen de diensten van de gemeente en die van het OCMW, zowel voor de cel Cultuur als voor het beleid voor tewerkstelling en professionele integratie. En het streven naar een klimaatplan is des te verdienstelijker in de algemene context.

De OCMW-medewerkers werden geconfronteerd met nieuwe uitdagingen: de covidepidemie, de komst van Oekraïense vluchtelingen en de energiecrisis. De gemeente heeft daarom haar OCMW-dotatie verhoogd, die sinds 2020 is gestegen van € 16.650.000 naar 23 miljoen euro.

Ukkel is een gemeente met twee gezichten, waar rijke wijken tegenover wijken met een meer preciaire bevolking staan, voor wie het OCMW het laatste vangnet is.

Schepen De Brouwer bedankt de h. Cohen, OCMW-voorzitter, voor de samenwerking die tot stand is gekomen.

***De OCMW-voorzitter** wil graag de hele administratie van het OCMW en de algemeen secretaris bedanken voor hun werk bij het opstellen van deze begroting, evenals zijn voorganger, de h. Cornelis, die het initiatief hiertoe heeft genomen. Hij bedankt ook de OCMW-raadsleden, zowel oppositie als meerderheid, voor de kwaliteit van de debatten sinds het begin van de legislatuur, die altijd met respect zijn gevoerd.*

Het OCMW-personeel telt 423 voltijdse equivalenten. De centrale administratie, gehuisvest in het gebouw aan de Alsebergsesteenweg 860, omvat het gratis voedselcentrum, het departement dienstencheques, een dienst professionele re-integratie, een schuldbemiddelingsdienst, een winkel waar gratis of tegen verminderde prijs kleding wordt verkocht en een sociaal centrum waar elke woensdag onder andere gratis juridisch advies wordt gegeven.

Het OCMW beheert ook twee tehuizen, een in de Egide Van Ophemstraat en een in de Achille Reisdorfflaan, een babyopvang in de Vanderaeylaan, een kinderdagverblijf en een kindertehuis voor kinderen in moeilijke gezinssituaties, deze twee laatste inrichtingen beiden in de Joseph Bensstraat.

De begroting 2025 voorziet in een gemeentelijke dotatie van € 23.309.087. Er zijn al maatregelen genomen om binnen dit budget te blijven en dat zullen we de komende jaren blijven doen.

Het is echter altijd mogelijk dat de situatie in de toekomst een begrotingswijziging vereist. De OCMW-voorzitter zal u er desgevallend zeker van op de hoogte brengen.

Tijdens de besprekingen in het kader van het overlegcomité tussen de gemeente en het OCMW heeft de gemeente het OCMW terecht gevraagd om in deze moeilijke budgettaire context blijk te geven van efficiëntie en heeft ze haar onvoorwaardelijke steun bevestigd.

De OCMW-voorzitter wijst erop dat deze begroting afgelopen maart is gefinaliseerd, lang voordat de hoofdlijnen van de Arizona-maatregelen bekend waren. Er is nog geen wet aangenomen, er is nog geen bedrag vastgesteld voor het OCMW en het is nog niet bekend of de nieuwe bepalingen op 1 januari, 1 juli of geleidelijk van kracht worden. Daarnaast is er nog geen informatie over een mogelijke verhoging van het terugbetalingspercentage voor leeflonen, een mogelijke verhoging van het forfait per dossier of over concrete maatregelen om mensen terug aan het werk te helpen.

De algemeen secretaris en de OCMW-voorzitter blijven echter niet passief tegenover deze situatie en analyseren verschillende scenario's om zo goed mogelijk te anticiperen op mogelijke ontwikkelingen, op basis van interne analyses en studies uitgevoerd door Brulocalis, de Federatie van OCMW's en Actiris. Er zijn ook contacten gelegd met het Jobhuis van Ukkel en andere OCMW's.

De OCMW-voorzitter schetst de hoofdpunten van de algemene beleidsnota en de maatregelen die al zijn genomen of in voorbereiding zijn en wijst erop dat het sleutelwoord van deze legislatuur een nauwere samenwerking is tussen het OCMW, de gemeente en de lokale actoren, door te zoeken naar synergieën die erop gericht zijn de middelen te optimaliseren en een nog efficiëntere dienstverlening aan de burgers te bieden.

Aangezien het personeel de meest waardevolle hulpbron van het OCMW is, moet er worden nagedacht over hun arbeidsomstandigheden en de permanente opleiding die ze moeten krijgen.

De OCMW-voorzitter dringt aan op steun voor de eerste lijn, die de directe interface vormt tussen het OCMW en de burgers, en op het verlichten van de administratieve taken van maatschappelijk assistenten door meer gebruik te maken van digitale hulpmiddelen zodat zij zich kunnen concentreren op hun taken op het terrein.

Er wordt momenteel gewerkt aan een strategische beoordeling van de activa. Het gebouw van de centrale administratie en het Brugmanntehuis worden geanalyseerd om te beslissen of ze moeten worden gerenoveerd, verkocht of behouden zoals ze zijn.

Twee maanden geleden besliste de OCMW-raad om de Calevoetsite te verkopen om het Nekkersgatdomein te financieren. De verkoop van de twee aangrenzende woningen wordt ook overwogen.

Het OCMW onderzoekt de mogelijkheid om het beheer van het kinderdagverblijf Asselberghs, een door Kind en Gezin erkende voorziening met een capaciteit van 36 kinderen, over te dragen aan de gemeente, aangezien de gemiddelde bezettingsgraad tussen 69% en 79% ligt, wat overeenkomt met 7 onbezette plaatsen. Dit is een goed voorbeeld van hoe synergie kan worden bereikt om de efficiëntie te verbeteren.

In hetzelfde perspectief bestudeert het OCMW de mogelijkheid om alle of een

deel van de woningen die eigendom zijn van het OCMW over te dragen aan het SWU, aangezien het SWU over de nodige vaardigheden en financiële middelen beschikt voor een optimaal beheer. Een dergelijke overdracht zou de gebruikers geen schade berokkenen en zou het OCMW aanzienlijke besparingen opleveren op het vlak van onroerende voorheffing, huurschade, onbetaalde facturen, administratief beheer ...

Het einde van de dienstencheques (schoonmaak en strijk thuis), die geleidelijk aan worden afgeschaft na een beslissing van de vorige OCMW-raad, zou kunnen worden versneld.

De professionele integratie blijft een absolute prioriteit. Via de dienst Promojob gebruikt het OCMW het mechanisme "Artikel 60" om ontvangers van sociale bijstand terug aan het werk te krijgen door hen tewerk te stellen binnen het OCMW, de gemeente, vzw's en, meer recent, privébedrijven. Op verzoek van de OCMW-voorzitter is de maandelijkse tussenkomst ten bate van vzw's verhoogd van € 500 naar € 650 om rekening te houden met de indexering. Het OCMW wil het aantal mensen dat via "artikel 60" toegang krijgt tot werk aanzienlijk verhogen. Om dit doel te bereiken zullen een aantal wegen worden verkend, waaronder actieve deelname aan jobbeurzen, wervingsbeurzen en nauwere contacten met gemeentelijke en gewestelijke bedrijven.

Voor de begunstigde studenten wordt een betere sociale monitoring voorzien, met verplichte en snelle communicatie van hun resultaten om de steun van Promojob aan te passen aan hun academische prestaties.

De Ukkelse dienst Thuishulp, die gezinshulp en huishoudhulp samenbrengt, is essentieel om de meest kwetsbare burgers van Ukkel thuis te houden, zoals ouderen of alleenstaanden, of mensen die lijden aan mentale en/of fysieke handicaps. De activiteiten zullen worden geoptimaliseerd, met name door een herziening van de gesubsidieerde uren en standaardisering van de praktijken om een consistente kwaliteit van de dienstverlening te waarborgen.

Het OCMW beheert momenteel twee tehuizen, het Brugmannthuis en het Nekkersgattehuis, beter bekend als het "Nekkersgatdomein". Het Brugmannthuis zal in 2026 definitief zijn deuren sluiten, terwijl de renovatie van het domein in datzelfde jaar voltooid zal zijn. De fusie van deze twee inrichtingen is een grote uitdaging voor het OCMW aangezien het exploitatieverlies momenteel meer dan 3 miljoen euro bedraagt. Er zal een onderzoek worden uitgevoerd met als doel ervoor te zorgen dat het domein een veilige en comfortabele plek blijft om te wonen, terwijl het tegelijkertijd efficiënt is vanuit organisatorisch en financieel oogpunt.

Als boekhoudexpert hecht de OCMW-voorzitter veel belang aan de datum waarop de rekening van het OCMW wordt opgesteld, onder de verantwoordelijkheid van de financieel directeur. Momenteel wordt deze rekening in september van het volgende jaar opgesteld. De OCMW-voorzitter zou graag zien dat deze rekening in mei wordt afgerond omdat dit een beter overzicht geeft van de situatie van het OCMW en een betere sturing mogelijk maakt. De OCMW-voorzitter heeft de financieel directeur ook gevraagd om verder te gaan met het opschonen van vorderingen en schulden uit vorige jaren.

Op het gebied van energie-efficiëntie zal de dienst Energie van het OCMW haar inspanningen opdrijven om ontvangers van sociale bijstand bewust te maken van de noodzaak om verantwoord om te gaan met energie en water. Dit omvat het verspreiden van goede gewoontes, het helpen bij energie-audits en het organiseren van workshops. Dit beleid zal op lange termijn voordelen opleveren door de rekeningen van gezinnen te verlagen en bij te dragen aan de energietransitie. Op dit gebied zal het OCMW doorgaan met de uitvoering van het klimaatplan met de steun van de gemeente, in het bijzonder met het uitvoeren van een koolstofevaluatie. Er zal ook nadruk worden gelegd op energie-efficiëntie, duurzaam waterbeheer, actieve vervoerswijzen en opleiding en bewustmaking voor vertegenwoordigers en werknemers van het bestuur.

De OCMW-voorzitter overweegt ook andere maatregelen te nemen met het oog op besparingen en efficiëntie: het verkrijgen van korting bij apotheken op geneesmiddelen en paramedische producten (de huidige kortingen gelden alleen voor tehuizen); vermindering van de kosten voor correspondentie, die momenteel meer dan € 200.000 per jaar bedragen, door een systematischer gebruik van e-mail en e-box; de mogelijkheid van overheidsopdrachten voor ambulancevervoer en voor gehoorapparaten en brillen, in een eerste fase voor de bewoners van de tehuizen.

De OCMW-voorzitter dankt de eerste schepen en schepen De Brouwer voor de goede samenwerking.

De h. Cools is van mening dat de OCMW-begroting de realiteit negeert. Een gemeentelijke dotatie die enkele miljoenen lager ligt dan de dotatie in 2024 en 2023 heeft geleid tot een volledig onrealistische begroting 2025 voor het OCMW.

Dit project voorspelt een negatieve groei van de uitgaves voor personeel en sociale bijstand voor 2025. Wie gelooft er nu echt dat de sociale behoeftes in Ukkel op miraculeuze wijze zullen verdwijnen?

De algemene beleidsnota vermeldt een advies van de technische groep, bestaande uit de voorzitter, de algemeen secretaris en de financieel directeur van het OCMW, dat de aandacht van de h. Cools trok. In dit advies wordt met name benadrukt dat de overeenstemming tussen de voor 2025 geplande kredieten en de te verwachten evolutie van de behoeftes en middelen van het OCMW twijfelachtig is.

De leden van de technische groep erkennen dat deze begroting voor veel uitgave- en ontvangstposten niet de instructies heeft gevolgd die zijn beschreven in de gewestelijke omzendbrief over het opstellen van OCMW-begrotingen.

Als gevolg daarvan zal het OCMW dit jaar onvermijdelijk zijn begroting moeten aanpassen.

De grote daling van de gemeentelijke financiering van het OCMW wordt niet expliciet duidelijk wanneer de oorspronkelijke gemeentelijke dotatie in de begroting 2024 en de gemeentelijke dotatie in de begroting 2025 met elkaar worden vergeleken. Het is de dotatie in de gewijzigde begroting 2024 waarmee rekening moet worden gehouden om een nauwkeuriger beeld van de werkelijkheid te krijgen.

De h. Cools beweert geenszins dat er geen besparingen nodig zijn binnen het OCMW. Sommige van de opties die de voorzitter van het OCMW in dit verband heeft genoemd, zijn volledig gerechtvaardigd maar zullen niet volstaan.

Hoe dan ook zal het OCMW onder grote druk komen te staan, wat niet zonder gevolgen zal zijn voor de kwaliteit van de diensten die het verleent aan de meest kwetsbare burgers.

Volgens de h. Cools moet het driejarenplan vanaf 2026 radicaal worden herzien. We zullen bij de gemeenteraad terug moeten komen met een aangepast driejarenplan zodra de werkelijke financiële gevolgen van de beslissingen van de Arizona-regering over het OCMW bekend zijn.

Gezien de behoefte aan kinderopvangplaatsen verbaast het de h. Cools dat het kinderdagverblijf Asselberghs niet volzet is. De vraag is echter gerechtvaardigd of dit kinderdagverblijf onder de bevoegdheid van het OCMW moet blijven of naar de gemeente moet worden overgeheveld.

De h. Cools is voorstander van het behoud van de babyopvang omdat werklozen en mensen die een leefloon ontvangen er hun kind kunnen afzetten voordat ze naar een sollicitatiegesprek gaan.

Wat het tewerkstellingsbeleid betreft, richten de documenten zich voornamelijk op de activering van leefloners via "artikel 60". Volgens dit systeem worden subsidies toegekend aan de werkgever - dat kan het OCMW zelf zijn - voor een periode van twee jaar; waarna de betrokkene ofwel zijn job behoudt, ofwel ontslagen wordt en werkloos wordt.

Het "artikel 60"-systeem is maar al te vaak een eenvoudige doorgang tussen

een loket OCMW en het loket werkloosheid en de h. Cools staat verre van alleen in zijn bewering: talrijke studies over dit onderwerp hebben geconcludeerd dat het "artikel 60"-mechanisme een doodlopende weg is. Dit geldt met name voor het rapport van september 2019 van de Ateliers des droits sociaux.

Aan de andere kant stemt de h. Cools in met de resolutie van de OCMW-voorzitter om contact op te nemen met gemeentelijke en gewestelijke werkgevers, aangezien de dienst Promojob dit in het verleden te weinig heeft gedaan.

De h. Cools verwelkomt ook de overdracht van het huisvestingsbeheer van het OCMW naar het SWU.

De gemeente heeft een zeer diverse bevolking. Vergeleken met het gewestelijke gemiddelde zijn het gemiddelde inkomen per hoofd van de bevolking en de mate van inkomensongelijkheid hoger. Het aantal mensen dat steun krijgt van het OCMW steeg tussen 2020 en 2024 van 5.763 naar 7.873, een stijging van 36,6%, grotendeels om andere redenen dan de opvang van Oekraïense vluchtelingen.

Ukkel is verre van het eiland van rijkdom dat sommige mensen het graag noemen. Een recent gepubliceerde studie van de UCLouvain bevestigt de verarming van bepaalde wijken van de gemeente en van het gewest in het algemeen. Als we niet oppassen, kunnen sommige Ukkelse wijken op een dag lijken op de probleemwijken van Anderlecht en Molenbeek die in het nieuws zijn geweest.

Investerings in de sociale sector, die dus van essentieel belang zijn, zouden des te relevanter zijn als er coördinatie tussen alle sociale actoren tot stand zou worden gebracht. Het zou in ieder geval belangrijker zijn voor de gemeente dan het bouwen van een openluchtzwembad!

We moeten ook kijken naar de personeelsbezetting, aangezien er niet genoeg maatschappelijk werkers zijn om alle dossiers te behandelen.

Het verhogen van de prijzen van de drankjes in de bar van het Nekkersgattehuis zal de financiële problemen niet echt oplossen, om nog maar te zwijgen van de beperkingen die een dergelijke maatregel met zich mee zou brengen voor bepaalde mensen om toegang te krijgen tot deze drankjes.

Hoewel de inhoud van deze begroting substantiëler is dan in voorgaande jaren, zal Uccle en avant tegen stemmen.

De h. Tojerow wil hulde brengen aan de OCMW-medewerkers voor het fundamentele werk dat ze doen onder steeds moeilijkere omstandigheden en aan de twee socialistische vertegenwoordigers in de raad voor maatschappelijk welzijn voor hun inzet voor de sociale emancipatie van de Ukkelaars.

Een begroting is een prognose van uitgaves en ontvangsten die onderworpen is aan een aantal beginselen, in het bijzonder het beginsel van begrotingsoprechtheid. Begrotingsoprechtheid is een principe van overheidsfinanciën dat vereist dat lokale overheden accurate en betrouwbare financiële informatie presenteren. Dit principe voorkomt dat de lokale overheid in kwestie haar middelen te laag of te hoog inschat om het aangekondigde begrotingsevenwicht te garanderen.

De begroting is ook een draaiboek voor de organen en het personeel van het OCMW maar ook voor het publiek en de huidige of potentiële gebruikers.

De socialistische fractie voelt zich zeer ongemakkelijk bij de gepresenteerde cijfers.

De algemene beleidsnota vermeldt dat het aandeel van de OCMW-begunstigden in Ukkel, in het bijzonder leefloners, in de loop van de tijd stabiel is gebleven.

Volgens de h. Tojerow is deze bewering onjuist. Tussen 2011 en 2020 steeg het aandeel leefloners van 1,5% naar 2,3%. Hetzelfde geldt voor leefloonequivalenten. In absolute termen zal het aantal begunstigden tussen 2020 en 2024 stijgen van 2.116 tot 2.359. Het aantal begunstigden en gebruikers van het OCMW is dus gestegen in verhouding tot de Ukkelse bevolking.

De gemeentelijke dotatie weerspiegelt het belang dat een gemeente bereid is te hechten aan haar OCMW. Een van de meerderheidspartijen had in een mededeling verklaard dat een verhoging van 5% van de gemeentelijke OCMW-dotatie om tegemoet te komen aan de toenemende vraag naar sociale bijstand en om te voorzien in financiële en personele middelen een prioriteit is. Maar de algemene beleidsnota en de begroting spreken deze bewering tegen. De meerderheid definieert het OCMW en stelt dat het aan steeds hogere eisen moet voldoen.

De initiële begroting van 23,3 miljoen euro voor 2025 betekent een stijging van 5% ten opzichte van de initiële begroting voor 2024, die dus een raming is. Maar als we als vergelijkingspunt de rekening 2024 nemen, d.w.z. wat de gemeente daadwerkelijk heeft toegewezen aan het OCMW in 2024, is er in feite een daling van 4,3 miljoen euro, of ongeveer 16%. Dit is de eerste keer sinds 2020 dat de eerste dotatie van de gemeente aan het OCMW lager is dan de rekening van het jaar daarvoor.

De begroting voorziet uitgaves van 74 miljoen euro, hetzelfde bedrag als in 2023. De componenten van deze uitgaves zijn als volgt gewijzigd ten opzichte van de rekening 2023: er is een stijging van 1,2 miljoen euro in personeelskosten, een stijging van € 300.000 in werkingskosten en een daling van € 100.000 in herverdelingskosten.

Naast deze componenten blijft er een verschil over van € 1,3 miljoen met betrekking tot twee categorieën die niet worden genoemd in de algemene beleidsnota, namelijk automatische overboekingen en interne facturen. Hoe is het mogelijk dat deze twee categorieën noch in de commissie noch tijdens de vergadering zijn besproken, terwijl juist voor deze twee posten het uitgavensaldo gehandhaafd blijft, met name in verband met de stijging van de personeelskosten?

Hoe verklaren we de daling van de herverdelingsuitgaven met € 100.000 ten opzichte van de rekening 2023, ondanks de indexering en de stijging van het aantal mensen dat sociale bijstand ontvangt?

Wat de ontvangsten betreft, kunnen we dezelfde opmerking maken als voor de gemeentelijke dotatie. Het totale bedrag aan geraamde ontvangsten in de begroting 2025 is lager dan het bedrag in de rekening 2023, terwijl de totale bedragen aan ontvangsten in de initiële begrotingen 2024 en 2023 respectievelijk meer dan 5 miljoen euro en 3 miljoen euro hoger liggen dan de overeenkomstige bedragen in de rekeningen 2022 en 2021. Hoe kunnen we deze breuk verklaren? De gegevens in de algemene beleidsnota maken het niet mogelijk om de logica van de reeksen en de gemaakte begrotingskeuzes te begrijpen. Bij gebrek aan een overtuigende verklaring twijfelt de h. Tojerow aan de oprechtheid van de cijfers. De enige zekerheid is dat de gemeentelijke OCMW-dotatie die door de meerderheid in 2025 werd toegekend, veel lager is dan de dotatie die in 2024 effectief werd toegekend. De meerderheid houdt zich niet aan haar eigen gemeentelijke beleidsverklaring, waarin staat dat Ukkel ervoor zal zorgen dat het OCMW over de financiële en personele middelen beschikt om aan de groeiende vraag naar sociale bijstand te voldoen.

Het feit dat de meerderheid in de commissie en vanavond heeft verklaard dat het waarschijnlijk nodig zal zijn om deze begroting te wijzigen, bewijst dat ze zelf twijfelt aan de geloofwaardigheid ervan. Misschien is het een goed idee om dit project terug te trekken en tijdens een volgende vergadering van de gemeenteraad terug te komen met een meer realistische en oprechte begroting.

De socialistische fractie deelt de wens om het aantal integratiecontracten te verhogen om mensen aan te moedigen weer aan het werk te gaan. Het doel voor 2025 is om de drempel van 112,5 integratiecontracten te bereiken, wat een stijging van 20% betekent t.o.v. de 89 integratiecontracten die voor heel 2024 werden ondertekend. Hoe willen we betere resultaten behalen dan in 2024? Bovendien, gezien het feit dat het OCMW mensen zal moeten opnemen die zijn uitgesloten van de werkloosheidsregeling, zal de doelstelling voor 2026 en 2027 nog steeds worden

gehandhaafd op 112,5 contracten of zal deze drempel worden overschreden?

Met betrekking tot het Brugmannthuis vermeldt de algemene beleidsnota een evaluatie met het oog op een mogelijke renovatie of verkoop op basis van de kosten en baten op lange termijn, rekening houdend met de bedragen die opzij moeten worden gezet voor de financiering van het Nekkersgatdomein. Tijdens de verkiezingscampagne noemden verschillende partijen, waaronder één in de meerderheid, echter de mogelijkheid om het Brugmannthuis te gebruiken voor openbare huisvesting. Moeten we uit de algemene beleidsnota opmaken dat de meerderheid het idee heeft opgegeven om op deze locatie openbare huisvesting te ontwikkelen?

Betekent de toegenomen sociale controle van studenten dat de meerderheid van plan is te besparen door de controle die over hen wordt uitgeoefend te intensiveren? Tijdens een eerdere vergadering hebben de heren Tojerow en Attal de gemeenteraad gewezen op de noodzaak om studieruimtes op geschiktere tijden beschikbaar te stellen voor studenten en om hier ruchtbaarheid aan te geven. Tot op heden is er geen informatie over dit onderwerp te vinden op de gemeentelijke website. Gebrek aan studieruimte is een van de grootste problemen voor studenten in precare situaties. Hoewel studenten wordt opgedragen alle middelen te gebruiken die te hunner beschikking staan om te slagen in hun studies, lijken er geen extra middelen te worden verstrekt door het OCMW of de gemeente om hen te helpen. Heeft de meerderheid desondanks doelstellingen of plannen op dit gebied?

De impact van de geplande hervormingen op federaal niveau wordt onderschat. Er zijn geen plannen om een maatschappelijk werker aan te nemen, ook al is de federale hervorming gepland om op 1 januari 2026 in werking te treden, hoewel het in opeenvolgende fases zal worden geïmplementeerd. De MR-voorzitter van het OCMW van Brussel-Stad vermeldde expliciet de noodzaak om nieuwe maatschappelijk werkers aan te werven om de situatie die door de federale hervorming is ontstaan, het hoofd te bieden. Aangezien er een tekort is aan maatschappelijk werkers, wordt gevreesd dat er concurrentie zal zijn tussen de verschillende OCMW's voor aanwerving. De h. Tojerow vindt het des te verontrustender dat de algemene beleidsnota van het OCMW niet voorziet in een oproep tot het indienen van kandidaturen voor de functie van maatschappelijk assistent.

De socialistische fractie zal tegen deze OCMW-begroting stemmen.

Mevr. Nagelmackers bevestigt het verzet van Les Engagés tegen de begroting 2025 van het OCMW van Ukkel.

Deze begroting is bedoeld om solidariteit te tonen maar in werkelijkheid weerspiegelt het een diepgaande kloof met de werkelijke behoeftes van de Ukkelse bevolking en onderschat het de kritieke financiële situatie van het OCMW.

De begroting 2025 is opgesteld zonder strategische visie voor de tehuizen, terwijl de werkingskosten van de twee tehuizen, het Brugmannthuis en het Nekkersgatdomein, een echte budgettaire tijdbom blijken te zijn. Hoewel het cumulatieve exploitatietekort meer dan 4,5 miljoen euro per jaar bedraagt, zijn er geen betrouwbare cijfers beschikbaar over de huidige exploitatiekosten van het domein voor 2024, waardoor prognoses voor 2025 gevaarlijk zijn.

De investeringskosten voor deze site zijn enorm, met meer dan 40 miljoen euro over een periode van 20 jaar voor een project dat aanvankelijk werd geschat op 12 miljoen euro. Les Engagés, die deel uitmaakte van de meerderheid tijdens het vorige mandaat, aanvaardt haar deel van de verantwoordelijkheid maar we kunnen in ieder geval niet terug naar het verleden. Volgens mevr. Nagelmackers moet al het potentieel van deze prachtige site worden benut om er een aantrekkelijk centrum van te maken voor alle Ukkelse senioren want het Nekkersgatdomein mag niet beperkt blijven tot een eenvoudig rusthuis. De algemene beleidsnota van het OCMW geeft echter geen

duidelijke visie op zijn rentabiliteit of functie op lange termijn. Les Engagés stelt voor om dringend een volledige vastgoedstudie uit te voeren om te bepalen hoe de ruimte kan worden geoptimaliseerd, hoe lokalen kunnen worden gedeeld met de gemeente en hoe beter kan worden voldaan aan de behoeften van de Ukkelse senioren, met name op het gebied van maaltijden-aan-huis en dagactiviteiten.

Bovendien kiest het OCMW, ondanks een context waarin de onzekerheid toeneemt, voor de sluiting of desinvestering van verschillende essentiële diensten, zoals blijkt uit de geleidelijke sluiting van de kinderoppasdienst, de onderbreking van de activiteiten van de Sociale Coördinatie vanaf 2024 en de onzekerheid over de toekomst van het medisch kabinet.

De algemene beleidsnota identificeert twee kwetsbare bevolkingsgroepen: jongvolwassenen van 18 tot 24 jaar, van wie 6,9% een leefloon ontvangt, en ouderen, van wie het aandeel toeneemt door de vergrijzing van de Ukkelse bevolking en van wie 6,7% leeft van een inkomensgarantie voor ouderen (IGO). En toch zijn er geen extra begrotingsmaatregelen gericht op deze specifieke groepen. Hoe zit het met specifieke steun voor jongeren die op zoek zijn naar een studentenjob of betaalbare huisvesting? Hoe zit het met het versterken van de Ukkelse thuishulpdienst, die alleen wordt overwogen voor optimalisatie? Deze beslissingen betekenen een stap terug in de sociale ambities van het OCMW want het zijn de meest kwetsbaren, ouderen, daklozen en geïsoleerde vrouwen, die de prijs betalen.

Het vermogen van de meerderheid om te anticiperen op de toekomst ontbreekt op een moment dat federale werkloosheidshervormingen het aantal leefloners waarschijnlijk zullen doen toenemen. Er is geen plan om het personeelsbestand uit te breiden, ondanks het feit dat het personeel al onder druk staat.

Deze begroting is ook bekritiseerd door de leidende ambtenaren van het OCMW, zoals blijkt uit het advies van de technische groep.

Uiteindelijk ontwikkelt het OCMW een beleid van verkapte bezuinigingen in plaats van een sociaal beleid.

Les Engagés vraagt om een grondige herziening van de strategie van het OCMW, gebaseerd op duidelijkheid, solidariteit, preventie en sociale innovatie.

De h. Lambert-Limbosch wenst hulde te brengen aan de OCMW-werknemers, wier werk essentieel is voor zover het OCMW het laatste vangnet is voor mensen in preciaire situaties.

De gemeente staat achter het OCMW door een dotatie toe te kennen die elk jaar blijft groeien: iets meer dan 23 miljoen euro in 2025, oftewel 5% meer dan het bedrag dat was voorzien in de oorspronkelijke begroting 2024.

Vorig jaar hielp het OCMW 7.873 Ukkelaars, waarvan bijna 2.400 een leefloon ontvingen. Maar de emancipatiehefbomen die door het OCMW in gang zijn gezet, zijn talrijk en niet beperkt tot het leefloon. De diversiteit van mensen en situaties vereist de inzet van een hele reeks instrumenten: socioprofessionele integratie, hulp bij huisvesting, toegang tot gezondheidszorg, toegang tot cultuur, ondersteuning bij studies, opvang van daklozen ...

Dit is des te noodzakelijker omdat niemand immuun is voor ongelukken en financiële problemen. Ecolo verwerpt het populistische, stigmatiserende, schuldveroorzakende "kant-en-klare" discours, volgens welke mensen in moeilijkheden hier zijn verantwoordelijk voor zijn en ze gewoon maar een stap moeten zetten om eruit te geraken.

Het leefloon is op geen enkele manier een "Win for life". In dit opzicht wijst de nota erop dat de voor het leefloon vastgestelde bedragen lager zijn dan het armoederisico, ongeacht de categorieën (samenwonenden, alleenstaanden of personen met een gezin ten laste).

De toenemende verarming van het Brusselse Gewest, waar Ukkel geen uitzondering op is, is een structureel fenomeen, geen individueel fenomeen.

De nota maakt ook de volgende opmerking:

Een van de belangrijkste redenen waarom mensen met een vervangingsinkomen extra steun zoeken bij het OCMW is ongetwijfeld de woonkost, die een groot deel van hun middelen opslokt.

Hetzelfde geldt voor de volgende passage:

Armoede is een relatief element dat afhangt van rijkdom en de omringende kosten van levensonderhoud en het is duidelijk dat het moeilijker is om fatsoenlijk te leven met een vervangingsinkomen dat tamelijk willekeurig is vastgesteld voor het hele Koninkrijk waar de kosten van levensonderhoud hoger zijn.

De h. Lambert-Limbosch is ervan overtuigd dat een voorzitter van het OCMW Ecolo-Groen hetzelfde zou zeggen.

Het kan nuttig zijn om een licht te werpen op de situatie in Ukkel door ze te vergelijken met die van gemeentes zoals Sint-Pieters-Woluwe of Sint-Lambrechts-Woluwe, die een vrij gelijkaardig sociaal-demografisch profiel hebben.

De h. Lambert-Limbosch benadrukt de sereniteit van de debatten in de commissie, die contrasteert met het klimaat dat in het verleden soms heerste, en hij wil zowel de oppositie als de h. Cohen zelf hiervoor bedanken.

Met de rug tegen de muur staat het OCMW nu voor een project dat 6 jaar in beslag zal nemen.

Het plan om de twee tehuizen samen te voegen zal volgend jaar worden gerealiseerd, met een gunstig effect op de begroting. De h. Lambert-Limbosch is vooral blij dat er een dagcentrum voor senioren zal worden gebouwd op het nieuwe Nekkersgatdomein omdat dit een essentiële behoefte is die werd benadrukt door de voormalige OCMW-voorzitter.

De nota verwijst als volgt naar het jaar 2026:

Budgettaire onzekerheid is een grote uitdaging. Het recente akkoord van de federale regering voorziet in hervormingen die een directe impact zullen hebben op de OCMW's, zonder echter de budgettaire omvang te specificeren. Deze maatregelen omvatten herfinanciering van lokale overheden om de effecten van arbeidsmarkthervormingen op te vangen.

De OCMW-voorzitter legde uit dat zijn instelling probeert een duidelijk beeld te krijgen van de aard en de impact van de maatregelen die in het verschiet liggen, hoewel er op dit moment nog veel onzekerheid heerst. Zodra deze informatie bekend is, zal de h. Cohen zeker terugkomen bij de raad voor maatschappelijk welzijn en de gemeenteraad.

Voor Ecolo is het essentieel om het OCMW in staat te stellen zijn taken op lange termijn uit te voeren en de solidariteit te behouden en zelfs te ontwikkelen.

Ecolo zal voor deze begroting 2025 stemmen.

***De h. De Bock** is van mening dat hij de situatie kan overzien omdat hij zowel in de gemeenteraad als in de raad voor maatschappelijk welzijn zit.*

Hij bevestigt dat de OCMW-medewerkers zeer gemotiveerd zijn en kosten noch moeite sparen om de Ukkelse bevolking te helpen.

Hij benadrukte ook dat de discussies binnen de raad voor maatschappelijk welzijn in een klimaat van wederzijds respect werden gevoerd.

Er zullen de komende jaren echter moeilijke beslissingen moeten worden genomen want de huidige situatie is in geen enkel opzicht vergelijkbaar met de ietwat gezegende tijden van weleer; toen we het ons konden veroorloven om minder waakzaam te zijn over de natuurlijke evolutie van de gemeentelijke dotatie aan het OCMW, die altijd werd aangepast aan het minimum van de gemeentelijke dotatie aan de politiezone: het werd ons altijd verboden om minder toe te kennen aan het OCMW dan aan de politie.

Maar het moet gezegd worden dat de gemeentelijke dotatie aan het OCMW de afgelopen drie jaar explosief is gestegen in de begroting en nog meer in de

rekeningen.

Volgens de h. De Bock is het absoluut noodzakelijk om een screeningprocedure te starten over de politieke en sociale geschiktheid van de verschillende missies van de OCMW's, om te bepalen of ze moeten worden uitgebreid of beperkt, afhankelijk van het geval.

We moeten bijvoorbeeld eerlijk genoeg zijn om te zeggen dat de sociale en financiële winstgevendheid van dienstencheques objectief gezien de helft is van die van de privésector. Dit roept de vraag op of het echt gepast is om een verlieslatende dienst te behouden die enkele honderdduizenden euro's per jaar kost, vooral omdat het afschaffen ervan de mensen die er werken niet van hun baan zou beroven, gezien de omvang van de vraag in deze sector.

Wat de tehuizen betreft, wil de h. De Bock dat alle mogelijke scenario's worden bestudeerd, of het nu gaat om het behoud van de tehuizen of om het reserveren van de beschikbare plaatsen voor Ukkelaars, gezien het lage aandeel Ukkelaars onder de huidige bewoners van de tehuizen.

Op dezelfde manier moeten we ons afvragen of de Ukkelaars de enigen moeten zijn die 100% moeten opdraaien voor de kosten van de babyopvang, waarvan veel niet-Ukkelaars profiteren.

Als we de beschikbare cijfers vergelijken, zien we bijvoorbeeld dat de personeelskosten zijn gestegen van 28 miljoen euro in de rekening 2021 naar 35 miljoen euro in de begroting 2025, een stijging van bijna 25%. Tegelijkertijd is het aantal mensen dat alle vormen van bijstand van het OCMW ontvangt in die periode met een vergelijkbare 25% gestegen, terwijl het aantal mensen dat een leefloon ontvangt is gestegen van 2.133 in 2021 naar 2.363 in 2024, een stijging van 10%. Deze overeenkomst, zij het gedeeltelijk, tussen de stijging van de personeelskosten en de werklast van het OCMW toont aan dat de beschikbare gegevens niet fundamenteel tegenstrijdig zijn.

Sommigen hebben de stad Brussel als voorbeeld genoemd maar we mogen niet uit het oog verliezen dat de stad nog niet heeft gestemd over haar gemeentebegroting en werkt met voorlopige twaalfden. Het is op zijn zachtst gezegd gemakkelijk om tegen de Ukkelaars te preken en ze te bekritisieren voor de discrepanties tussen hun begroting en hun rekeningen, terwijl we zelf dit soort tegenstrijdigheden vermijden door de kunstgreep van een late begroting.

De h. De Bock stelt met tevredenheid vast dat de toekomst van de Ukkelse tehuizen aanleiding heeft gegeven tot een open discussie, terwijl in een gemeente als Schaarbeek de sluiting van de tehuizen zonder enig echt democratisch debat werd bekrachtigd.

Over het algemeen is de h. De Bock voorstander van evenwichtige oplossingen die de legitieme aspiraties van rechts en links met elkaar verzoenen. Hij begrijpt dat sommige mensen geen verandering willen zien in de babyopvang, tehuizen of dienstencheques. Maar in dit geval zal het moeilijk zijn om een verhoging van 35, 40 of 50% van de opcentiemen op de onroerende voorheffing te vermijden en de resulterende vlucht van de middenklasse zal de gemeente Ukkel machteloos maken, aangezien haar bevolking volledig zal bestaan uit mensen die zich in een preciaire situatie bevinden of zullen bevinden. Op dit vlak moeten we het voorbeeld volgen van mevr. Degryse die, in de uitoefening van haar ministeriële functie bij de Franse Gemeenschap, de hand reikte om de meerderheid en de oppositie te verzoenen in het kader van het begrotingsdebat.

Wat betreft het vooruitlopen op federale maatregelen met betrekking tot de OCMW's nodigt de h. De Bock Les Engagés uit tot interactie met de regering, aangezien hun partij net als de MR deelneemt aan de Arizona-coalitie.

Mevr. Unger wil de OCMW-voorzitter bedanken voor zijn duidelijke presentatie en voor zijn inzet en vastberadenheid om vooruitgang te boeken bij wat

vaak gevoelige kwesties zijn.

De afgelopen drie maanden heeft ze zelf de complexiteit en rijkdom van de werking van het OCMW ontdekt.

Door de opeenvolgende crises is het aantal begunstigden inderdaad gestegen en is de werkdruk voor het personeel van het OCMW toegenomen maar mevr. Unger is ervan overtuigd dat de huidige problemen met menselijkheid, strengheid en vastberadenheid zullen worden aangepakt.

De voorzitter van het OCMW antwoordt dat de toekomst van het kinderdagverblijf nog geanalyseerd wordt. Het kost € 106.000 en heeft een bezettingsgraad van 50%, wat betekent dat ongeveer 16 gezinnen gebruik maken van de diensten. Indien dit kinderdagverblijf behouden blijft, is de voorzitter van het OCMW voorstander van gedifferentieerde tarieven volgens het inkomen van de ouders.

Wat de beroepsinschakeling via de dienst Promojob betreft, legt de voorzitter van het OCMW uit dat mensen met een "artikel 60"-statuut worden aangeworven door vzw's, de gemeente, het OCMW en sinds kort ook door privébedrijven. De voorzitter van het OCMW is voorstander van het betrekken van privébedrijven in het proces aangezien zij meer geneigd zijn om "artikel 60"-werknemers te houden dan andere organisaties, die de neiging hebben om deze mensen op korte termijn als goedkope arbeidskrachten te gebruiken.

De voorzitter van het OCMW denkt ook dat het mogelijk zou zijn om mensen die onder "artikel 60" vallen in winkels te laten werken door synergieën te ontwikkelen tussen het OCMW en handelsverenigingen.

Op dezelfde manier zou het de moeite waard zijn om handelaars te raadplegen om de overdracht van hun onverkochte goederen naar het Centre de distribution alimentaire gratuite te organiseren met behulp van "artikel 60".

Met betrekking tot de maatregelen die de Arizona-regering overweegt, wijst de voorzitter van het OCMW erop dat de huidige studie gebaseerd is op gegevens die verzameld werden bij Brulocalis en de Federatie van OCMW's. Er zullen ongetwijfeld overheidsopdrachten moeten worden uitgeschreven om de aanwerving van personeel, de inrichting van lokalen en de bestelling van benodigdheden (computers enz.) te plannen in lijn met de stroom van burgers die hulp zullen zoeken bij het OCMW, die tussen 500 en 2.500 zou kunnen liggen. De raad voor maatschappelijk welzijn zal de basis voor zijn beslissing bepalen.

De voorzitter van het OCMW gelooft niet dat er openbare huisvesting zal worden gebouwd op de Brugmannsite: ofwel wordt de centrale administratie er naartoe verhuisd, ofwel wordt de site verkocht. De opbrengst van de verkoop, drie jaar geleden geschat op € 6,5 miljoen, zal worden gebruikt om de lening te beperken die nodig is om het Nekkersgatdomein te voltooien.

Het OCMW heeft opdracht gegeven voor een studie om de mogelijke opties voor dit domein te bepalen, met dien verstande dat de beperkingen die worden opgelegd door het geklasseerde karakter van de site moeten worden gerespecteerd.

De voorzitter van het OCMW weet niet waar de h. Cools de informatie vandaan heeft dat de dokterspraktijk zou sluiten aangezien niemand ooit over dit vooruitzicht heeft gesproken. Aan de andere kant zijn er zorgen over de mogelijkheid om artsen te werven die bereid zijn om in deze praktijk te komen werken als de huidige artsen met pensioen gaan.

Een strengere controle op studenten moet niet gezien worden als een vorm van bestraffing. Het doel is om vroeg genoeg in te grijpen om hen te heroriënteren in hun academische carrière of te integreren in de arbeidswereld.

De voorzitter van het OCMW is echter van mening dat in bepaalde gevallen sancties nodig zijn, vooral voor jongeren die niet komen opdagen voor hun examens of voor de oproepen van de dienst Promojob. En we zien soms hetzelfde soort gedrag van

bijstandtrekkers die de werkaanbiedingen van Promojob weigeren.

Om willekeur op dit gebied te voorkomen heeft de voorzitter van het OCMW zijn diensten gevraagd een uniforme tuchtprocedure op te stellen waarover de raad voor maatschappelijk welzijn moet stemmen.

De voorzitter van het OCMW wijst er ook op dat de interne facturatie betrekking heeft op "artikel 60"-werknemers bij het OCMW. Er waren er meer in 2023 dan voorspeld in de begroting 2025 vanwege de problemen om mensen met deze status aan te nemen in de schoonmaakdienst. Bovendien worden overboekingen met betrekking tot subsidies die voor twee jaar zijn toegekend, overgedragen naar het volgende jaar.

De voorzitter van het OCMW bevestigt dat het mogelijk en zelfs waarschijnlijk is dat er een begrotingswijziging zal worden aangevraagd maar hij maakt zich geen zorgen in dit opzicht omdat de gemeentelijke meerderheid zeer sociaal is en het OCMW altijd heeft gesteund.

De voorzitter van het OCMW is vastbesloten om zich volledig te wijden aan zijn missie, volgens de visie die hij deelt met de raadsleden op de Lijst van de Burgemeester, de h. De Bock, de h. Berthelot en de h. Cornelis en mevr. Unger, mevr. Gustot en mevr. Eggermont.

De h. Tojerow erkent dat de OCMW's de komende jaren om verschillende redenen met ingewikkelde situaties geconfronteerd zullen worden.

De stijging van de kosten als gevolg van de toenemende sociale behoeftes zal het noodzakelijk maken om de uitgaves onder controle te houden om de begroting in evenwicht te houden.

Maar het blijft een feit dat de initiële begrotingstoewijzing voor het eerst sinds 2020 lager is - in dit geval 16% - dan de dotatie die het jaar daarvoor daadwerkelijk is toegekend en in de overeenkomstige rekening is opgenomen.

De h. Lambert-Limbosch verheugt zich dan ook over de verhoging van 5% van de gemeentelijke dotatie aan het OCMW in vergelijking met de oorspronkelijke begroting van vorig jaar, wat neerkomt op het bespotten van de meest kwetsbare Ukkelse bevolkingsgroepen.

De h. Cools vindt dat het deze OCMW-begroting aan ernst ontbreekt.

Toen ze werden opgericht, werden de OCMW's gezien als het laatste vangnet en nu neigen ze voor een groot aantal burgers het eerste vangnet te worden. In 1976 werd het aantal leeflonen beperkt tot 9.400 voor heel België. In 2024 zijn er 235.000, waarvan de helft in het Brusselse gewest, en de gemeente Ukkel volgt deze trend naarmate ze armer wordt in lijn met het gewest als geheel.

Prognoses van lagere socialebijstandskredieten in 2025 dan in voorgaande jaren zijn in een dergelijke context dan ook nauwelijks relevant en zullen onvermijdelijk leiden tot begrotingswijzigingen.

Volgens de h. Cools zal het OCMW een nieuw driejarenplan voor 2025-2027 moeten indienen omdat het driejarenplan van het OCMW in zijn huidige versie minder goed uitgewerkt en beargumenteerd is dan dat van de gemeente. Het geeft met name geen details over de beslissingen die zullen worden genomen met betrekking tot het Brugmannthuis, waarvan het lot onzeker blijft, aangezien er sprake van is dat het ofwel de locatie wordt van een nieuw administratief centrum of dat het wordt verkocht.

Maar de h. Cools is op zijn zachtst gezegd verbijsterd over de mogelijkheid om de investering te financieren die nodig zou zijn om dit tehuis om te bouwen tot een administratief centrum. Hij wijst erop dat het nieuwe commissariaat 20 miljoen euro heeft gekost.

Het driejarenplan moet duidelijk explicieter zijn over de toekomst van het Brugmannthuis.

De h. Cools is een beetje verbaasd over de lage bezettingsgraad in de babyopvang. Het idee dat dit type regeling meer bedoeld is voor werklozen en mensen die sociale uitkeringen van het OCMW ontvangen, kan sommige werknemers ervan weerhouden om er gebruik van te maken, terwijl ze er ongetwijfeld graag gebruik van zouden maken in geval van een eenmalige behoefte.

In elk geval moet eerst worden nagegaan of het beheer van babyopvang en kinderdagverblijven onder de verantwoordelijkheid van het OCMW of de gemeente moet vallen, en of alle instellingen moeten worden samengevoegd in de voorkeursstructuur. Het is duidelijk dat er op dit gebied inspanningen moeten worden geleverd aangezien er onvoldoende kinderopvang voor jonge kinderen is.

De h. Cools betreurt het dat deze begroting de minst serieuze is die hij heeft gezien sinds hij lid is van de gemeenteraad.

Aangezien de druk op het personeel zal toenemen, valt te vrezen dat dit zal leiden tot een toename van het ziekteverzuim, met als uiteindelijk gevolg een vertraging in de uitbetaling van sociale uitkeringen.

De h. Cools was ook verbaasd dat de h. Cohen beweerde de politieke visie van de Lijst van de Burgemeester te verdedigen. Als voorzitter van het OCMW moet hij de hele instelling vertegenwoordigen, of ten minste de hele meerderheid.

***Mevr. Nagelmackers** wenst te verklaren dat Les Engagés zijn rol in de oppositie constructief wil uitoefenen, in een geest van dialoog en samenwerking. Mevr. Maroy, de vertegenwoordigster van Les Engagés in de raad voor maatschappelijk welzijn, werkt in dezelfde geest.*

***De h. De Bock** is van mening dat de raad over voldoende informatie moet beschikken om weloverwogen beslissingen te kunnen nemen.*

In dit verband herinnert hij zich dat toen hij eerder een vraag had gesteld over de kosten van verpleegpersoneel in 2024, niemand hem een geconsolideerde versie had kunnen geven.

Het zou ongetwijfeld gepast zijn om de werkmethode aan te passen om dit soort nadelen te vermijden.

De h. De Bock is het ermee eens dat de diagnose van de h. Tojerow juist is. Er moet echter op worden gewezen dat 2024 een uitzonderlijk jaar was door de ongekende stijging van de gemeentelijke financiering ten opzichte van het voorgaande jaar.

Volgens de h. De Bock betekent het feit dat er het jaar voordien een zeer grote stijging was, niet noodzakelijk dat de tussenkomst systematisch op hetzelfde niveau moet worden gehandhaafd.

Maar we moeten niet vergeten dat we het hier over een projectie hebben en dat de rekeningen en de aanpassing van de rekeningen doorslaggevend zullen blijken. Bovendien zullen de beslissingen die nu worden genomen niet in 2025 maar in 2026 en 2027 van kracht worden.

***De voorzitter van het OCMW** wil de Ecolo-leden van de raad voor maatschappelijk welzijn betrekken bij het beleid dat hij aan het hoofd van het OCMW wil ontwikkelen: de h. Geoffrey Livemont en mevr. Marie Dumortier en Florine De Brouwer. Ze delen dezelfde visie en doen uitstekend werk.*

***De h. Tojerow** bedankt de h. Bock voor zijn openhartigheid bij het erkennen van de daling in de gemeentelijke tussenkomst voor het OCMW dit jaar.*

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Marc Cools, Mavinga-Wumba Cathy.

9 annexes / 9 bijlagen

20250423-A-0022-AN-003.pdf, RAPPORT ECO ECH 2025 NL.pdf, 20250423-A-0022-AN-004.pdf, 20250423-A-0022-DE-FR.pdf, PV comité de concertation 17.04.25.pdf, 20250423-A-0022-AN-002.pdf, RAPPORT ECO ECH 2025 FR.pdf, 20250423-A-0022-AN-001.pdf, 20250423-A-0022-DE-NL.pdf

Leïla Kabachi quitte la séance / verlaat de zitting.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Action sociale - Sociale actie

22.05.2025/A/0020 **Convention de soutien financier à l'asbl Bras Dessus Bras Dessous.**

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle;
Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;
Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;
Considérant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;
Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil, ci-annexé, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention;
Considérant dès lors l'opportunité de reconduire en 2025 la convention de collaboration ;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en 2025;
- d'octroyer un subside de 7.000 € à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous (art. 849/332-02/92) et autorise l'engagement et la liquidation de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.

De raad,

Gelet op de langere levensverwachting en het isolement van een groot aantal ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel;
Gelet op het belang van menselijke contacten naast de praktische aspecten

(maaltijden, verzorging, enz.) om ervoor te zorgen dat ouderen in hun woning kunnen blijven wonen;
Gelet op de doelstelling om sociale banden tussen generaties te creëren en de band binnen de wijken te versterken;
Gelet op de relevante en nuttige acties van vzw Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en om ouderen op een kwalitatieve manier thuis laten blijven wonen;
Gelet op het activiteitenverslag dat door vzw Bras dessus Bras dessous werd ingediend krachtens de toegevoegde overeenkomst, goedgekeurde door de raad, waarin vzw Bras dessus Bras dessous aantoont dat zij zich tot het uiterste heeft ingespannen om de in de overeenkomst opgenomen doelstellingen te verwezenlijken;
Gelet aldus op de opportuniteit om de samenwerkingsovereenkomst in 2025 te verlengen,

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging van de toegevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en vzw Bras dessus Bras dessous in 2025.
- Een subsidie van € 7.000 toe te kennen aan vzw Bras dessus Bras dessous (art. 849/332-02/92) en deze vast te leggen en de uitgave te vereffenen.

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Rapport financier 2024 BdBd-Uccle.pdf, Rapport narratif BdBd2024_Uccle.pdf, 2025 - Convention UcclexBdBd.docx

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.
François Jean Jacques Lambert quitte la séance / verlaat de zitting.
Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.
Patricia Nagelmackers quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

22.05.2025/A/0021 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsidies aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside *Coup de Pouce 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Attendu que sur les 3 projets reçus durant le mois de mai et qu'après analyse par le service participation citoyenne, seul 1 projet est éligible eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et a reçu une évaluation positive, à savoir :

Nom du projet	Montant demandé
Montagne en sons	1.000€

Attendu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Participation citoyenne conformément aux dispositions prévues dans le nouveau cadre de gestion du subsidie Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer au projet retenu s'élève à 1.000 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver le projet susmentionné retenu par le service participation citoyenne ;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 1.000€ dans le cadre du Subsidie « Coup de Pouce Projet Citoyen », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

1.000 € pour le projet « Montagne en sons » représenté par Arnaud Bergeot (90 % du montant sera versé dans un premier temps et les 10 % restants seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Burgerinspraak. Subsidie Ondersteuning burgerproject. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begrotingsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning 2025* goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien van de 3 projecten die ontvangen werden in mei en na analyse door de dienst Burgerinspraak slechts 1 project in aanmerking komt gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement en een positieve evaluatie gekregen hebben, meer bepaald:

Naam van het project	Gevraagd bedrag
Montagne en sons	€ 1.000

Aangezien op basis van de analyse door de dienst Burgerinspraak overeenkomstig de bepalingen in het nieuwe beheerkader van de Ondersteuningssubsidie 2025 het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de geselecteerde projecten € 1.000 beloopt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- Het voornoemd project, die geselecteerd werden door de dienst Burgerinspraak, goed te keuren;

- De betaling van het totaalbedrag van € 1000 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 1.000 voor het project "Montagne en sons", vertegenwoordigd door Arnaud Bergeot (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Montagne en sons 2025.pdf, Tableau d'analyse 2025 FR.xlsx, A Vélo à Uccle.pdf, Maxi dose.pdf, Tableau d'analyse 2025 NL.XLSX

Marie Borsu quitte la séance / verlaat de zitting.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. La Ferme Rose, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. La Ferme Rose est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevin Odile MARGAUX ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds

récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. La Ferme Rose ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL La Ferme Rose à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. La Ferme Rose en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw la Ferme Rose - Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022 en ondertekend tussen de gemeente en vzw La Ferme Rose, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw La Ferme Rose nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Odile MARGAUX;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

Eén of meerdere bestuursorganen is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of

De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...);"

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw La Ferme Rose ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;

- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw La Ferme Rose in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw La Ferme Rose krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Convention de gestion Ferme Rose.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

22.05.2025/A/0023 **Culture. - Soutien au Musée & Jardins van Buuren. - Octroi d'un Subside extraordinaire - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,
 Attendu que la commune d'Uccle souhaite soutenir le Musée et Jardin Van Buuren;
 Attendu que ce dernier est l'unique musée présent sur le territoire communal et qu'autant ces collections que la maison ainsi que les jardins relèvent de l'intérêt culturel, artistique et patrimonial;
 Attendu qu'afin de pouvoir continuer à se développer et faire face à de nombreux frais, le musée a sollicité la commune d'Uccle pour obtenir un soutien financier extraordinaire;
 Attendu que le Musée est soutenu de manière structurelle à hauteur de 30.000€ par le

biais d'une convention validée en conseil communal en date du 28 mars 2024 le liant à la commune pour une durée de 3 ans;

Attendu qu'il est également proposé de soutenir le musée par le biais d'un subside extraordinaire à hauteur de 30.000€ afin de lui permettre de développer ses infrastructures;

Attendu que le Musée Van Buuren a été soutenu de manière extraordinaire à hauteur de 10.000€ en 2024 et que celui-ci a remis des pièces justificatives pour le montant du subside et que ces pièces se trouvent en pièce jointe;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions,

Décide :

-d'octroyer un subside extraordinaire de 30.000€ au Musée & Jardins van Buuren pour des frais d'investissement engagé à l'article 773/522-52/70-20250017 de l'exercice 2025 sous réserve de l'approbation du budget par les Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Cultuur. - Steun aan het Van Buuren Museum & tuinen. - Toekenning van een buitengewone subsidie.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel het Van Buuren Museum en Tuinen wenst te ondersteunen;

Overwegende dat het museum het enige museum op het gemeentelijk grondgebied is en zowel de collecties als het huis en de tuinen van cultureel, artistiek en erfgoedbelang zijn;

Aangezien het museum de gemeente Ukkel heeft benaderd om buitengewone financiële steun te verkrijgen om verder te kunnen groeien en om te kunnen omgaan met talrijke kosten;

Aangezien het Museum structureel wordt ondersteund ter hoogte van 30.000€ per jaar via een overeenkomst die op 28 maart 2024 door de gemeenteraad werd goedgekeurd en die het museum voor een periode van drie jaar aan de gemeente bindt;

Aangezien het ook wordt voorgesteld om het museum te steunen door middel van een buitengewone subsidie van € 30.000 zodat deze laatste zijn infrastructuur kan ontwikkelen ;

Aangezien het Museum Van Buuren uitzonderlijke steun heeft ontvangen ten belope van 10.000€ in 2024 en het bewijsstukken heeft ingediend voor het bedrag van de subsidie, welke als bijlage zijn toegevoegd;

Aangezien de subsidies zullen worden toegekend en gecontroleerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van bepaalde subsidies;

Beslist:

- Een buitengewone subsidie van € 30.000 toe te kennen aan het Van Buuren Museum & Tuinen voor investeringskosten die worden vastgelegd op post 773/522-52/70-20250017 van het begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.05.2025/A/0024 **Culture. - Fête de la Musique 2025. - Répartition des subsides du Conseil de la Musique. - Octroi d'un subside exceptionnel à l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge et à la Ferme Rose ASBL - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Attendu que des concerts sont organisés dans le cadre de la fête de la musique sur le territoire ucclois chaque année par différents partenaires et par le service Culture;
Que le Conseil de la Musique a chargé le service Culture de compléter un dossier de demande de soutien unique pour les différents événements organisés dans la commune par le service culture, la Ferme rose et Saint-Job qui bouge, les trois entités qui traditionnellement font des demandes de subsides à cette institution, et de répartir les subsides obtenus entre ces trois entités;

Qu'après analyse du dossier rendu par le service Culture détaillant les différentes activités prévues, le Conseil de la musique a décidé d'octroyer un subside de 3500€ à la Commune, à répartir entre les différents projets;

Attendu que le service Culture propose de redistribuer les fonds perçus en octroyant 2000€ à Montagne en sons et 1500€ à la Ferme Rose;

Que la Ferme Rose organise des concerts, notamment en partenariat avec l'asbl Génération+ et la maison de jeunes Antirides, le samedi 21 juin;

Que l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge organise l'évènement Montagne en sons le dimanche 22 juin, à la Montagne Saint Job et ses environs;

Attendu que d'autre part l'A.S.B.L Saint-Job qui bouge a sollicité le service Culture pour l'obtention d'un subside pour leur événement;

Vu que cette manifestation existe depuis 2015 et est organisée de manière bénévole par des habitants du quartier;

Vu la qualité et diversité des concerts organisés, la durabilité de l'évènement, la notoriété et l'ancrage dans la commune de la manifestation;

Vu également la volonté des organisateurs de sélectionner des groupes diversifiés, tout en veillant à promouvoir les pratiques musicales d'artistes femmes, de personnes racisées et de minorités, ainsi que l'intégration dans l'organisation de la Communauté de la Montagne de Saint-Job, un habitat groupé solidaire et citoyen où vivent, aux côtés d'accompagnateurs bénévoles, des personnes en situation de handicap mental léger, dont certaines choisissent de se produire lors de l'évènement;

Vu que le dossier de présentation, comprenant également le budget de la manifestation, se trouve en pièce jointe à titre informatif;

Vu qu'il est proposé d'octroyer un subside de 1500€ pour cet événement;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions,

Décide

D'autoriser la répartition du subside octroyé par le Conseil de la Musique de 3500 euros, et perçu par le service Culture, pour l'organisation des différents festivités à Uccle à hauteur de : 1500€ au bénéfice de la Ferme Rose et de 2000€ au bénéfice l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge, montants qui seront engagés à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025;

D'autoriser l'octroi d'un subside exceptionnel de 1500€ au bénéfice de l'A.S.B.L Saint Job qui bouge pour l'organisation de Montagne en sons qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025;

De charger le Collège de l'application de sa décision.

Impact financier :

Allocation prévue : 70.000 € sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle

Article : 775/332-02/70 - Dépense : 5.000 €

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Cultuur.- Muziekfeest 2025.- Verdeling van de subsidies van de Conseil de la Musique.- Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan vzw Saint-Job qui bouge en aan vzw La Ferme Rose.- Vastlegging van de uitgaven.

De raad,

Aangezien er elk jaar in het kader van het Muziekfeest concerten op het Ukkelse grondgebied georganiseerd worden door verschillende partners en door de dienst Cultuur;

Aangezien de Conseil de la Musique de dienst Cultuur de opdracht gegeven heeft om een aanvraagdossier voor eenmalige ondersteuning in te vullen voor de verschillende evenementen die in de gemeente georganiseerd worden door de dienst Cultuur, La Ferme Rose en Saint-Job qui bouge, de drie entiteiten die traditioneel subsidies aanvragen aan deze instelling, en om de verkregen subsidies te verdelen over deze drie entiteiten;

Aangezien na analyse van het dossier van de dienst Cultuur met de verschillende geplande activiteiten de Conseil de la Musique beslist heeft een subsidie van € 3.500 toe te kennen aan de gemeente, te verdelen over de verschillende projecten;

Aangezien de dienst Cultuur voorstelt de ontvangen middelen te herverdelen door € 2.000 toe te kennen aan Montagne en sons en € 1.500 aan La Ferme Rose;

Aangezien La Ferme Rose op zaterdag 21 juni concerten organiseert, onder andere in samenwerking met vzw Generation+ en jeugdhuis Antirides;

Aangezien vzw Saint-Job qui bouge op zondag 22 juni het evenement Montagne en sons organiseert in de Berg van Sint-Job en de omgeving ervan;

Aangezien vzw Saint-Job qui bouge anderzijds de dienst Cultuur bevroegd heeft om een uitzonderlijke subsidie te krijgen voor haar evenement;

Aangezien dit evenement sinds 2015 bestaat en vrijwillig georganiseerd wordt door inwoners uit de wijk;

Gelet op de kwaliteit en de diversiteit van de georganiseerde concerten, de duurzaamheid van het evenement, de naamsbekendheid en de verankering in de gemeente van het evenement;

Gelet eveneens op de wens van de organisatoren om diverse bands te selecteren, waarbij ze erover waken de muzikale praktijken van vrouwelijke artiesten, mensen van kleur en minderheden en de integratie in de organisatie van de gemeenschap Berg van Sint-Job te promoten, een solidaire cohousing van burgers waar aan de zijde van vrijwillige begeleiders personen met een lichte mentale beperking leven, waarvan sommigen kiezen om op te treden tijdens het evenement;

Aangezien het voorstellingsdossier, dat ook de begroting van het evenement bevat, ter informatie bijgevoegd is;

Aangezien voorgesteld wordt een subsidie van € 1.500 toe te kennen voor dit evenement;

Aangezien de subsidies toegekend en gecontroleerd worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van sommige toelagen;

Beslist:

De verdeling van de subsidie van de Conseil de la Musique van € 3.500, die de dienst Cultuur ontvangen heeft, voor de organisatie van de verschillende festiviteiten in Ukkel ten belope van € 1.500 voor La Ferme Rose en € 2.000 voor vzw Saint-Job qui bouge toe te staan;

De toekenning van een subsidie van € 1.500 aan vzw Saint-Job qui bouge voor de organisatie van Montagne en sons toe te staan;

Het college te belasten met de toepassing van zijn beslissing.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

22.05.2025/A/0025 **Service des Personnes en situation de handicap.- Signature de la charte Handycity 2024-2030.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 10 septembre 2020, le Conseil communal a ratifié la décision du Collège de signer la nouvelle Charte de l'inclusion de la personne en situation de handicap;

Attendu que celle-ci détaille les différents domaines d'actions qui doivent permettre de renforcer les initiatives déjà prises en matière d'autonomie et d'intégration des personnes porteuses de handicap;

Attendu que le label handycity est un label qui vise à encourager et mettre à l'honneur les communes qui se sont investies concrètement dans le processus d'inclusion de la personne en situation de handicap;

Que ce label constitue une reconnaissance du travail accompli par les communes pour leurs actions inclusives;

Attendu que la commune d'Uccle a obtenu ce label en 2024;

Qu'il est proposé par Esenca de poursuivre le travail par la signature d'une nouvelle charte Handycity 2024-2030, moyennant le questionnaire envoyé par Esenca qui doit être complété minutieusement et constitue une condition à la candidature pour obtenir le label Handycity 2030;

Décide :

de se porter candidat à l'obtention le label Handycity 2030 et de signer la nouvelle charte.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Dienst Personen met een Handicap - Ondertekening van het handvest Handycity 2024-2030.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 10 september 2020 de beslissing van het college om het nieuwe handvest inzake de inclusie van personen met een handicap te ondertekenen heeft bekrachtigd;

Aangezien dit handvest de verschillende actiegebieden beschrijft die moeten leiden tot een versterking van de reeds genomen initiatieven op het gebied van autonomie en integratie van personen met een handicap;

Aangezien het label Handycity tot doel heeft gemeentes die zich concreet inzetten voor de inclusie van personen met een handicap aan te moedigen en te eren;

Aangezien dit label een erkenning is voor het werk dat de gemeentes hebben verricht op het vlak van inclusie;

Aangezien de gemeente Ukkel dit label in 2024 heeft behaald;

Aangezien Esenca voorstelt om het werk voort te zetten door een nieuw handvest Handycity 2025-2030 te ondertekenen, middels de door Esenca toegezonden vragenlijst die zorgvuldig moet worden ingevuld en een voorwaarde is voor de kandidatuur voor het label Handycity 2030;

Beslist:

zich kandidaat te stellen voor het label Handycity 2030 en het nieuwe handvest te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Page de signature charte.pdf, Label Handycity 2024-2030 - Dossier de présentation.pdf, Charte 2024-2030 en NDL.pdf, Charte 2024-2030.pdf

François Jean Jacques Lambert entre en séance / treedt in zitting.

Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.

Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.

Marie Borsu quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

22.05.2025/A/0026 **Dossier Ukraine.- Soutien à la ville de Bucha.- Adhésion de la commune au programme de formation et de stage TIPS4UA.**

Le Conseil,

Considérant l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui a débuté le 24 février 2022 ;

Considérant que l'Ukraine prend actuellement des mesures pour se reconstruire avec le soutien de la décision du Conseil européen en décembre 2023 d'accorder le statut de pays candidat pour l'adhésion à l'UE ; ayant montré la voie dans la résistance locale et fait preuve de résilience face à la guerre, les municipalités locales sont les forces motrices de la reconstruction et du renouvellement de l'Ukraine ;

Considérant que le 7 mars 2025, le Comité européen des régions et le programme « Ukraine – Autonomisation locale, responsabilité et développement » (U-LEAD avec l'Europe) ont lancé un programme visant à former les dirigeants locaux et régionaux et les fonctionnaires ukrainiens à la gestion de projets liés à la reconstruction ; que le programme encouragera également la création de partenariats entre les villes ;

Considérant que le CdR sert également de secrétariat à l'Alliance européenne des régions et des villes pour la reconstruction de l'Ukraine, qui encourage vivement les collectivités infranationales à établir des partenariats ; U-LEAD étant une initiative de l'Équipe Europe en partenariat avec le gouvernement ukrainien, l'Union européenne, l'Allemagne, le Danemark, la France, la Pologne et la Slovaquie ; U-LEAD, qui soutient la réforme de la décentralisation en Ukraine depuis 2016, sera responsable de la mise en œuvre quotidienne du programme ;

Considérant qu'une partie du financement proviendra de l'UE ; que les municipalités hôtes devront également apporter des ressources ;

Considérant que le programme TIPS4UA vise à doter les dirigeants municipaux et les fonctionnaires d'une expérience et de connaissances qui aideront l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE, ainsi qu'à favoriser les partenariats transfrontaliers entre les municipalités ukrainiennes et de l'UE ;

Considérant que vingt municipalités réparties dans 14 États membres de l'UE – dont neuf sont directement affiliées à des membres ou suppléants du CdR – et 44 membres du personnel de municipalités ukrainiennes devraient participer à une phase pilote de six mois, qui débute en avril 2025 ;

Considérant que la mise en œuvre est faite trois phases:

- Entre mars et mai 2025 : Formation en Ukraine - Les participants suivent une formation complète couvrant des sujets tels que la préparation du projet et la gestion du cycle du projet ;
- Entre mai et octobre 2025 : L'observation en situation de travail dans l'UE - Des maires ou des maires adjoints ukrainiens, ainsi que des experts administratifs, seront placés dans les municipalités d'accueil au sein de l'UE pour des possibilités d'apprentissage pratique et d'échange ;
- Retour en Ukraine : L'apprentissage entre pairs se poursuivra dans le cadre d'une communauté de pratique, favorisant la collaboration continue et le partage des connaissances ;

Considérant la demande de jumelage de la ville ukrainienne de Bucha qui sollicitait cinq communes bruxelloises (Uccle, Forest, Saint-Gilles, Woluwé-St-Lambert, Ixelles) dans un courriel relayé à la commune d'Uccle par l'association Brulocalis le 22 décembre 2022 ;

Considérant l'occupation de la ville de Bucha en Ukraine qui a duré près d'un mois jusqu'à sa libération le 31 mars 2022 ainsi que les massacres et destructions qui y ont été perpétrés par les militaires russes ;

Considérant la reconstruction progressive de la ville depuis 2 ans avec le soutien des Nations Unies qui ont travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales, le gouvernement et les partenaires internationaux pour permettre à la ville de reprendre vie ;

Considérant la position géographique (à 25km au nord-ouest de Kyïv et faisant partie de son agglomération) et démographique (district de Bucha 72 200 habitants en 2022 dont 36 971 habitants dans la ville-même de Bucha – centre administratif du district) ;

Considérant qu'il est proposé d'organiser les deux semaines de mentorat à la mi-juin 2025 (du 16/06/2025 au 27/06/2025) en fonction des disponibilités des services communaux qui seront impliqués dans ce projet eu égard aux différents thèmes abordés à savoir la Propreté, l'Environnement, la Voirie, le Facility, l'Urbanisme, la Centrale des marchés, la Recette, le secrétariat central ;

Considérant que les deux stagiaires qui viendront à Uccle sont :

- L'adjointe au maire responsable des relations internationales de la ville de Bucha du la semaine du 16/06 au 20/06 ;
- La responsable du service international de l'administration les deux semaines du 16/06 au 27/06 ;

Décide :

-d'approuver l'adhésion de la commune au programme de formation et de stage TIPS4UA qui se déroulera à Uccle du 16/06/2025 au 27/06/2025 en partenariat avec la Ville de Bucha en Ukraine.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Dossier Oekraïne.- Steun aan de stad Boetsja.- Toetreding van de gemeente tot het opleidings- en stageprogramma TIPS4UA.

Gelet op de militaire invasie van Oekraïne door de Russische Federatie die op 24 februari 2022 is begonnen;

Overwegende dat Oekraïne momenteel maatregelen neemt om zich te herstellen met de steun van de beslissing van de Europese Raad van december 2023 om het land de status van kandidaat-lidstaat van de EU toe te kennen; dat lokale gemeentes het voortouw hebben genomen in het lokale verzet en veerkracht hebben getoond in het licht van de oorlog en daarmee de drijvende kracht zijn achter de wederopbouw en het herstel van Oekraïne;

Overwegende dat het Europees Comité van de Regio's en het programma "Ukraine – Local Empowerment, Accountability and Development" (U-LEAD met Europa) op 7 maart 2025 een programma hebben gelanceerd om lokale en regionale leiders en ambtenaren in Oekraïne op te leiden in het beheer van wederopbouwprojecten; dat het programma ook de totstandkoming van partnerschappen tussen steden zal aanmoedigen;

Overwegende dat het CvdR ook fungeert als secretariaat van de Europese Alliantie van steden en regio's voor de wederopbouw van Oekraïne. die subnationale overheden sterk aanmoedigt om partnerschappen aan te gaan; Overwegende dat U-LEAD een initiatief is van Europa in samenwerking met de Oekraïense regering, de Europese

Unie, Duitsland, Denemarken, Frankrijk, Polen en Slovenië; U-LEAD, dat sinds 2016 de decentralisatiehervorming in Oekraïne ondersteunt, zal verantwoordelijk zijn voor de dagelijkse uitvoering van het programma;

Overwegende dat een deel van de financiering afkomstig zal zijn van de EU; dat de gastgemeentes ook middelen moeten bijdragen;

Overwegende dat het TIPS4UA-programma tot doel heeft gemeentelijke leiders en ambtenaren ervaring en kennis bij te brengen die Oekraïne zullen helpen op weg naar toetreding tot de EU en grensoverschrijdende partnerschappen tussen Oekraïense en EU-gemeentes te bevorderen;

Overwegende dat twintig gemeentes in 14 EU-lidstaten - waarvan negen rechtstreeks verbonden zijn met leden of plaatsvervangers van het CvDR - en 44 medewerkers van Oekraïense gemeentes naar verwachting zullen deelnemen aan een proefperiode van zes maanden die in april 2025 van start gaat;

Overwegende dat de uitvoering in drie fases verloopt:

- Tussen maart en mei 2025: Opleiding in Oekraïne - De deelnemers volgen een volledige opleiding over onderwerpen als projectvoorbereiding en projectcyclusbeheer;
- Tussen mei en oktober 2025: Waarneming op de werkplek in de EU - Oekraïense burgemeesters of adjunct-burgemeesters en administratieve deskundigen worden in gastgemeentes in de EU geplaatst voor praktische leerervaringen en uitwisselingen;
- Terugkeer naar Oekraïne: Het leren tussen collega's wordt voortgezet in het kader van een praktijkgemeenschap die voortdurende samenwerking en kennisuitwisseling bevordert;

Gelet op het verzoek om jumelage van de Oekraïense stad Boetsja, die vijf Brusselse gemeentes (Ukkel, Vorst, Sint-Gillis, Sint-Lambrechts-Woluwe en Elsene) heeft benaderd in een e-mail die op 22 december 2022 door vereniging Brulocalis naar de gemeente Ukkel werd doorgestuurd;

Gelet op de bezetting van de stad Boetsja in Oekraïne, die bijna een maand heeft geduurd tot de bevrijding op 31 maart 2022, en de moordpartijen en vernielingen die daar door het Russische leger zijn gepleegd;

Gelet op de geleidelijke wederopbouw van de stad sinds twee jaar met de steun van de Verenigde Naties, die nauw hebben samengewerkt met lokale overheden, de regering en internationale partners om de stad weer tot leven te brengen;

Gelet op de geografische ligging (25 km ten noordwesten van Kiev en onderdeel van de agglomeratie) en de demografische situatie (district Boetsja 72.200 inwoners in 2022, waarvan 36.971 inwoners in de stad Boetsja zelf - administratief centrum van het district);

Overwegende dat er wordt voorgesteld om het twee weken durende mentoraat te organiseren in de tweede helft van juni 2025 (van 16/06/2025 tot 27/06/2025), afhankelijk van de beschikbaarheid van de gemeentediensten die bij dit project zullen worden betrokken, rekening houdend met de verschillende thema's die aan bod zullen komen, namelijk reinheid, milieu, wegen, facility, stedenbouw, de opdrachtcentrale, de ontvangerij en het centraal secretariaat;

Overwegende dat de volgende twee stagiairs naar Ukkel zullen komen:

- De adjunct-burgemeester verantwoordelijk voor internationale betrekkingen van de stad Boetsja, van 16/06 tot 20/06;
- De verantwoordelijke van de internationale dienst van het bestuur gedurende twee weken van 16/06 tot 27/06;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de toetreding van de gemeente tot het opleidings- en stageprogramma TIPS4UA dat van 16/06/2025 tot 27/06/2025 in Ukkel zal plaatsvinden in samenwerking met de stad Boetsja in Oekraïne.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TIPS4UA presentation from bilateral meeting.pdf, TIPS4UA présentation pdf.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Famille - Famille

22.05.2025/A/0027 **Service Santé.- Subside communal attribué au Centre de Secours d'Uccle "ACS - UCCLE". Années 2026 et 2027 - Approbation de la convention - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant que le Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. UCCLE) est une association qui offre bénévolement un soutien logistique lors d'organisations communales;

Attendu que le Centre de Secours d'Uccle n'est redevable d'aucune somme envers la Commune;

Attendu qu'un subside a déjà été accordé au Centre de Secours d'Uccle, chaque année, depuis 2022;

Attendu qu'une nouvelle convention pourrait être signée, afin qu'ils soient d'office présents lors de 14 manifestations organisées par la commune d'Uccle (chasse aux œufs, cross du parascolaire, Homborch en fête, cinéma en plein air, Nuit au parc, UckelAir, Jeunesse en fête, Foire de Saint- Job, Véloce, journée sans voiture, cortège d'Halloween, cérémonie du 1er novembre, fête de la natation, Place aux enfants);

Attendu qu'un crédit de 5.000 € est prévu à l'article 849/332-02/90 du budget 2025; afin de leur octroyer un subside pour leur présence lors de ces événements;

Qu'un crédit de 5.000 € sera à prévoir aux budgets 2026 et 2027 sous réserve de l'approbation du budget par les Autorités compétentes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de marquer son accord sur la convention avec les ACS, pour les années 2025, 2026 et 2027 et sur le formulaire à compléter par les services demandeurs ;

- de markeren van zijn akkoord met de betaling van een subsidie van 5.000 € aan de vzw "A.C.S. UCCLE";
- te binden en te belasten deze som aan het budgettair artikel 849/332-02/90 van 2025;
- te binden en te belasten deze som aan het budgettair artikel 849/332-02/90 van 2026 en 2027, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen 2026 en 2027 door de bevoegde overheden.

De Raad goet het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Dienst Gezondheid.- Gemeentelijke subsidie toegekend aan Centre de Secours d'Uccle "ACS -UCCLE. Dienstjaren 2025, 2026 en 2027 - Goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. Uccle) een vereniging is die op vrijwillige basis logistieke steun biedt tijdens gemeentelijke evenementen;

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle geen enkel bedrag verschuldigd is aan de gemeente;

Overwegende dat er sinds 2022 een subsidie werd toegekend aan het Centre de Secours d'Uccle;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst ondertekend zou kunnen worden zodat zij automatisch aanwezig zijn bij 14 evenementen die door de gemeente Uccle worden georganiseerd (eierjacht, cross van de Bijschoolse Activiteiten, Homborchfeest, film in de openlucht, Nacht in het park, UccleAir, Jeugdfeest, jaarmarkt van Sint-Job, Veloce, autoloze dag, halloweenoptocht, 1 novemberceremonie, zwemfeest, Ucclebeek);

Aangezien er onder artikel 849/332-02/90 van de begroting 2025 een bedrag van € 5.000 is voorzien om hen een subsidie te kunnen toekennen voor hun aanwezigheid tijdens deze evenementen;

Aangezien er € 5.000 voorzien zal worden in de begrotingen 2026 en 2027 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde overheden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de ACS's voor de jaren 2025, 2026 en 2027 en het formulier dat door de aanvragende diensten ingevuld moet worden;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de betaling van een subsidie van € 5.000 aan vereniging "A.C.S. UCCLE";
- dit bedrag te boeken en vast te leggen onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2025;
- dit bedrag vast te leggen en te boeken onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2026 en 2027 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2026 en 2027 door de bevoegde overheden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Crèches - Kinderdagverblijven

22.05.2025/A/0028 **Service Crèches.- Modification du règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domiciles.- Approbation.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 26 septembre 1978, l'Assemblée avait approuvé le dernier règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domicile;

Que ce règlement est à présent désuet et qu'il y a dès lors lieu de le modifier dans son entièreté, selon le canevas préétabli par l'O.N.E;

Considérant l'Arrêté du 17 décembre 2003, fixant le Code de qualité de l'accueil;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014, fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile;

Considérant l'Arrêté du gouvernement de la Communauté Française du 3 avril 2019, modifiant réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile;

Vu que ce dernier Arrêté reprend les diverses modifications relatives à la terminologie utilisée dans le règlement d'ordre intérieur;

Vu l'obligation d'intégrer dans Pro O.N.E le règlement d'ordre intérieur pour le service d'accueil d'enfants malades à domicile, selon le modèle prédéfini;

Qu'il y aurait lieu d'adapter le nouveau règlement d'ordre intérieur (cfr annexe), d'une part en fonction des nouvelles obligations légales et d'autre part, en fonction des adaptations demandées par l'O.N.E;

Décide :

- d'approuver les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domicile.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Dienst Kinderdagverblijven.- Wijziging van het huishoudelijk reglement van toepassing op de thuisopvangdienst voor zieke kinderen.- Goedkeuring.

De raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 26 september 1978 het laatste huishoudelijk reglement van toepassing op de thuisopvangdienst voor zieke kinderen goedgekeurd;

Aangezien dit reglement inmiddels achterhaald is en derhalve in haar geheel moet worden gewijzigd, volgens het door de O.N.E. vastgestelde model;

Gelet op het besluit van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot wijziging van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen;

Aangezien dit laatste besluit de verschillende wijzigingen met betrekking tot de in het huishoudelijk reglement gebruikte terminologie overneemt;

Gelet op de verplichting om het huishoudelijk reglement voor de thuisopvangdienst voor zieke kinderen volgens het vooraf vastgestelde model op te nemen in Pro O.N.E.;

Aangezien het nieuwe huishoudelijk reglement (zie bijlage) aangepast moet worden aan de nieuwe wettelijke verplichtingen en aan de wijzigingen gevraagd door de O.N.E.;

Beslist:

- de wijzigingen in het huishoudelijk reglement voor de thuisopvangdienst voor zieke kinderen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

SAEMD ROI 2025.pdf, SAEMD ROI 1978.pdf, SAEMD ROI 2025 (Nederlands).pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

22.05.2025/A/0029 **Services postaux - Approbation de l'adhésion à l'accord-cadre passé par CREAT Services dv agissant en centrale de marchés et approbation de la dépense –
Décision de l'Assemblée du 20 mars 2025 - Modification de la date d'adhésion et des engagements 2025 et 2029**

Le Conseil,

Vu la décision de l'Assemblée du 20 mars 2025 approuvant l'adhésion à l'accord-cadre passé par CREAT Services dv agissant en centrale de marchés ;

Vu que cette décision mentionne comme date d'adhésion le 1er juillet 2025 ;

Considérant qu'in fine l'accord-cadre passé en centrale d'achat par la commune de Molenbeek, attribué à Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, auquel la commune d'Uccle a adhéré à compter du 1er juillet 2022, prendra fin le 31 mai 2025 ;

Considérant qu'il est en conséquence nécessaire d'adhérer à l'accord-cadre « *Fysiek aangeleverde uitgaande post* » passé par CREAT Services dv à compter du 1^{er} juin 2025 jusqu'au 31 mai 2029 ;

Décide :

D'adhérer à l'accord-cadre « *Fysiek aangeleverde uitgaande post* » passé en centrale de marché par la Centrale CREAT Services dv, Botermarkt, 1 – 9000 GENT, attribué à Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, à compter du 1^{er} juin 2025 jusqu'au 31 mai 2029 ;

Cette décision sera notifiée à CREAT Services dv par le Collège des Bourgmestre et Echevins dès son approbation.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Postdiensten.- Goedkeuring van de aansluiting bij de raamovereenkomst gesloten door CREAT Services dv handelend als opdrachtcentrale – wijziging van de aansluitingsdatum en van de uitgaven voor 2025 en 2029

De raad,

Gelet op de beslissing van de vergadering van 20 maart 2025 tot goedkeuring van de aansluiting bij de raamovereenkomst gesloten door CREAT Services dv handelend als opdrachtcentrale;

Aangezien deze beslissing 1 juli 2025 vermeld als aansluitingsdatum;

Overwegende dat de raamovereenkomst geplaatst als aankoopcentrale door de gemeente Molenbeek, gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, waarbij de gemeente Ukkel

aangesloten is vanaf 1 juli 2022, per slot van rekening afloopt op 31 mei 2025;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is aan te sluiten bij de raamovereenkomst "*Fysiek aangeleverde uitgaande post*", geplaatst door CREAT Services dv, van 1 juni 2025 tot 31 mei 2029;

Beslist:

Aan te sluiten bij de raamovereenkomst "*Fysiek aangeleverde uitgaande post*", geplaatst als opdrachtcentrale door de Centrale CREAT Services dv, Botermarkt 1, 9000 GENT, gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, van 1 juni 2025 tot 31 mei 2029;

Deze beslissing wordt door het college van burgemeester en schepenen aan CREAT Services dv betekend na de goedkeuring ervan.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.05.2025/A/0030 **Préparation, conditionnement et livraison de repas à destination de personnes âgées et handicapées ou en situation d'urgence de 2026 à 2029- Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1^{er} relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-084 relatif au marché "Préparation, conditionnement et livraison de repas à destination de personnes âgées et handicapées ou en situation d'urgence de 2026 à 2029" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Action Sociale ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.034.000 € hors TVA ou 1.096.040 €, 6 % TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire : 834/124-04/92 ;

Sous réserve de l'approbation des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes.

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2024-084 et le montant estimé du marché « Préparation, conditionnement et livraison de repas à destination de personnes âgées et handicapées ou en situation d'urgence de 2026 à 2029 », établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Action Sociale. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.034.000 € hors TVA ou 1.096.040 €, 6 % TVA comprise.

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende het bestek nr. 2024-084 met betrekking tot de opdracht "Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie;

Overwegende dat het geraamd totaalbedrag van deze opdracht € 1.034.000 excl. btw of € 1.096.040 inclusief 6 % btw beloopt;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn op de begrotingsartikels van de economische code 834/124-04/92;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:

Het bestek nr. 2024-084 en het geraamd bedrag van de opdracht "Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 1.034.000 excl. btw of € 1.096.040 inclusief 6 % btw beloopt;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog

op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CCH VF.pdf, BESTEK.pdf

22.05.2025/A/0031 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins
suivantes :

- 18 juin 2024 : Salle Omnisport de Saint-job : Fourniture et pose d'un abri de jardin
- Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - 10.529,64€ - Article : 764/724-60/85.
- 17 décembre 2024 : Ecole de Calevoet : Remplacement de huit aérothermes - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement. - 25.524,34 € - Article : 722/724-60/85.
- 22 avril 2025 : Centre de Planning Familial - Réfection des encadrements des fenêtres, des lucarnes et des châssis dans les versants de toiture - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.- Approbation des conditions du marché, du mode de passation et des firmes à consulter - 50.000,00 T.V.A.C. - Article : 871/724-60/85.
- 22 avril 2025 : Adhésion au marché de la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour la fourniture de papeterie pour les écoles communales 2025 – Marché subséquent : Commande pour le service de l'Education - 51.500 €, 92.420 €, 4.390 €, 8.190 € soit pour un total de 156.500,00 € T.V.A.C. - Articles : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40.
- 6 mai 2025 : Acquisition d'un système de scanning d'occasion, incluant l'entretien et l'installation, destiné au contrôle du stationnement règlementé - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - 36.300,00 €, 19.360,00 €, 31.581,00 € soit pour un total de 118.822,00 € T.V.A.C. - Articles : 424/744-51/81-20250006, 424/127-06/81, 424/124-06/81.
- 13 mai 2025 : Asphaltage de l'avenue Château de Walzin et de l'avenue Maxime Van Praag - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - 188.063,65 € T.V.A.C.- Article : 421/731-60/82-20250273.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 315 immatriculé : 1 JPY 219. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 1.067,51 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 467 immatriculé : 1 HKF 936. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 855,99 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 313 immatriculé : 1 SRN 052. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 1.198,71 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 300 immatriculé : 1 TJU 859. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 2.328,91 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 669 immatriculé : 1 AQY 836. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 964,66 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 344 immatriculé : 1 TFX 211. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 1.637,71 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 141 immatriculé : 1 EUW 124. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 468,08 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 489 immatriculé : 1 GME 901. Réparation de l'arbre de transmission arrière - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 1.361,25 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Fourniture d'art et de bricolage des écoles communales 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 65.200,00 €, 46.900,00 €, 6.400,00 €, 6.500,00 € soit pour un total de 125.000,00 € T.V.A.C. - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40.
- 13 mai 2025 : Accord-cadre de Bruxelles Environnement pour le leasing opérationnel de véhicules respectueux de l'environnement- Marché subséquent - Approbation d'un véhicule choisi pour les besoins du service Education - Affectation d'un véhicule au service Rénovation Maintenance - Engagement des dépenses - 781 € par mois, 824,84 € par mois T.V.A.C. - Articles 137/127-12/58, 701/127-12/58.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 18 juni 2024 : Sporthal Sint-Job : Levering en plaatsing van een tuinhuisje - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze. - 10.529,64 € - Artikel : 764/724-60/85.
- 17 december 2024 : Calevoet School : Vervanging van acht luchtverwarmers - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - 25.524,34 € - Artikel : 722/724-60/85
- 22 april 2025 : Centrum voor gezinsplanning - Renovatie van de raamkozijnen, dakkapellen en raamkozijnen in dakhellingen - Overheidsopdracht voor werken - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - 50.000,00 B.T.W. - Artikel : 871/724-60/85.
- 22 april 2025 : Toetreding tot het contract van de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de levering van kantoorbenodigdheden voor plaatselijke scholen 2024 - Later contract: Bestelling voor het departement Onderwijs - 51.500 €, 92.420 €, 4.390 €, 8.190 € voor een totaal van 156.500,00 € B.T.W. - Artikelen : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40.
- 6 mei 2025 : Aankoop van een tweedehands scansysteem, inclusief het onderhoud en de installatie, bestemd voor de controle van het gereguleerd parkeren – Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze en van de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet - 36.300,00 €, 19.360,00 €, 31.581,00 € voor een totaal van 118.822,00 € B.T.W. - Artikelen : 424/744-51/81-20250006, 424/127-06/81, 424/124-06/81.

- 13 mei 2025 : Asfaltering van de Kasteel de Walzinlaan en Maxime Van Praaglaan
- Dienstjaar 2025. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 188.063,65€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht. - 188.063,65 € B.T.W..- Artikel : 421/731-60/82-20250273.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 315 kenteken: 1 JPY 219. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 1.067,51 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 467 kenteken: 1 HKF 936. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 855,99 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 313 kenteken: 1 SRN 052. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 1.198,71 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 300 kenteken: 1 TJU 859. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 2.328,91 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 669 kenteken: 1 AQY 836. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 964,66 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 344 kenteken: 1 TFV 211. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 1.637,71 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 141 kenteken: 1 EUW 124. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 468,08 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 489 kenteken: 1 GME 901. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur
- Wijze van financiering - 1.361,25 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mei 2025 : Kunst- en doe-het-zelfbenodigdheden voor gemeentelijke scholen 2025 - Goedkeuring van voorwaarden, gunningsprocedure en te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, lid 3, van de nieuwe gemeentewet - 65.200,00 €, 46.900,00 €, 6.400,00 €, 6.500,00 € voor een totaal van 125.000,00€ B.T.W. - Artikelen : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40.
- 13 mei 2025 : Raamovereenkomst van Leefmilieu Brussel voor de operationele leasing van milieuvriendelijke voertuigen – Volgende opdracht - Goedkeuring van het voertuig gekozen voor de onderwijsdienst - Toewijzing van een voertuig aan de renovatie onderhoudsdienst - Vastlegging van de uitgaven - 781 € per maand, 824,84 € per maand B.T.W. - Artikelen 137/127-12/58, 701/127-12/58.

De Raad neemt kennis.

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.

Marie Borsu entre en séance / treedt in zitting.

Patricia Nagelmackers entre en séance / treedt in zitting.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

22.05.2025/A/0032 **Interpellation de Mme Mavinga : Valorisation du conseil consultatif des personnes en situation de handicap**

Mme Mavinga souhaite attirer l'attention sur le travail remarquable accompli par le Conseil consultatif communal des personnes en situation de handicap (CCCPSH), auquel elle a eu l'honneur de participer en tant qu'expert délégué par le

groupe Epsilon.

Ce Conseil, créé à l'initiative de la commune, a pour mission d'émettre des avis sur les problèmes concrets rencontrés quotidiennement par les personnes concernées par le handicap. Il regroupe des associations engagées ainsi que des citoyens directement touchés et se réunit régulièrement pour formuler des propositions au Collège.

Durant la mandature précédente, de nombreuses activités ont été réalisées, témoignant de l'engagement et du dynamisme de ses membres. Ces actions ont contribué à améliorer l'accessibilité des infrastructures uccloises, à sensibiliser la population aux défis rencontrés par les personnes en situation de handicap et à promouvoir leur inclusion dans la vie communale.

Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de mobilité. Le Conseil supérieur national des personnes handicapées souligne que malgré des réglementations ambitieuses, des défauts d'accessibilité demeurent nombreux sur le terrain.

M. l'Echevin Vanraes joue un rôle essentiel de relais entre le CCCPSH et le Collège communal ; ce rôle de lien, de transmission et d'écoute est fondamental pour assurer que les préoccupations, les propositions et les besoins exprimés au sein du Conseil soient bien entendus et pris en compte dans les décisions politiques locales.

Les nouveaux membres du CCCPSH ont été désignés le mois dernier. C'est une équipe engagée, composée de citoyens concernés, d'experts et de représentants d'associations. Leur implication, leur expérience de terrain (car ce sont des personnes qui connaissent les réalités du terrain mieux que personne) et leur volonté d'agir méritent d'être pleinement soutenues. Leur travail collectif, inclusif, c'est plus qu'un engagement politique, c'est un message d'humanité. Et c'est aussi un vrai moteur d'espoir pour beaucoup. Mme Mavinga remercie le Collège de faire de cette mission une priorité avec cœur et constance.

Mme Mavinga tient à attirer l'attention sur un aspect souvent trop peu visible de la question du handicap : la santé mentale. Les personnes vivant avec un handicap psychique sont encore trop souvent oubliées ou mises à l'écart. Leur inclusion, leur accompagnement et le respect de leur dignité méritent tout autant notre attention et notre bienveillance. Ce sujet a d'ailleurs été abordé lors d'une réunion de la plateforme Santé, créée par M. Hublet lorsqu'il exerçait cette compétence scabinale.

Mme Mavinga suggère que le problème de la santé mentale des jeunes et adolescents soit inscrit spécifiquement à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de cette plateforme.

Elle souhaite que la commune renforce le soutien au Conseil consultatif et valorise davantage ses recommandations dans les décisions communales, développe un plan d'action ambitieux pour améliorer l'accessibilité et la mobilité des personnes en situation de handicap, mette en place des initiatives spécifiques pour les personnes concernées par les troubles psychiques, en lien étroit avec les services locaux de santé mentale, et continue à promouvoir une culture de l'inclusion dans l'ensemble de ses politiques.

M. Hublet s'associe pleinement aux propos de Mme Mavinga, dont il salue l'engagement et la pertinence des interventions au sein du Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap au cours de la mandature précédente.

Ayant participé activement à toutes les réunions de cette instance au cours de la mandature écoulée, M. Hublet a pu constater à chaque rencontre la qualité des échanges, la richesse des apports ainsi que la force des propositions fréquemment formulées par Mme Mavinga.

Le Conseil consultatif joue un rôle essentiel dans la commune. Il incarne une démarche citoyenne, inclusive, participative et profondément humaine. C'est un

espace d'écoute, de dialogue mais aussi de propositions concrètes pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap. Les avancées obtenues ces dernières années en termes d'accessibilité, de sensibilisation et de participation à la vie communale ne sont pas le fruit du hasard mais bien le résultat du travail acharné de ses membres, qui sont tous bénévoles.

C'est pourquoi M. Hublet soutient pleinement les appels formulés par Mme Mavinga en faveur d'un renforcement du CCCPSH et de la prise en compte systématique de ses recommandations dans les politiques communales.

Il appuie aussi avec conviction la proposition relative à la santé mentale, en particulier celle des jeunes. Cette dimension doit être intégrée de manière transversale dans l'ensemble des politiques communales. La plateforme Santé s'avère un cadre pertinent pour aborder cette problématique avec les acteurs de première ligne.

M. Hublet espère que la nouvelle mandature permette non seulement de poursuivre le travail accompli au sein du CCCPSH et de la plateforme Santé mais aussi de leur donner un nouveau souffle à travers des moyens renforcés, une reconnaissance accrue et une place structurée dans l'élaboration des politiques locales.

M. Lambert-Limbosch remarque que des passerelles peuvent être établies entre l'activité du CCCPSH et celle du Conseil consultatif des aînés. Il y d'ailleurs eu des échanges entre les présidents des deux assemblées sous la mandature précédente.

Il appuie la proposition visant à renforcer l'intégration dans la politique communale des propositions émanant des différents Conseils consultatifs, et ce d'autant plus qu'il s'agit de la raison d'être de telles assemblées.

L'appel à de nouveaux candidats pour composer ces assemblées ayant été émis dans le Wolvendael, M. Lambert-Limbosch aimerait savoir où en est la procédure.

M. Cohen félicite Mme Mavinga pour son intervention, dont il constate la pertinence sur le terrain depuis qu'il exerce la présidence du CPAS.

M. l'Echevin Vanraes se réjouit de constater que le Conseil communal a vraiment la fibre sociale.

Il rend hommage à l'investissement social de Mme Mavinga, très apprécié dans la commune.

M. l'Echevin Vanraes est tout à fait disposé à inscrire son action dans le sillage des initiatives prises lors de la dernière mandature. Lors de la première réunion, il a d'ailleurs promis qu'à chaque réunion ultérieure, il allait rendre compte du suivi des demandes formulées.

La problématique de la santé mentale, évoquée par Mme Mavinga, constitue un enjeu fondamental. Lorsqu'il exerçait lui-même la fonction de Président du CPAS, M. l'Echevin Vanraes avait mis en place une sorte de plateforme réunissant tous les acteurs ucclois actifs dans le domaine de la santé mentale.

À l'époque, on avait constaté que les diverses associations recevaient souvent les mêmes personnes, ce qui signifiait que de nombreuses autres personnes n'étaient pas aidées.

Il faudra donc songer soit à rétablir une telle plateforme soit à garantir l'accomplissement de l'ensemble des tâches par les structures communales grâce à une optimisation des services.

Quoi qu'il en soit, il faut veiller dans un premier temps à mieux utiliser les moyens dont on dispose.

M. l'Echevin Vanraes confirme qu'une élection au Conseil consultatif a bien eu la semaine dernière, à la satisfaction des membres présents.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van mevr. Mavinga : De rol van de adviesraad voor mensen met een handicap versterken

Mevr. Mavinga wil graag de aandacht vestigen op het opmerkelijke werk dat is verricht door de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap (GARPH), waaraan zij de eer had deel te nemen als deskundige afgevaardigd van de groep Epsilon.

De raad is opgericht op initiatief van de gemeente om advies te geven over de praktische problemen waarmee personen met een handicap dagelijks te maken hebben. Het verenigt geëngageerde verenigingen en direct betrokken burgers en komt regelmatig bijeen om voorstellen te doen aan het college.

Tijdens de vorige ambtstermijn werden veel activiteiten uitgevoerd, wat getuigt van de inzet en dynamiek van de leden. Deze initiatieven hebben geholpen om de toegankelijkheid van de Ukkelse infrastructuur te verbeteren, mensen bewust te maken van de uitdagingen waarmee personen met een handicap worden geconfronteerd en hun integratie in het gemeenschapsleven te bevorderen.

Er blijven echter uitdagingen, vooral op het gebied van mobiliteit. De Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap wijst erop dat er ondanks ambitieuze regelgeving nog veel tekortkomingen zijn op het gebied van toegankelijkheid in de praktijk.

Schepen Vanraes speelt een essentiële rol als link tussen de GARPH en de gemeenteraad; deze rol van contact, overdracht en luisteren is van fundamenteel belang om ervoor te zorgen dat de zorgen, voorstellen en behoeftes die binnen de adviesraad worden geuit, worden gehoord en dat er rekening mee wordt gehouden bij lokale beleidsbeslissingen.

De nieuwe leden van de GARPH zijn vorige maand benoemd. Het is een toegewijd team, bestaande uit bezorgde burgers, deskundigen en vertegenwoordigers van verenigingen. Hun inzet, hun ervaring ter plaatse (want zij kennen de realiteit ter plaatse beter dan wie dan ook) en hun bereidheid om te handelen verdienen alle steun. Hun collectieve, inclusieve werk is meer dan een politieke verbintenis, het is een boodschap van menselijkheid. En het is ook een echte bron van hoop voor veel mensen. Mevr. Mavinga bedankt het college om deze missie met hart en ziel tot een prioriteit te maken.

Mevr. Mavinga wil graag de aandacht vestigen op een aspect van handicaps dat vaak te onzichtbaar is: geestelijke gezondheid. Personen met psychiatrische beperkingen worden nog te vaak vergeten of aan de kant gezet. Hun inclusie, ondersteuning en respect voor hun waardigheid verdienen net zo goed onze zorg en aandacht. Dit onderwerp is ook besproken tijdens een vergadering van het Gezondheidsplatform, dat de h. Hublet heeft opgericht toen hij verantwoordelijk was voor dit gebied.

Mevr. Mavinga stelde voor om de kwestie van de geestelijke gezondheid van jongeren en adolescenten specifiek op de agenda van een toekomstige vergadering van dit platform te plaatsen.

Ze zou graag zien dat de gemeente haar steun aan de Adviesraad intensificeert en meer gebruik maakt van haar aanbevelingen in de gemeentelijke besluitvorming, dat ze een ambitieus actieplan ontwikkelt om de toegankelijkheid en mobiliteit voor personen met een handicap te verbeteren, dat ze specifieke initiatieven ontplooit voor personen met psychische gezondheidsproblemen, in nauwe samenwerking met de lokale diensten voor geestelijke gezondheidszorg, en dat ze een cultuur van inclusie blijft bevorderen in al haar beleid.

De h. Hublet sluit zich volledig aan bij de woorden van mevr. Mavinga, wier inzet en de relevantie van haar interventies binnen de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap tijdens het vorige mandaat.

De h. Hublet heeft actief deelgenomen aan alle vergaderingen van dit orgaan tijdens de laatste ambtstermijn en heeft bij elke vergadering de kwaliteit van de discussies, de rijkdom van de bijdragen en de kracht van de vaak door mevr. Mavinga ingediende voorstellen kunnen vaststellen.

De Adviesraad speelt een essentiële rol in de gemeente. Het belichaamt een benadering die burgerschap, inclusiviteit, inspraak en menselijkheid omvat. Het is een forum voor een luisterend oor, dialoog en concrete voorstellen om het dagelijks leven van personen met een handicap te verbeteren. De vooruitgang die de afgelopen jaren is geboekt op het gebied van toegankelijkheid, bewustzijn en deelname aan het gemeenschapsleven is geen toeval maar het resultaat van het harde werk van de leden, die allemaal vrijwilligers zijn.

Daarom staat de h. Hublet volledig achter de oproep van mevr. Mavinga om de GARPH te versterken en systematisch rekening te houden met zijn aanbevelingen in het gemeentelijk beleid.

Het steunt ook nadrukkelijk het voorstel over geestelijke gezondheid, met name voor jongeren. Deze dimensie moet worden geïntegreerd in al het gemeentelijke beleid. Het Gezondheidsplatform is een relevant kader om deze kwestie met eerstelijns spelers aan te pakken.

De h. Hublet hoopt dat de nieuwe ambtstermijn er niet alleen voor zal zorgen dat het werk binnen de GARPH en het Gezondheidsplatform kan worden voortgezet maar ook dat ze een nieuw leven krijgen door meer middelen, meer erkenning en een gestructureerde rol in de ontwikkeling van lokaal beleid.

De h. Lambert-Limbosch merkt op dat er bruggen gebouwd kunnen worden tussen de activiteiten van de GARPH en die van de Adviesraad voor Ouderen. Tijdens de vorige zittingsperiode hebben er inderdaad uitwisselingen plaatsgevonden tussen de voorzitters van de twee vergaderingen.

Hij steunt het voorstel om de integratie van de voorstellen van de verschillende adviesraden in het gemeentelijk beleid te versterken, vooral omdat dit de raison d'être van dergelijke vergaderingen is.

De h. Lambert-Limbosch wil graag weten hoe het staat met de oproep voor nieuwe kandidaten voor deze vergaderingen in de Wolvendael.

De h. Cohen feliciteert mevr. Mavinga voor haar tussenkomst, die hij op het terrein heeft gezien sinds hij voorzitter is van het OCMW.

Schepen Vanraes is verheugd vast te stellen dat de gemeenteraad echt een sociaal geweten heeft.

Hij brengt hulde aan de sociale toewijding van mevr. Mavinga, die zeer gewaardeerd wordt in de gemeenschap.

Schepen Vanraes is volledig bereid om voort te bouwen op de initiatieven die tijdens de vorige ambtstermijn zijn genomen. Tijdens de eerste bijeenkomst beloofde hij dat hij bij elke volgende bijeenkomst verslag zou uitbrengen over de opvolging van de ingediende verzoeken.

De door mevr. Mavinga genoemde kwestie van de geestelijke gezondheid is van fundamenteel belang. Toen hij zelf voorzitter was van het OCMW, richtte schepen Vanraes een soort platform op dat alle Ukkelse spelers samenbrengt die actief zijn op het gebied van geestelijke gezondheid.

Destijds werd opgemerkt dat de verschillende verenigingen vaak dezelfde mensen ontvingen, waardoor veel andere mensen niet werden geholpen.

Er zal dus moeten worden nagedacht over het opnieuw oprichten van een dergelijk platform of over het garanderen dat alle taken door gemeentelijke structuren worden uitgevoerd door de diensten te optimaliseren.

Hoe dan ook, de eerste stap is om beter gebruik te maken van de middelen die

we tot onze beschikking hebben.

Schepen Vanraes bevestigt dat er vorige week verkiezingen voor de adviesraad zijn gehouden, tot tevredenheid van de aanwezige leden.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation au Conseil communal – Valorisation du Conseil consultatif des personnes en situation de handicap (2).pdf

Jean-Luc Vanraes quitte la séance / verlaat de zitting.

22.05.2025/A/0033

Interpellation de M. Hublet : frontons des « Deux Alice », œuvres classées du sculpteur J. Dillens, aujourd'hui laissées à l'abandon au 57, avenue Groeselenberg.

M. Hublet, en raison de son profond attachement à l'histoire de l'ancienne clinique des Deux Alice, se permet, à la demande de plusieurs habitants du quartier et de membres du Cercle d'histoire d'Uccle, d'interpeller le Collège sur l'avenir des frontons de cette ancienne institution hospitalière.

Ces deux sculptures monumentales, réalisées en 1885 par Julien Dillens, surplombaient autrefois l'institut fondé par Adrien Bruneau. Elles ont miraculeusement survécu à la démolition des bâtiments en 1974, pour faire place à une clinique conforme aux normes de l'époque.

Classés comme monuments en 1992 à l'initiative de la Commission royale des monuments et sites (CRMS), les frontons devaient être entretenus et relocalisés à charge du propriétaire. Longs de plus de neuf mètres, ces bas-reliefs datant de 1877 représentent, pour l'un, les soins aux malades et l'hospitalité aux vieillards, et pour l'autre, l'éducation mutuelle, mettant en scène la fille, la petite-fille et l'épouse d'Adrien Bruneau.

C'est Adrien Bruneau, ami du bourgmestre libéral Louis De Fré, qui finança la construction de l'Institut des Deux Alice, inauguré en 1883. De Fré, également président du bureau de bienfaisance d'Uccle, marqué par les ravages de l'épidémie de choléra en 1866 et préoccupé par le sort des indigents, des malades et des orphelins de sa commune, souhaitait créer un lieu d'accueil digne.

Adrien Bruneau, soucieux de perpétuer la mémoire de sa fille Alice Bruneau et de sa petite-fille Alice Dolez trop tôt disparues, donna à son institut le nom des « Deux Alice ».

Depuis leur classement en 1992, la situation juridique des frontons s'est complexifiée. Il semble que la parcelle où ils reposent appartenait initialement au promoteur du Domaine de l'Observatoire, tandis que les sculptures auraient été, selon un acte notarié, attribuées à un ancien associé du projet aujourd'hui disparu. Cette situation a été analysée, il y a quelques années par Urban Brussels, qui a conclu à l'absence de preuve formelle de propriété ou de mention du classement.

Aujourd'hui, les frontons sont posés à même le sol, le long d'un mur de clôture, dans un espace totalement abandonné. La pierre, déjà fragile, se détériore lentement. Une protection de fortune, faite de planches pourrissantes et de matériaux de récupération, défigure la vue depuis l'aile nord du Domaine. Envahies de végétation, les œuvres ne sont même plus visibles depuis la rue.

À qui appartient la parcelle de terrain où les frontons sont actuellement déposés ? Et qui est aujourd'hui le propriétaire légal des frontons ?

Deux nouveaux bâtiments doivent être prochainement construits sur cette parcelle.

Les promoteurs ou propriétaires concernés sont-ils informés de leurs obligations en matière de conservation, d'entretien et de restauration des frontons classés ? Ont-ils proposé une solution pérenne pour ces monuments ?

La Commission royale des monuments et sites reste-t-elle encore mobilisée dans ce dossier ?

La commune, qui a déjà à plusieurs reprises joué un rôle de médiateur, ne pourrait-elle pas une nouvelle fois intervenir dans ce dossier, par exemple en mettant en contact la CRMS et les promoteurs des futures nouvelles constructions ?

Dans l'attente d'une solution durable, le Collège pourrait-il imposer au promoteur un nettoyage soigneux des abords et le remplacement des protections actuelles afin d'éviter une détérioration irréversible de ces œuvres patrimoniales ?

M. l'Echevin Biermann répond que les informations historiques données par M. Hublet sont tout à fait correctes. Lors de la démolition de la clinique en 1975, les frontons ont été sauvés in extremis et accolés au mur d'enceinte est de la parcelle. À l'occasion du classement en 1992, la Commission royale des monuments et sites (CRMS) avait déjà constaté des dégradations causées par le vent d'ouest. C'est la raison pour laquelle la CRMS avait suggéré un déplacement des frontons contre le mur ouest, mais cela n'a jamais été fait.

En réalité, il s'agit d'une grande parcelle qui a fait l'objet de divisions successives tant avant qu'après le classement. Théoriquement, l'arrêté de classement aurait pu voire aurait dû déterminer non seulement la propriété des frontons mais aussi la charge des servitudes induites par le classement, c.à.d. les modalités d'entretien des frontons. Mais l'arrêté de classement de 1992 reste muet sur ces points. Donc, on ne peut dire avec certitude qui est le propriétaire et encore moins qui a la charge de ces frontons.

La note juridique établie par la Direction du patrimoine culturel d'Urban Brussels énonce la présomption selon laquelle la charge d'entretien serait conjointe et incomberait aux propriétaires solidairement responsables des différentes parcelles issues du démembrement de la grande parcelle. Cette position est contestée par les différents promoteurs. Si le propriétaire de la parcelle centrale, qui a fait l'objet d'un permis délivré récemment par Urban Brussels, intervenait sur les frontons pour des raisons d'ordre purement pratique, il agirait sur une parcelle qui ne lui appartient pas. Cette situation est de nature à susciter des controverses juridiques, à moins que l'ensemble des propriétaires parvienne à s'entendre à cet égard.

Mais il y a un grand espoir sur ce point, étant donné que le PPAS n° 64, adopté par la commune en 2015, mentionne une prescription particulière sur l'aménagement et l'entretien des frontons : lors de l'aménagement de la zone de typologie mixte B (visée par le permis d'urbanisme délivré récemment par Urban Brussels) ainsi que des zones limitrophes, il faudra tenir compte des frontons classés et faire une proposition en vue de la revalorisation de ces monuments, telle que, par exemple, leur intégration dans l'espace public.

Mais cela ne signifie pas que le promoteur qui aurait émis cette proposition serait chargé de la mettre en œuvre. Et il s'avère que le promoteur a considéré être en mesure de résoudre le problème. Au moment de l'introduction de sa demande de permis d'urbanisme en 2023, le propriétaire de la parcelle a précisé qu'il s'engageait à chercher une solution, probablement aussi afin d'obtenir un accusé de réception de dossier complet qui réponde à la prescription du PPAS.

Avec l'aide de la cellule Patrimoine du service de l'Urbanisme, plusieurs pistes ont été évoquées, notamment la possibilité de déplacer les frontons réalisés par Julien Dillens, artiste connu très lié à la commune de Saint-Gilles. Et au moment où ces discussions ont été entamées, la CRMS était en train d'analyser l'éventualité du classement de plusieurs monuments réalisés par Julien Dillens au cimetière de Saint-Gilles, où il est lui-même inhumé. M. l'Echevin Biermann rappelle à cet égard que le

cimetière de Saint-Gilles est situé avenue du Silence sur le territoire ucclois. À cette occasion, le promoteur a sollicité un devis pour la rénovation et le déplacement des frontons, mais vu que chacun des frontons pèse 4,9 tonnes, les coûts du déplacement, sans même compter la restauration, seraient colossaux et exigeraient la mise en œuvre de moyens techniques importants.

Néanmoins, le Collège a contacté la commune de Saint-Gilles pour lui demander si elle serait intéressée par une récupération de ces frontons afin de les intégrer dans un ensemble qui rendrait hommage à Julien Dillens sur le site du cimetière de l'avenue du Silence.

Toutefois, eu égard au fait que la charge d'urbanisme pour le projet concerné s'élève à 112.000 €, il semblait déraisonnable d'en faire porter le poids par le propriétaire de la parcelle et demandeur du permis d'urbanisme.

Il s'agit cependant d'un propriétaire particulièrement sensible à la défense du patrimoine, puisqu'il avait auparavant pris l'initiative de restaurer le buste d'Edith Cavell à l'angle de la rue Edith Cavell et de la rue Marie Depage. Il est revenu voir le Collège très récemment pour proposer une nouvelle affectation de la charge d'urbanisme dans le cadre d'un projet qui pourrait être réalisé sur place dans un petit espace public. Le Collège ayant accueilli favorablement le principe, il reste à en examiner les modalités.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hublet : Twee Alice” frontons, geklasseerde werken van beeldhouwer J. Dillens, nu verlaten op Groeselenberglaan 57.

De h. Hublet heeft, vanwege zijn grote betrokkenheid bij de geschiedenis van het voormalige ziekenhuis Deux Alice, de vrijheid genomen om op verzoek van enkele buurtbewoners en leden van de Geschiedkundige Kring van Ukkel, het college te ondervragen over de toekomst van de frontons van dit voormalig ziekenhuis.

Deze twee monumentale sculpturen, in 1885 gemaakt door Julien Dillens, keken ooit uit over het instituut dat was opgericht door Adrien Bruneau. Op wonderbaarlijke wijze overleefden ze de sloop van de gebouwen in 1974 om plaats te maken voor een ziekenhuis dat voldeed aan de normen van die tijd.

De frontons, die in 1992 op initiatief van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen als monument werden geklasseerd, moesten op kosten van de eigenaar worden onderhouden en verplaatst. Deze bas-reliëfs zijn meer dan negen meter lang en dateren uit 1877. Ze verbeelden ziekenzorg, gastvrijheid voor ouderen en wederzijds onderwijs, met de dochter, kleindochter en echtgenote van Adrien Bruneau.

Het was Adrien Bruneau, een vriend van de liberale burgemeester Louis De Fré, die de bouw van het Institut des Deux Alice financierde, dat in 1883 werd ingewijd. De Fré, die ook voorzitter was van het liefdadigheidsbureau van Ukkel, was diep getroffen door de verwoestingen van de cholera-epidemie in 1866 en begaan met het lot van de behoeftigen, zieken en wezen in zijn gemeente. Hij wilde een waardige ontvangstopplaats creëren.

Adrien Bruneau wilde de herinnering aan zijn te vroeg gestorven dochter Alice Bruneau en kleindochter Alice Dolez levend houden en gaf zijn instituut de naam "Les Deux Alice".

Sinds ze in 1992 op de lijst werden gezet, is de wettelijke status van de frontons steeds complexer geworden. Het lijkt erop dat het stuk grond waarop ze staan oorspronkelijk toebehoorde aan de ontwikkelaar van het Domaine de l'Observatoire,

terwijl de sculpturen volgens een notariële akte werden toegeschreven aan een voormalige partner in het project die nu verdwenen is. Deze situatie werd enkele jaren geleden geanalyseerd door Urban Brussel dat concludeerde dat er geen formeel bewijs van eigendom of vermelding van klassering was.

Tegenwoordig liggen de frontons op de grond, langs een grensmuur, in een volledig verlaten gebied. De steen, die al kwetsbaar is, gaat langzaam achteruit. Een provisorische bescherming van rottende planken en afgedankte materialen ontsiert het uitzicht vanaf de noordvleugel van het domein. De werken zijn overwoekerd door vegetatie en zijn zelfs niet meer zichtbaar vanaf de straat.

Wie is de eigenaar van het perceel waar de frontons momenteel liggen? En wie is nu de wettige eigenaar van de frontons?

Op dit perceel worden binnenkort twee nieuwe gebouwen neergezet. Zijn de betrokken ontwikkelaars of eigenaren op de hoogte van hun verplichtingen met betrekking tot het behoud, het onderhoud en de restauratie van beschermde frontons? Hebben ze een permanente oplossing voor deze monumenten voorgesteld?

Is de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen nog steeds betrokken bij deze kwestie?

Kan de gemeente, die al een aantal keren als bemiddelaar is opgetreden, zich opnieuw met deze zaak bemoeien, bijvoorbeeld door de KCML in contact te brengen met de ontwikkelaars van de toekomstige nieuwbouw?

Kan het college, in afwachting van een duurzame oplossing, van de ontwikkelaar eisen dat hij de omgeving zorgvuldig opruimt en de bestaande bescherming vervangt om onomkeerbare verslechtering van dit erfgoed te voorkomen?

Schepen Biermann antwoordt dat de historische informatie van de h. Hublet helemaal juist was. Toen het ziekenhuis in 1975 werd gesloopt, werden de frontons op het laatste moment gered en bevestigd aan de oostelijke ommuring van het perceel. Ten tijde van de klassering in 1992 had de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen de schade door de westenwind al opgemerkt. Daarom stelde de KCML voor om de frontons naar de westelijke muur te verplaatsen maar dit is nooit gedaan.

In werkelijkheid is dit een groot perceel dat opeenvolgend is opgedeeld, zowel voor als na de klassering. Theoretisch had het klasseringsbesluit niet alleen de eigendom van de frontons kunnen, of zelfs moeten, bepalen maar ook de last van de erfdienstbaarheden die voortvloeien uit de klassering, d.w.z. de methodes om de frontons te onderhouden. Maar het klasseringsbesluit van 1992 zegt niets over deze punten. We kunnen dus niet met zekerheid zeggen wie de eigenaar is, laat staan wie verantwoordelijk is voor deze frontons.

In de juridische nota van de dienst Cultureel Erfgoed van Brussel-Stad wordt het vermoeden geformuleerd dat de verantwoordelijkheid voor het onderhoud gezamenlijk zou zijn en dat de eigenaars hoofdelijk aansprakelijk zouden zijn voor de verschillende percelen die voortvloeien uit de splitsing van het grote perceel. Dit standpunt wordt betwist door de verschillende promotoren. Als de eigenaar van het centrale perceel, waarvoor onlangs een vergunning werd afgeleverd door Urban Brussel, om louter praktische redenen zou ingrijpen in de frontons, zou hij handelen op een perceel dat hem niet toebehoort. Deze situatie zal waarschijnlijk leiden tot een juridische controverse, tenzij alle eigenaren erin slagen overeenstemming te bereiken over de kwestie.

Maar er is goede hoop op dit punt, aangezien BBP nr. 64, dat in 2015 door de gemeente werd goedgekeurd, een specifiek voorschrift vermeldt over de ontwikkeling en het onderhoud van de frontons: bij de ontwikkeling van het gebied met gemengde typologie B (waarvoor onlangs door Urban Brussel een stedenbouwkundige vergunning werd afgegeven) en de aangrenzende gebieden moet rekening worden gehouden met de geklasseerde frontons en moet een voorstel worden gedaan om deze

monumenten op te waarderen, bijvoorbeeld door ze te integreren in de openbare ruimte.

Maar dit betekent niet dat de promotor die het voorstel heeft gedaan verantwoordelijk is voor de uitvoering ervan. En het blijkt dat de promotor dacht dat hij het probleem kon oplossen. Bij de indiening van zijn bouwaanvraag in 2023 verklaarde de eigenaar van het perceel dat hij naar een oplossing zou zoeken, vermoedelijk ook om een ontvangstbevestiging te krijgen van een volledig dossier dat voldeed aan de BBP-vereiste.

Met de hulp van de erfgoedcel van de dienst Stedenbouw werden verschillende opties besproken, waaronder de mogelijkheid om de frontons van Julien Dillens, een bekende kunstenaar met nauwe banden met de stad Sint-Gillis, te verplaatsen. En toen deze discussies begonnen, onderzocht de KCML de mogelijkheid om verschillende monumenten die Julien Dillens had gemaakt op het kerkhof van Sint-Gillis, waar hij zelf begraven ligt, te klasseren. Schepen Biermann herinnert ons eraan dat de begraafplaats Sint-Gillis aan de Stillelaan in Ukkel ligt. In dit geval vroeg de promotor om een offerte voor het renoveren en verplaatsen van de frontons, maar aangezien ze elk 4,9 ton wegen zouden de kosten voor het verplaatsen, om nog maar te zwijgen van het restaureren, kolossaal zijn en aanzienlijke technische middelen vereisen.

Toch heeft het college contact opgenomen met de gemeente Sint-Gillis om te vragen of ze interesse heeft om deze frontons te recupereren zodat ze kunnen worden geïntegreerd in een ensemble dat hulde brengt aan Julien Dillens op de site van de begraafplaats aan de Stillelaan.

Maar aangezien de stedenbouwkundige lasten voor het project in kwestie € 112.000 bedragen, leek het onredelijk om de eigenaar van het perceel en de aanvrager van de bouwvergunning deze last te laten dragen.

Deze eigenaar is echter bijzonder gevoelig voor erfgoedkwesties en heeft eerder het initiatief genomen om de buste van Edith Cavell op de hoek van de Edith Cavellstraat en de Marie Depagestraat te restaureren. Onlangs keerde hij terug naar het college om een nieuwe toewijzing van de stedenbouwkundige lasten voor te stellen als onderdeel van een project dat ter plaatse in een kleine openbare ruimte kon worden uitgevoerd. Nu het college het principe heeft goedgekeurd, moeten de details nog worden onderzocht.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Frontons de Daniel Hublet au Conseil Communal du 22 mai 2025.docx

22.05.2025/A/0034 **Interpellation de M. Cools : fermeture de l'antenne de police du Fort-Jaco**

M. Cools rappelle que M. le Bourgmestre a annoncé dans la presse la suppression prochaine de l'antenne de police du Fort-Jaco. Cette antenne avait été créée à l'origine pour que certaines démarches administratives puissent être effectuées de manière décentralisée et surtout pour que des policiers patrouillant à pied partent et reviennent à l'antenne et renforcent ainsi la sécurité du quartier.

Qu'une antenne soit maintenue ou non, il est important que la présence policière sur le terrain soit toujours effective et que la population soit rassurée à cet égard.

La date de fermeture de cette antenne de police est-elle connue ?

La fermeture de cette antenne pose la question de l'avenir des locaux qu'elle

occupe aujourd'hui et qui sont propriété de la zone de police. Les étages du bâtiment en cause sont, quant à eux, propriété de la commune. Ce sont des logements gérés par la Régie foncière. La commune envisage-t-elle de racheter à la zone de police le rez-de-chaussée pour qu'il y ait un propriétaire unique du bâtiment ? Une reconversion de ce rez-de-chaussée est-elle envisagée afin de le consacrer à des logements, un espace communautaire ou une autre fonction ? Il serait regrettable qu'après le départ de la police, les locaux de l'antenne restent vides pendant une très longue période.

M. Meeus partage les préoccupations de M. Cools.

L'antenne du Fort-Jaco a beau être moins fréquentée, elle n'en constitue pas moins un repère pour tout un quartier. De surcroît, il s'agit d'un quartier résidentiel, dont la population, parfois âgée, ressent davantage le besoin d'une visibilité et d'une proximité des forces de l'ordre.

Quelles alternatives concrètes vont être mises en place pour remplacer cette antenne ? S'agira-t-il d'une présence mobile, d'une antenne itinérante ? Comment un contact de proximité sera-t-il assuré ?

M. le Bourgmestre répond que l'évolution technologique permet d'effectuer de nombreuses démarches en ligne, et il n'y a désormais plus que 3 à 4 visites par semaine à l'antenne du Fort-Jaco.

Cette situation amène à conclure que, dans un souci de bonne gestion, il n'est pas raisonnable de maintenir cette antenne.

Dans un monde idéal, peut-être établirait-on un commissariat dans chaque quartier ucclois parce que ça rassure. Mais ce qui est essentiel, c'est la capacité opérationnelle d'intervention, et celle-ci est garantie par les patrouilles qui circulent en permanence et sont jointes via le 112. À cet égard, le Fort-Jaco bénéficie, comme tous les quartiers ucclois, de la présence de deux patrouilles qui sillonnent l'ensemble du secteur et interviennent dans les 7 minutes qui suivent l'appel. Ce dispositif est beaucoup plus efficace qu'une antenne fixe qui ne sert plus qu'à quelques rares démarches administratives. La suppression de l'antenne permet justement de redistribuer les missions en vue d'une présence renforcée des policiers sur le terrain.

Pour ce qui concerne le devenir des lieux, M. le Bourgmestre précise que le Collège a bien l'intention de racheter le rez-de-chaussée mais n'a pas encore fixé la destination qui lui serait affectée. Ce bien devrait basculer dans le patrimoine de la Régie foncière communale pour la rentrée de septembre au plus tard.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : sluiting van het politiebureau Fort-Jaco

De h. Cools herinnert ons eraan dat de burgemeester in de pers heeft aangekondigd dat het politiebureau Fort-Jaco binnenkort zal worden gesloten. Dit bureau werd oorspronkelijk opgericht om bepaalde administratieve procedures op gedecentraliseerde basis te kunnen uitvoeren en vooral om politieagenten die te voet patrouilleerden de mogelijkheid te bieden het filiaal te verlaten en er terug te keren om zo de veiligheid in de wijk te versterken.

Of er nu wel of geen filiaal bureau wordt behouden, het is belangrijk dat de politie op het terrein altijd effectief aanwezig is en dat de bevolking in dit opzicht wordt gerustgesteld.

Wanneer zal dit politiebureau sluiten?

De sluiting van dit bureau doet de vraag rijzen naar de toekomst van het huidige pand, dat eigendom is van de politiezone. De bovenste verdiepingen van het gebouw in kwestie zijn eigendom van de gemeente. Deze woningen worden beheerd door de Grondregie. Is de gemeente van plan om de begane grond van de politiezone

te kopen zodat het gebouw één eigenaar krijgt? Zijn er plannen om de begane grond om te bouwen tot woningen, een gemeenschapsruimte of een andere functie? Het zou jammer zijn als het pand na het vertrek van de politie heel lang leeg zou blijven staan.

De h. Meeus deelt de bezorgdheid van de h. Cools.

Het bureau Fort-Jaco mag dan minder druk zijn, het is nog steeds een herkenningspunt voor een hele wijk. Bovendien is dit een woonwijk, waar de bevolking, waarvan sommigen bejaard zijn, meer behoefte heeft aan zichtbaarheid en nabijheid van de politie.

Welke concrete alternatieven zullen er komen om dit bureau te vervangen? Wordt het een mobiele aanwezigheid, een rondreizend bureau? Hoe wordt lokaal contact verzekerd?

De burgemeester antwoordt dat technologische ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt om veel procedures online uit te voeren en dat er nu nog maar 3 of 4 bezoeken per week aan het bureau Fort-Jaco zijn.

Deze situatie leidt ons tot de conclusie dat het, in het belang van goed beheer, niet redelijk is om dit bureau te behouden.

In een ideale wereld zouden we misschien in elke Ukkelse wijk een politiebureau oprichten, omdat het geruststellend is. Maar wat essentieel is, is de operationele capaciteit om in te grijpen, en dit wordt gegarandeerd door de patrouilles die constant onderweg zijn en bereikbaar zijn via 112. In dit opzicht profiteert Fort-Jaco, net als alle andere Ukkelse wijken, van de aanwezigheid van twee patrouilles die in de hele sector patrouilleren en binnen 7 minuten na de oproep ingrijpen. Dit systeem is veel effectiever dan een vast bureau dat nu nog maar voor een handvol administratieve procedures wordt gebruikt. Door de afschaffing van het bureau kunnen we onze taken herverdelen om de aanwezigheid van politieagenten op het terrein te vergroten.

Met betrekking tot de toekomst van het pand legde de burgemeester uit dat het college van plan is om de begane grond te kopen maar nog niet heeft besloten waar het voor zal worden gebruikt. Dit eigendom moet uiterlijk aan het begin van het nieuwe schooljaar in september worden overgedragen aan de gemeentelijke Grondregie.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la fermeture de l'antenne de police Fort-Jaco.docx

22.05.2025/A/0035 **Interpellation de Mme Nagelmackers : l'absence de plan de relance pour le commerce local et à la réduction budgétaire de l'ASBL en charge des commerçants**

Mme Nagelmackers rappelle que la Déclaration de politique communale 2025 affirme l'engagement de « soutenir activement le commerce local, pilier du dynamisme économique et du lien social à Uccle » et de « renforcer les moyens dédiés à l'accompagnement des commerçants et à la dynamisation des quartiers commerçants ».

Pourtant, à ce jour, force est de constater l'absence de plan structuré pour la relance du commerce ucclois. Aucune initiative d'envergure ne semble avoir été engagée, alors même que les commerçants subissent, depuis plusieurs années, une pression grandissante : inflation, hausse des loyers, concurrence du commerce en

ligne, et pour certains, une baisse inquiétante de fréquentation.

Dans ce contexte déjà difficile, la décision de réduire de 50 % le budget alloué en 2025 à l'ASBL chargée du commerce étonne. Cette réduction semble difficilement compatible avec les engagements pris en faveur du commerce de proximité lors de la dernière campagne électorale.

Réduire les moyens de l'organe principal dédié à la dynamisation commerciale, c'est affaiblir un levier essentiel pour revitaliser les noyaux commerçants. C'est aussi envoyer un signal décourageant à ceux qui font vivre les quartiers au quotidien : commerçants, artisans, indépendants.

Par ailleurs, une étude récente commandée à la demande des commerçants du Fort-Jaco révèle des constats préoccupants :

- un taux élevé de vacance commerciale ;
- un manque d'animation de l'espace public ;
- un accompagnement administratif jugé insuffisant ;
- une absence de stratégie numérique adaptée.

Et pourtant, Uccle a des atouts. La commune compte 15 noyaux commerçants aux identités fortes, plus de 1.600 commerces de proximité et un tissu entrepreneurial dynamique. Mais ces atouts restent sous-exploités. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une vision globale, cohérente, structurée et ambitieuse pour soutenir durablement le commerce local.

Les mesures ponctuelles comme les chèques commerces ont leur utilité, mais elles ne répondent pas aux enjeux structurels. Ce qu'il faut, c'est une stratégie à long terme, articulée autour d'un véritable plan d'action transversal impliquant l'ensemble des acteurs.

Mme Nagelmackers souhaite donc poser les questions suivantes.

Pourquoi l'étude commandée sur les habitudes de consommation n'a-t-elle pas été rendue publique ou discutée en commission ?

Le Collège envisage-t-il de lancer un véritable plan de relance du commerce ucclois, en concertation avec les commerçants et les associations de quartier ?

Quelles sont les actions concrètes que la commune entend mettre en œuvre dans les prochains mois pour soutenir le commerce local ?

Une meilleure information et un accompagnement renforcé des commerçants sont-ils envisagés, via par exemple un guichet unique pour les porteurs de projets et une meilleure coordination avec la Région ? Cette structure figure-t-elle à l'agenda ?

Comment le Collège envisage-t-il la revitalisation des marchés existants, qui peinent à attirer une fréquentation régulière, contrairement à ceux des communes voisines ? Quels leviers peuvent être activés pour en faire de véritables lieux de vie et de convivialité ?

Plus largement, le Collège ne pense-t-il pas qu'il serait nécessaire d'insuffler davantage d'animation commerciale à l'échelle de la commune, afin de renforcer l'identité propre de chaque noyau commerçant ? Une étude de pré-marketing pourrait-elle être envisagée pour mieux cibler les attentes des habitants et les opportunités commerciales propres à chaque quartier ?

Enfin, la création d'un Conseil consultatif du commerce est-elle à l'étude ? Un tel organe structurerait le dialogue entre commerçants, élus et habitants, et permettrait d'accompagner des projets à moyen et long terme.

Le commerce ucclois mérite bien plus qu'un saupoudrage d'initiatives ponctuelles. Il a besoin d'un cap clair, d'une stratégie locale ambitieuse, dotée d'un véritable plan d'action transversal — urbanistique, économique, numérique et social — et d'un budget à la hauteur des enjeux.

Il en va de la vitalité des quartiers et de la résilience de l'économie locale. Les commerçants méritent mieux qu'un soutien en paroles. Ils attendent des actes, des moyens et une vision. Il est temps de respecter les engagements pris envers eux.

Mme la Première Echevine répond qu'une équipe communale très dynamique est à la disposition des commerçants et du secteur horeca et travaille avec la Région dans le cadre d'un partenariat qui fonctionne très bien. L'opérateur Hub Brussels s'avère un appui efficace à cet égard.

Mme la Première Echevine conteste l'affirmation selon laquelle il y aurait une réduction des moyens destinés à l'accompagnement des commerces. La dotation à l'ASBL communale a été diminuée parce que cette dernière, à l'instar d'autres ASBL communales, dispose de fonds propres importants, qui s'élèvent en l'occurrence à plus de 100.000 €. Les moyens mobilisés pour les activités de l'ASBL demeurent identiques en 2025 ; simplement, la contribution de la commune ne doit plus être aussi élevée pour maintenir le même niveau d'ambition.

Contrairement à ce que les propos de Mme Nagelmackers semblent affirmer, l'ASBL ne constitue pas le bras principal de l'action au bénéfice des commerces ; ce sont le budget communal et le service communal qui assument ce rôle via un système de primes et des accompagnements ciblés et personnalisés, ce dont de nombreux commerçants peuvent témoigner.

Pour ce qui concerne la chaussée de Waterloo, le Collège a été interpellé par des propriétaires de vitrine sur les enjeux auxquels sont confrontés les quartiers commerçants en région bruxelloise.

On a alors suggéré de procéder à un diagnostic de la situation en bonne intelligence avec les commerçants et propriétaires, sous l'égide de l'ASBL, qui a un caractère pluraliste puisque tant l'opposition que la majorité y sont représentées. Ce processus a été lancé sous l'ancienne majorité et les résultats sont arrivés juste avant les élections communales. C'est donc avec une ASBL constituée différemment qu'un atelier associant les commerçants du Fort-Jaco a eu lieu hier soir afin d'examiner les pistes de solution concrètes.

Les animations au sein des quartiers sont systématiquement soutenues par la commune via des soutiens logistiques et financiers approuvés par le Conseil communal.

Outre les deux marchés existants, qui fonctionnent très bien selon les propos des commerçants concernés, le Collège a favorisé l'émergence de nouveaux marchés, puisque depuis un an ont eu lieu les « Mercredis gourmands » sur la place Jean Vander Elst. Ceux-ci cherchent encore un peu leur public mais il faudra sans doute encore un peu persévérer pour récolter les fruits de cette initiative.

Mme la Première Echevine entend poursuivre son travail dans la même optique, dans un esprit collégial, en collaboration avec l'ASBL et avec l'appui de son Echevinat de l'Economie et du Commerce, particulièrement dévoué au service des commerçants : ce n'est en rien un hasard si Uccle est une des communes bruxelloises où la proportion de quartiers commerçants est la plus élevée.

Mme Nagelmackers remercie Mme la Première Echevine pour sa réponse, en concédant que son expérience professionnelle antérieure dans le marketing et la communication l'avait peut-être empêchée de percevoir la réalité d'un plan global destiné à booster l'activité commerciale dans les communes.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Nagelmackers : ontbreken van een herstelplan voor de plaatselijke handel en bezuinigingen op de begroting van de VZW belast met handelaren

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat de gemeentelijke beleidsverklaring 2025 het engagement bevestigt om de lokale handel, een pijler van economische dynamiek en sociale cohesie in Ukkel, actief te ondersteunen en om de middelen te versterken die bestemd zijn voor de ondersteuning van kleinhandelaars en de herwaardering van winkelwijken.

Tot op heden is er echter geen gestructureerd plan om de Ukkelse detailhandel nieuw leven in te blazen. Er lijkt geen groot initiatief te zijn genomen, ook al staan winkeliers al enkele jaren onder toenemende druk: inflatie, stijgende huren, concurrentie van online winkeliers en voor sommigen een zorgwekkende daling van het aantal bezoekers.

Tegen deze toch al moeilijke achtergrond komt het besluit om het budget van de vzw belast met handel tegen 2025 met 50% te verlagen als een verrassing. Deze verlaging lijkt moeilijk te rijmen met de toezeggingen ten gunste van de lokale handel tijdens de laatste verkiezingscampagne.

Door de middelen van het belangrijkste orgaan voor het stimuleren van de handel te verminderen, verzwak je een essentiële hefboom om handelscentra nieuw leven in te blazen. Het zou ook een ontmoedigend signaal zijn voor degenen die dagelijks leven brengen in onze buurten: winkeliers, ambachtslieden en zelfstandigen.

Daarnaast onthult een recent onderzoek in opdracht van de handelaars van Fort-Jaco enkele zorgwekkende bevindingen:

- een hoge commerciële leegstand ;
- een gebrek aan activiteit in de openbare ruimte;
- administratieve ondersteuning onvoldoende geacht;
- een gebrek aan een passende digitale strategie.

En toch heeft Ukkel veel te bieden. De gemeente heeft 15 commerciële centra met een sterke identiteit, meer dan 1.600 buurtwinkels en een dynamische ondernemersstructuur. Maar deze troeven blijven onderbenut. Wat vandaag ontbreekt is een globale, coherente, gestructureerde en ambitieuze visie voor duurzame ondersteuning van lokale handel.

Eenmalige maatregelen zoals handelscheques zijn nuttig maar pakken de structurele problemen niet aan. Wat we nodig hebben is een langetermijnstrategie, opgebouwd rond een echt functieoverschrijdend actieplan waarbij alle spelers betrokken zijn.

Mevr. Nagelmackers wil daarom de volgende vragen stellen.

Waarom is het in opdracht gegeven onderzoek naar consumentengewoonten niet openbaar gemaakt of in de commissie besproken?

Is het college van plan een echt plan te lanceren om de handel in Ukkel nieuw leven in te blazen, in overleg met winkeliers en buurtverenigingen?

Welke concrete maatregelen denkt de gemeente de komende maanden te nemen om de lokale handel te steunen?

Zijn er plannen om de informatie en ondersteuning voor detailhandelaars te verbeteren, bijvoorbeeld door het opzetten van een one-stop shop voor projectontwikkelaars en het verbeteren van de coördinatie met het Gewest? Staat deze structuur op de agenda?

Hoe denkt het college de bestaande markten nieuw leven in te blazen, die het moeilijk hebben om vaste klanten aan te trekken, in tegenstelling tot die in naburige gemeentes? Welke hefboomen kunnen worden geactiveerd om er echte plaatsen van te maken om te wonen en te socialiseren?

Is het college niet van mening dat er meer commerciële activiteit in de hele gemeente moet komen om de specifieke identiteit van elk winkelcentrum te versterken? Zou een pre-marketingstudie kunnen worden overwogen om de verwachtingen van de lokale bewoners en de commerciële mogelijkheden die specifiek zijn voor elke wijk beter af te stemmen?

Wordt tot slot de oprichting van een adviesraad voor handel overwogen? Zo'n orgaan

zou de dialoog tussen winkeliers, gekozen vertegenwoordigers en bewoners structureren en het mogelijk maken om middellange- en langetermijnprojecten te ondersteunen.

De Ukkelse handel verdient veel meer dan een paar eenmalige initiatieven. Het heeft een duidelijke richting nodig, een ambitieuze lokale strategie met een echt transversaal actieplan - stedelijk, economisch, digitaal en sociaal - en een budget dat past bij de uitdagingen.

De vitaliteit van buurten en de veerkracht van de lokale economie staan op het spel. Winkeliers verdienen meer dan enkel woorden. Ze verwachten actie, middelen en een visie. Het is tijd om onze beloftes aan hen na te komen.

De eerste schepen antwoordt dat er een zeer dynamisch lokaal team beschikbaar was om de handelaars en de horecasector te helpen en samenwerkte met het Gewest in het kader van een partnerschap dat zeer goed werkte. Hub Brussel blijkt in dit opzicht een doeltreffende steun te zijn.

De eerste schepen betwist de bewering dat er minder middelen zijn uitgetrokken voor de ondersteuning van winkels. De subsidie aan de gemeentelijke vzw is verlaagd omdat de vzw, net als andere gemeentelijke vzw's, een aanzienlijk eigen vermogen heeft, in dit geval meer dan € 100.000. De middelen die worden ingezet voor de activiteiten van de vzw zullen in 2025 hetzelfde blijven maar de bijdrage van de gemeente zal niet meer zo hoog hoeven te zijn om hetzelfde ambitieniveau te behouden.

In tegenstelling tot wat mevr. Nagelmackers lijkt te beweren, is de vzw niet het belangrijkste element van de actie ten voordele van de handel; het zijn de gemeentebegroting en de gemeentelijke dienst die deze rol op zich nemen via een systeem van premies en gerichte, gepersonaliseerde steun, zoals vele handelaars kunnen getuigen.

Wat de Waterlooosesteenweg betreft, werd het college benaderd door winkeleigenaars over de problemen waarmee winkelwijken in het Brusselse gewest te maken hebben.

Er werd toen voorgesteld om een diagnose van de situatie te stellen in overleg met de winkeliers en eigenaars, onder auspiciën van de vzw, die pluralistisch van aard is omdat zowel de oppositie als de meerderheid erin vertegenwoordigd zijn. Dit proces werd gestart onder de vorige regering en de resultaten kwamen vlak voor de lokale verkiezingen. Daarom werd gisteravond met een anders opgezette vzw een workshop gehouden met de winkeliers van Fort-Jaco om naar concrete mogelijke oplossingen te kijken.

Evenementen in de wijken worden systematisch ondersteund door de gemeente via logistieke en financiële hulp die is goedgekeurd door de gemeenteraad.

Naast de twee bestaande markten, die volgens de betrokken handelaars zeer goed werken, heeft het college de opkomst van nieuwe markten aangemoedigd, met de "Mercredis gourmands" die het afgelopen jaar op het Jean Vander Elstplein werden gehouden. Ze zijn hun publiek nog aan het vinden maar we zullen waarschijnlijk wat langer moeten volhouden om de vruchten van dit initiatief te plukken.

De eerste schepen is van plan haar werk in dezelfde geest voort te zetten, in samenwerking met de vzw en met de steun van haar dienst Economie en Handel, die zich in het bijzonder ten dienste stelt van de kleinhandelaars: het is geen toeval dat Ukkel een van de Brusselse gemeentes is met het grootste aandeel winkelwijken.

Mevr. Nagelmackers bedankte de eerste schepen voor haar antwoord, waarbij ze toegaf dat haar eerdere professionele ervaring op het gebied van marketing en communicatie haar misschien had weerhouden van het waarnemen van de realiteit van een globaal plan dat bedoeld is om de commerciële activiteit in de gemeentes te stimuleren.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Nagelmackers relative à l'absence de plan de relance pour le commerce local et à la réduction budgétaire de l'ASBL en charge des commerçants.docx

22.05.2025/A/0036 **Question orale de M. Cools : kermesse de Saint-Job**

M. Cools rappelle que deux fois par an, au plus grand plaisir des petits et des grands, la place de Saint-Job accueille une kermesse.

La première a lieu traditionnellement au mois de mai. Dans un premier temps, les forains ont été informés par un courrier de la commune mi-avril de cette année, donc très tardivement, de la suppression de la kermesse, qui était donc programmée un peu plus d'un mois plus tard, et ce en raison des travaux au pont Carsoel.

Dans un second temps, une solution a pu être trouvée avec quelques changements pour que la kermesse ait lieu, et M. Cools s'en réjouit.

Le Collège pourrait-il expliquer cette séquence des événements ? Pourquoi cette concertation n'a-t-elle pas eu lieu plus tôt ?

Comment la kermesse se déroulera ? Y aura-t-il des changements par rapport au passé quant à la localisation de la kermesse ?

Lorsque M. Cools a consulté le site internet de la commune voici quelques jours, la kermesse renseignée était toujours celle de 2024.

Mme la Première Echevine répond que le site de la commune a été mis à jour le 13 mai. La kermesse démarre le vendredi 23 mai.

Chaque année, aux mois de mai et septembre, la kermesse s'installe sur la place de Saint-Job, ce qui entraîne un déplacement du marché du lundi qui a lieu sur ce site. En raison de l'installation de ce marché, la circulation est normalement fermée devant les commerces. Or, la fermeture du pont Carsoel, qui s'est ajoutée par surcroît, a rendu la situation plus compliquée quant à l'accessibilité du quartier. Le Collège a donc informé directement les forains que la kermesse ne pouvait pas être organisée dans un tel contexte.

Mais comme la politique requiert d'être à l'écoute des réalités du terrain, un contact a pu être établi rapidement avec les forains, les commerçants et les marchands afin de déterminer dans quelle mesure, moyennant des concessions mutuelles de la part de chaque partie, il était possible d'assurer une organisation simultanée de ces différents événements sans impacter trop fortement la circulation.

Une solution a pu être dégagée après plusieurs réunions avec les intéressés : les forains installés sur une zone correspondant à un tiers de la place de Saint-Job déménagent leur dispositif le dimanche soir, de manière à permettre l'installation du marché du lundi.

Les forains fournissent donc un effort qui exige beaucoup de travail de leur part, le marché peut se tenir sur la place quoique les marchands y soient un peu moins nombreux et les titulaires des commerces alentour sont heureux d'accueillir la kermesse en dépit de son impact sur le stationnement. Le Collège a dès lors décidé de prolonger les deux heures de gratuité du stationnement jusqu'à la reprise de la circulation automobile sur le pont Carsoel le 19 juillet prochain.

Mme la Première Echevine insiste sur le caractère tout à fait exceptionnel des circonstances de cette année-ci, et ce d'autant plus que le container de la pharmacie

installé durant les travaux prenait la place de deux métiers de forains et de deux marchands. Ceci explique la succession chronologique des décisions et des solutions qui ont pu être trouvées.

M. Cools remercie Mme la Première Echevine pour les précisions fournies.

Il regrette seulement que la solution permettant de concilier les intérêts des marchands du lundi et des forains n'ait pu être trouvée plus tôt.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : kermis van Saint-Job

De h. Cools herinnert ons eraan dat er twee keer per jaar, tot groot genoegen van jong en oud, een kermis wordt gehouden op het Sint-Jobsplein.

De eerste wordt traditioneel in mei gehouden. Aanvankelijk werden de kermisexploitanten half april van dit jaar, erg laattijdig, per brief door de gemeente geïnformeerd dat de kermis was afgelast en dus iets meer dan een maand later zou plaatsvinden vanwege de werkzaamheden aan de Carsoelbrug.

Er werd toen een oplossing gevonden, met een paar wijzigingen, zodat de kermis door kon gaan, waar de h. Cools erg blij mee is.

Kan het college deze opeenvolging van gebeurtenissen verklaren? Waarom heeft dit overleg niet eerder plaatsgevonden?

Hoe wordt de kermis georganiseerd? Worden er veranderingen aangebracht aan de locatie van de kermis?

Toen de h. Cools een paar dagen geleden de website van de gemeente raadpleegde, was de vermelde kermis nog steeds die van 2024.

De eerste schepen antwoordt dat de website van de gemeente op 13 mei werd bijgewerkt. De kermis start op vrijdag 23 mei.

Elk jaar, in mei en september, verhuist de kermis naar het Sint-Jobsplein, wat betekent dat de maandagmarkt die daar wordt gehouden moet worden verplaatst. Vanwege de installatie van deze markt is het verkeer normaal gesproken voor de winkels afgesloten. De sluiting van de Carsoelbrug heeft de toegang tot het gebied echter nog ingewikkelder gemaakt. Het college deelde de kermisexploitanten daarom rechtstreeks mee dat de kermis in een dergelijke context niet kon worden georganiseerd.

Maar omdat politiek vereist dat we luisteren naar de realiteit op het terrein, werd er snel contact gelegd met de kermisexploitanten, handelaars en kooplieden om te bepalen in hoeverre het met wederzijdse concessies van elke partij mogelijk zou zijn om deze verschillende evenementen tegelijkertijd te organiseren zonder al te grote gevolgen voor het verkeer.

Na verschillende vergaderingen met de betrokken partijen werd een oplossing gevonden: de kermisexploitanten die geïnstalleerd waren in een gebied dat overeenkomt met een derde van het Sint-Jobsplein zouden hun materiaal op zondagavond verplaatsen zodat de markt op maandag kon worden opgezet.

De kermisexploitanten leveren dus een zeer arbeidsintensieve inspanning en de markt kan nog steeds op het plein worden gehouden, zij het met een iets kleiner aantal verkopers, en de eigenaars van de omliggende zaken zijn blij dat ze de kermis mogen organiseren, ondanks de impact op het parkeren. Het college heeft daarom besloten om de twee uur gratis parkeren te verlengen tot het verkeer op de Carsoelbrug op 19 juli wordt hervat.

De eerste schepen benadrukte het uitzonderlijke karakter van de omstandigheden dit jaar, vooral omdat de apotheekcontainer die tijdens de werkzaamheden werd geïnstalleerd de plaats innam van twee kermisexploitanten en

twee handelaars. Dit verklaart de chronologische opeenvolging van beslissingen en oplossingen die zijn gevonden.

De h. Cools bedankt de eerste schepen voor de toelichting.

Hij betreurt het alleen dat er niet eerder een oplossing is gevonden om de belangen van de maandagmarkt en de kermis met elkaar te verzoenen.

De Raad neemt kennis.

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.

22.05.2025/A/0037

Question orale de M. Tojerow : sécurisation des piétons dans le quartier du Homborch pour la traversée de l'axe rue Engeland - avenue de la gazelle

M. Tojerow signale qu'il y a déjà plusieurs mois, des habitants du Homborch ont fait part de la dangerosité potentielle de la traversée de l'axe rue Engeland – avenue de la Gazelle en raison, d'une part, de la vitesse de circulation automobile et, d'autre part, du manque de passages piétons, singulièrement à la hauteur de l'Institut Pasteur et des arrêts de bus.

Toujours selon des habitants, la visibilité des voitures serait en outre assez réduite à cause de certains virages.

Il y a quelques semaines, une personne a été renversée par un véhicule avenue de la Gazelle.

Le Collège envisage-t-il de sécuriser la traversée de cet axe, par exemple par un passage piéton à hauteur des arrêts de bus situés devant l'Institut Pasteur, ainsi que par un casse-vitesse ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le budget extraordinaire 2025 prévoit un montant de 1.750.000 € pour le réaménagement complet de l'avenue de la Gazelle, qui ne se limitera donc pas au simple placement d'un dispositif ralentisseur ou d'une traversée piétonne.

Cependant, ce réaménagement prendra du temps, étant donné qu'il faudra introduire une demande de permis d'urbanisme, attribuer le marché public et solliciter des subsides. A priori, les travaux pourront être réalisés durant la seconde moitié de l'année 2026. D'ici un an et demi à deux ans, on devrait avoir un espace public entièrement reconfiguré, avec des trottoirs de qualité, une piste cyclable séparée, un gabarit de voirie plus compatible avec la limitation de vitesse à 30 km/h normalement en vigueur avenue de la Gazelle.

En réalité, l'installation d'un dispositif ralentisseur tel qu'un coussin berlinois n'est pas envisageable en raison de la déclivité du terrain, vu qu'il y a une pente de plus de 6 %.

Des traversées piétonnes seront toutefois bien aménagées à hauteur du carrefour débouchant sur la rue Engeland.

Le Collège va étudier l'éventualité d'une installation d'un passage piéton temporaire dans l'attente de ce réaménagement global, mais la présence d'un virage exige qu'on fasse preuve d'un surcroît de prudence à cet égard : si des accidents venaient à survenir à cet endroit à cause du virage, on ne manquerait pas de reprocher à l'administration communale d'y avoir contribué en incitant les gens à traverser la chaussée sur le passage piéton mis en place.

Le réaménagement du carrefour situé dans le bas de l'avenue de la Gazelle va être entamé cette année-ci, vu que le permis d'urbanisme a été délivré. Une zone verte et des traversées vont être créées, et le rétrécissement de la voirie contribuera à

ralentir la vitesse. En outre, le passage piéton situé devant l'Institut Pasteur va être sécurisé.

Quoi qu'il en soit, l'avenue de la Gazelle constitue une priorité pour le Collège.

M. Tojerow rappelle que les habitants du quartier sollicitent depuis longtemps la mise en place d'infrastructures de sécurisation susceptibles de réduire la vitesse.

Le maintien du statu quo actuel étant difficilement acceptable, M. Tojerow demande si l'installation de feux de signalisation ne peut être envisagée pour améliorer la situation.

M. l'Echevin Wyngaard répond que l'installation de feux est toujours envisageable mais qu'elle requiert un arbitrage, car un feu avec bouton-poussoir coûte plusieurs dizaines de milliers d'euros.

La commune n'a donc pas la capacité budgétaire d'installer un tel dispositif à tous les passages piétons. Si on commence à placer de tels feux dans des artères résidentielles, on risque d'être confronté à des dizaines de demandes qui ne pourront être assumées financièrement. C'est la raison pour laquelle la commune a tendance à réserver ce type d'installation aux abords d'écoles et aux zones commerçantes.

Quant au problème posé par la descente, le passage de lignes de bus de la STIB complique encore la situation, et la mise en œuvre d'une solution, que ce soit par la création de chicanes ou un dispositif répressif, ne pourra être entreprise que dans le cadre d'un projet de réaménagement global donnant l'opportunité de repenser tout l'espace public.

Quoi qu'il en soit, lorsque ce projet de réaménagement global sera connu, le Collège organisera une séance d'information afin de recueillir l'avis des habitants du quartier.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : veiligheid van voetgangers in de wijk Homborch bij het oversteken van de as Engelandstraat - Gazellenlaan

De h. Tojerow wijst erop dat de bewoners van de wijk Homborch enkele maanden geleden hun bezorgdheid hebben geuit over het mogelijke gevaar van het oversteken van de as Engelandstraat - Gazellelaan vanwege de snelheid van het verkeer en het gebrek aan zebrapaden, met name in de buurt van het Institut Pasteur en bushaltes.

Volgens buurtbewoners wordt de zichtbaarheid van auto's ook verminderd door bepaalde bochten in de weg.

Een paar weken geleden werd iemand aangereden door een voertuig op de Gazellelaan.

Is het college van plan om het oversteken van deze weg veiliger te maken, bijvoorbeeld door een zebrapad aan te leggen bij de bushaltes voor het Institut Pasteur, evenals een snelheidsremmer?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de buitengewone begroting 2025 voorziet in een bedrag van € 1.750.000 voor de volledige heraanleg van de Gazellelaan, die dus niet beperkt zal blijven tot de loutere installatie van een snelheidsremmer of een voetgangersoversteekplaats.

De herontwikkeling zal echter tijd kosten omdat er een bouwvergunning moet worden aangevraagd, de overheidsopdracht moet worden gegund en er subsidies moeten worden aangevraagd. De werken zullen naar verwachting in de tweede helft van 2026 voltooid zijn. Binnen anderhalf tot twee jaar zouden we een volledig

heringerichte openbare ruimte moeten hebben, met kwalitatieve trottoirs, een gescheiden fietspad en een wegprofiel dat beter past bij de snelheidslimiet van 30 km/u die normaal geldt op de Gazellelaan.

In werkelijkheid is de installatie van een remmer zoals een Berlijns kussen niet haalbaar vanwege de helling van het terrein, aangezien er een helling van meer dan 6% is.

Er zullen echter voetgangersoversteekplaatsen komen op de kruising met de Engelandstraat.

Het college zal kijken of het mogelijk is om een tijdelijk zebrapad aan te leggen in afwachting van de algehele herinrichting maar de aanwezigheid van een bocht in de weg betekent dat er in dit opzicht extra voorzichtigheid moet worden betracht: als er op dit punt ongelukken gebeuren vanwege de bocht, zal de gemeente zeker worden verweten dat zij hieraan heeft bijgedragen door mensen aan te moedigen om de weg over te steken via het zebrapad dat is aangelegd.

De herinrichting van het kruispunt onderaan de Gazellelaan zal dit jaar beginnen, na het verlenen van de bouwvergunning. Er komt een groene zone en oversteekplaatsen en de wegversmalling zal helpen om de snelheid te verlagen. Daarnaast wordt het zebrapad voor het Institut Pasteur veiliger gemaakt.

In ieder geval is de Gazellelaan een prioriteit voor het college.

De hTojerow wijst erop dat omwonenden al lange tijd vragen om de aanleg van veiligheidsinfrastructuur om de snelheid te beperken.

Aangezien handhaving van de huidige status quo moeilijk te accepteren zou zijn, vroeg de h. Tojerow of de installatie van verkeerslichten niet overwogen zou kunnen worden om de situatie te verbeteren.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het plaatsen van verkeerslichten altijd een mogelijkheid was maar dat er een besluit over genomen moest worden, omdat een verkeerslicht met een drukknop enkele tienduizenden euro's zou kosten.

De gemeente heeft daarom niet het budget om een dergelijk systeem op alle zebrapaden te installeren. Als we dergelijke verkeerslichten op woonwegen gaan plaatsen, lopen we het risico tientallen aanvragen te krijgen die financieel niet haalbaar zijn. Daarom reserveert de gemeente dit type installatie meestal voor school- en winkelgebieden.

Het probleem van de afdaling wordt nog gecompliceerder door de doorgang van buslijnen van de MIVB. Een oplossing, hetzij door de aanleg van chicanes, hetzij door een repressief systeem, kan alleen worden gevonden in het kader van een globaal herinrichtingsproject dat de mogelijkheid biedt om de hele openbare ruimte opnieuw te bekijken.

Zodra het algemene herontwikkelingsproject bekend is, zal het college zeker een infosessie organiseren om de meningen van de omwonenden te verzamelen.

De Raad neemt kennis.

Yassine Assal quitte la séance / verlaat de zitting.

22.05.2025/A/0038

Question orale de M. Cools : suppression dans les écoles communales de la fête des mères et de la fête des pères

M. Cools rappelle que le Collège a décidé de supprimer la fête des mères et la fête des pères dans les écoles communales.

Cette décision supprime des moments de joie pour les mamans et les papas

lorsque leurs enfants à l'école primaire leur remettent un petit cadeau confectionné à l'école ou encore une carte ou un dessin.

Cette suppression a été annoncée aux parents par une lettre bien tardive du Collège, datée du 12 mai 2025, soit le lendemain de la fête des mères. Ce courrier indique que cette suppression est justifiée par l'évolution des structures familiales (familles monoparentales, homoparentales, recomposées, familles d'accueil,...). Le courrier indique également que cette décision a été prise en concertation avec les directions d'école et que la fête des mères et la fête des pères seront remplacées le 1er juin par une fête des familles en écho à la Journée internationale des parents de l'ONU. M. Cools aurait à tout le moins aimé que l'appellation dans l'enseignement communal fût celle de « fête des parents » car la famille est une notion beaucoup plus large englobant la fratrie, les grands-parents,...

Le courrier du Collège indique que cette nouvelle fête, célébrée le 1er juin, « permettra d'aborder avec les élèves des thématiques riches de sens telles que les liens intergénérationnels, l'entraide, l'amour, la reconnaissance ou encore l'histoire familiale ». On est loin du geste d'amour sous forme de la confection du petit cadeau, pratiquée naguère. Tout ceci, nous dit-on, dans une volonté d'offrir un cadre plus inclusif. « Inclusif », un mot mis à toutes les sauces pour justifier l'abandon de toutes nos traditions. C'est aussi prétendument pour être inclusif que certains ne veulent plus d'arbres de Noël dans l'espace public ou les bâtiments officiels. Sans compter que les vacances de Pâques doivent s'appeler les « vacances de printemps » !

La vraie inclusion, ce n'est pas celle-là. Ce n'est pas, tout en respectant le parcours et les choix de vie de chacun, vouloir imposer à une majorité les choix ou le vécu d'une minorité. Des situations particulières, il en existe toujours, ne fût-ce que celle d'un parent décédé. Un tel cas de figure nécessite une approche personnalisée de l'enfant par l'enseignant.

Ironie du sort, la fête des mères fut introduite en 1913 à Anvers par un échevin libéral, et elle est aujourd'hui supprimée dans l'enseignement communal par une échevine libérale !

Cette suppression a-t-elle fait l'objet d'une concertation étroite avec les parents ? Si c'est le cas, comment a-t-elle été organisée ?

Mme Kokaj rappelle que les mois de mai et de juin sont les mois où, depuis les années 20 puis les années 50, on célèbre respectivement les mamans et les papas en Belgique. Tradition parfaitement sacrée à chérir pour les uns, fête mercantile ou rétrograde institutionnalisée par le Maréchal Pétain et à bannir pour les autres.

Mme Kokaj ne veut pas parler ici du panel d'émotions diverses provoquées par la réception du petit collier de nouilles chez les adultes mais de la tristesse, de l'angoisse, du malaise, du gros chagrin que la fabrication de ces petits présents à l'école provoque chez un trop grand nombre d'enfants et qui sont bien connus dans les milieux scolaires.

Mme Kokaj pense à l'enfant dont le papa ou la maman est absent, depuis longtemps ou depuis toujours, et qui se retrouve seul avec son petit présent, à l'enfant dont le papa ou la maman est présent mais violent, maltraitant et dont l'enfant ne comprend pas qu'alors il ou elle lui a fait tant de mal, il doive le récompenser et lui dire à quel point il est extraordinaire, à l'enfant qui a deux papas ou deux mamans et qui (parce que la société avance lentement sur ces questions et que les enfants peuvent être parfois cruels) redoute les commentaires et moqueries, à l'enfant dont les parents sont mal séparés, en conflit, et dont la fête des papas tombe justement pendant le week-end de maman et qui craint alors que cela ne ravive des disputes.

Mme Kokaj évoque enfin avec difficulté la question des enfants dont le papa ou la maman est décédé tant elle est furieuse de ce qui leur est imposé en ce moment :

un rappel public, impudique et douloureux de leur statut irréversible d'orphelin.

On peut regretter que le modèle de la famille nucléaire classique ait évolué, on peut aussi se réjouir d'évoluer dans une société qui ose questionner le mythe de la famille traditionnelle « parfaite », pas pour ce qu'il serait en théorie toujours mais pour ce qu'il est en pratique parfois.

On ne peut plus considérer que les enfants dont parle Mme Kokaj font partie d'une minorité marginale qui peut bien s'adapter. Ce n'est plus le cas, il suffit de discuter avec les enseignants pour s'en rendre compte. Pour tous ces enfants, ce moment de fabrication du petit collier n'est en fait ni plus ni moins qu'un rappel de la souffrance vécue et vraiment rien d'autre qu'un moment d'angoisse dont, forte de ses 22 années d'enseignement et de ses 19 années de maternité, Mme Kokaj doute de la pertinence pédagogique.

Pour toutes ces raisons, Mme Kokaj s'est réjouie d'apprendre que dans les écoles communales, la fête des mères et la fête des pères seraient remplacées désormais par celle des familles. C'est une décision qui va dans le sens d'un plus grand respect des enfants et de la bienveillance au cœur du projet pédagogique. Mme Kokaj est convaincue que cette décision est de nature à ôter partiellement un poids des épaules des enfants mentionnés, et elle tient à en féliciter Mme l'Echevin Gol-Lescot. Même si la famille reste pour certains une source de souffrance, il s'agit là d'une avancée (d'autant qu'il n'est pas question ici d'interdire ou de supprimer les fêtes des mères et des pères mais simplement de laisser le soin aux familles pour lesquelles cela compte de les organiser elles-mêmes et non plus à l'école).

Le Collège pourrait-il rendre compte de la réception de cette décision par les parents et exposer le cheminement de la décision et les échanges en amont avec les équipes pédagogiques et leur direction ?

Dans d'autres écoles, on a remplacé les fêtes des mères et des pères par la « Fête des gens qu'on aime », ce qui permet également de ne pas oublier les enfants placés, qui vivent en foyer d'accueil et dont l'adulte de référence est l'éducateur ou l'éducatrice. Cette piste est-elle envisagée ?

M. Mercenier rappelle que les familles évoluent, comme évolue la société, et que dans les écoles, les écoles communales comme toutes les autres, la manière de célébrer les fêtes « des mères » et des « pères » est questionnée.

Et c'était jusqu'ici à chaque enseignant ou à chaque équipe pédagogique, parfois à la direction, qu'était laissé le soin de trouver l'équilibre entre la joie du petit cadeau, confectionné sans susciter (trop) de questions chez les enfants qui ont effectivement un papa et une maman autour d'eux et le vécu, parfois difficile, de tout enfant qui vit chez lui une autre réalité que la présence d'une maman et d'un papa ...

Pour le PS, il n'est pas sain de laisser les enseignants, seuls avec les questions sociétales soulevées, imaginer des issues particulières d'école en école, si pas de classe en classe...

Le groupe socialiste salue donc la démarche de questionnement du sujet, menée avec les écoles uccloises.

Il fallait ensuite que la décision découlant de cette réflexion soit la plus acceptable pour tous, c.à.d. qu'autant que possible, elle respecte les sensibilités des uns et s'ouvre à la réalité des autres. La boussole, qui a déterminé les évolutions sociétales autour de la parentalité rappelées par Mme Sirtaine dans ses questions à l'occasion de la Pride, consiste à instaurer des libertés en ce domaine, sans en restreindre d'autres. C'est ce qui a conduit le PS à déposer les propositions parlementaires à l'origine des lois ouvrant le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, par exemple, et à les voter à l'unanimité.

Dans ce cadre-ci, cette boussole indique qu'il faut pouvoir offrir concrètement

aux enfants la possibilité de fêter ceux qui remplissent auprès d'eux le rôle parental, en n'oubliant pas le fait que longtemps, on a fêté les mamans un jour, et les papas un autre. La mesure prise serait un échec si ces mamans et ces papas peuvent croire qu'ils sont oubliés, voire niés dans leur rôle. Comme souvent, c'est la communication autour de cette décision qui sera importante. La communication officielle de la commune, bien sûr, mais aussi celle que feront tous les mandataires.

Par quel cheminement le Collège en est-il venu à décider d'organiser une célébration « des familles » plutôt qu'une fête des mères et une fête des pères dans les écoles communales d'Uccle ?

Comment cette décision sera-t-elle communiquée et mise en œuvre, pour éviter un maximum de malentendus ?

Mme Czekalski rappelle qu'en concertation avec les directions d'école, le Collège a décidé de remplacer la fête des mères et des pères dans les écoles communales au profit d'une fête des familles le 1er juin.

Dans les années 1980, les Nations-Unies ont commencé à s'intéresser aux questions liées à la famille, en ayant pour objectif de sensibiliser davantage les décideurs et le public aux problèmes et aux besoins de la famille ainsi qu'aux moyens efficaces de répondre à ces besoins. Quelques années plus tard, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé que le 15 mai de chaque année serait célébrée la Journée internationale des familles et que le 1er juin serait la Journée mondiale des parents, une journée célébrée chaque année en l'honneur des parents du monde entier.

Cette décision du Collège est à la fois pragmatique et profondément humaine.

Pragmatique d'abord, parce que le nouveau calendrier scolaire rend l'organisation de la fête des mères difficile, celle-ci tombant désormais durant les vacances de printemps. Il est donc logique de repenser l'organisation des moments festifs en tenant compte des réalités pratiques du terrain.

Mais surtout, cette décision est adaptée aux réalités familiales du XXI^{ème} siècle. Les écoles accueillent aujourd'hui des enfants issus de familles très diverses : familles monoparentales, recomposées, homoparentales, enfants confiés à leurs grands-parents ou à des tuteurs... Certains enfants sont aussi confrontés à des deuils ou à des situations très sensibles. Tous ont des histoires personnelles de proches à relayer. La propre mère de Mme Czekalski, qui exerçait la profession d'institutrice maternelle, a été confrontée au décès d'un parent policier assassiné dans l'exercice de ses fonctions à quelques semaines de la fête des pères, et elle se demandait ce qu'elle allait bien pouvoir faire. Une amie de Mme Czekalski se rappelle avoir vécu toute sa scolarité à partir de 5 ans en devant faire des poésies et des bricolages pour un père mort.

Pour Mme Czekalski, proposer une fête qui permette à chaque enfant de célébrer les personnes qui comptent pour lui, sans l'enfermer dans un modèle familial unique, est à la fois bienveillant et intelligent. En cela, la « fête de la famille » est un choix d'ouverture, de respect et de cohérence, qui continue de mettre en lumière la famille comme étant un socle essentiel pour chaque individu.

Certes, certaines traditions évoluent. Mais si elles évoluent au service de la bienveillance et du respect de tous les enfants, alors nous devons les assumer avec conviction.

Dans quelle mesure les équipes pédagogiques seront-elles accompagnées dans la mise en place de cette nouvelle fête ?

Quels seront les moyens de communication utilisés pour expliquer cette décision ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond qu'une partie des écoles avait supprimé la

fête des mères et la fête des pères depuis déjà un certain temps. Il est aussi arrivé que certaines classes les aient supprimées pour répondre justement aux cas particuliers d'enfants orphelins : il semblait en effet difficile de les enjoindre à rédiger un poème pour un père décédé ou une mère absente. Une large réflexion a été entreprise avec les différentes directions d'école afin de tenter d'uniformiser les pratiques. Au cours des années antérieures, des questions ont déjà été posées au sein du Conseil communal afin d'identifier les causes de cette diversité de pratiques observée dans l'enseignement communal.

Mme l'Echevin Gol-Lescot pense qu'il faut se décider à aborder la situation telle qu'elle se présente. Elle tient tout d'abord à préciser qu'elle n'a pas supprimé la fête des mères et la fête des pères : celles-ci existent toujours, chacun connaît leur date, et elles restent tout à fait susceptibles d'être célébrées dans le contexte d'une famille classique. Chaque enfant conserve l'opportunité de faire un cadeau aux gens qui l'entourent s'il en a envie. Tant mieux pour les enfants qui ont encore leurs parents mais pour ceux qui n'ont plus que leur maman ou sont élevés par leurs grands-parents ou sont pris en charge par leur sœur aînée, ne serait-il pas incongru d'imposer la réalisation d'un cadeau pour quelqu'un d'autre ? C'est la raison pour laquelle les écoles vont désormais célébrer les familles au sens large le 1er juin. On va pouvoir par ce biais inclure dans la fête des enfants qui autrement en auraient été exclus, notamment les enfants résidents de homes scolarisés dans les écoles communales qui auraient un attachement particulier pour leur éducateur.

Cette décision n'a pas été prise sur un coup de tête. Des discussions ont été menées depuis environ deux ans avec les différentes directions d'école, qui sont ensuite retournées auprès de leurs enseignants.

Mme l'Echevin Gol-Lescot est persuadée d'avoir pris la meilleure décision pour le bien-être des enfants car celle-ci accroît leurs possibilités d'épanouissement.

Cette décision n'a pas suscité de réaction de la part des parents, qui ont été invités en toute simplicité à participer à une fête le 1er juin en préparant un petit-déjeuner, un goûter ou une distribution de cadeaux.

Quoi qu'il en soit, l'échevinat tient avant tout à faire preuve de bienveillance en ce domaine.

M. le Bourgmestre conteste les titres journalistiques « Uccle supprime », que l'on trouve dans certains organes de presse.

La position de la commune a été caricaturée car, comme Mme l'Echevin Gol-Lescot l'a précisé, il s'agit non d'une suppression mais d'un élargissement. Uccle n'a jamais eu l'intention de supprimer les traditions, qu'il s'agisse des commémorations ou des arbres de Noël.

M. le Bourgmestre tient à citer le mail qu'il a reçu de part d'une citoyenne :

« M. le Bourgmestre, j'ai deux garçons scolarisés dans votre commune, où j'habite depuis plusieurs années. Il y a trois ans, j'ai perdu mon mari des suites d'une douloureuse maladie. Lors de chaque fête des pères, malgré la grande douceur et le tact des enseignants, que je remercie pour leur gentillesse, la fête des pères s'était transformée en douloureux rappel de notre drame. Le fait d'imaginer que dans le futur, mes garçons se sentiront plus intégrés encore est pour moi, et sera certainement pour eux, un grand soulagement. Je tenais simplement à vous dire merci ».

Tout est dit dans ce message. La commune d'Uccle peut être légitimement fière de contribuer à apporter du réconfort à des enfants – certes heureusement minoritaires – qui ont des parcours de vie compliqués.

M. Cools persiste à penser qu'une concertation avec les parents eût été nécessaire au préalable, ne fût-ce que dans le cadre des associations de parents, et que le processus a été annoncé tardivement et aurait dû être entrepris plus en amont.

S'il n'était pas possible de maintenir une fête des mères et une fête des pères, il fallait opter pour une fête des parents car il n'y a pas d'enfants sans parents : il y a toujours des adultes qui assument le rôle de parents (parents adoptifs, tuteur, etc.).

Mme Kokaj conteste les derniers propos de M. Cools selon lesquels tous les enfants ont des parents, car il y a des enfants qui n'ont pas vraiment de parents ou ont des parents qui ne méritent pas d'être célébrés : certains enfants sont détachés de leur famille pour cause d'extrême violence et ne la reverront plus ; d'autres sont victimes d'inceste ou d'autres abus...

M. Mercenier estime que certains intervenants ont peut-être trop insisté sur les situations les plus dramatiques (enfants sans parents, parents décédés, etc.).

En réalité, dans la grande majorité des cas, si des enfants n'ont pas un papa et une maman, c'est parce qu'ils ont deux papas ou deux mamans. Il est donc possible d'être dans la joie sans avoir forcément un père et une mère selon le modèle classique.

Mme Czekalski estime que le Collège a été à l'écoute du secteur concerné puisqu'il y a eu une large réflexion avec les directions d'école.

Mme l'Echevin Gol-Lescot rejoint les propos de M. Mercenier.

Certains enfants ont deux papas ou deux mamans, d'autres ont un beau-papa ou une belle-maman, et tous se retrouveront dans la fête des familles.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : afschaffing van moederdag en vaderdag op plaatselijke scholen

De h. Cools herinnert iedereen eraan dat het college besloten had om moederdag en vaderdag af te schaffen in de gemeentescholen.

Deze beslissing ontnemt moeders en vaders momenten van vreugde wanneer hun kinderen op de basisschool hen een klein cadeautje geven dat op school is gemaakt, of een kaart of tekening.

Dit besluit werd aan de ouders meegedeeld in een laattijdige brief van het college, gedateerd 12 mei 2025, de dag na moederdag. In de brief staat dat deze afschaffing gerechtvaardigd wordt door veranderingen in gezinsstructuren (eenoudergezinnen, ouders van hetzelfde geslacht, gemengde gezinnen, pleeggezinnen ...). In de brief staat ook dat deze beslissing is genomen in overleg met de schooldirecties en dat moederdag en vaderdag zullen worden vervangen door een familiedag op 1 juni die samenvalt met de Internationale Dag van de Ouders van de VN. De h. Cools had op zijn minst gewild dat het gemeentewonderwijs dit "Ouderfeest" had genoemd aangezien het gezin een veel breder concept is, dat broers en zussen, grootouders enz. omvat.

In de brief van het college staat dat dit nieuw feest, dat zal plaatsvinden op 1 juni, leerlingen de gelegenheid zal bieden om betekenisvolle thema's te verkennen zoals banden tussen generaties, wederzijdse hulp, liefde, erkenning en familiegeschiedenis. Het is ver verwijderd van het gebaar van liefde in de vorm van een klein geschenk, zoals we vroeger deden. Dit alles, zo wordt ons verteld, in een poging om een meer inclusief kader te bieden. "Inclusief" is een woord dat wordt gebruikt om het opgeven van al onze tradities te rechtvaardigen. Er wordt ook verondersteld dat sommige mensen geen kerstbomen meer willen in openbare ruimtes of officiële gebouwen uit inclusief oogpunt. En dan hebben we het er nog niet eens over dat de paasvakantie eigenlijk 'voorjaarsvakantie' zou moeten heten!

Dat is niet de echte inclusie. Hoewel we de levensweg en de keuzes van elk individu respecteren, betekent dit niet dat we de keuzes of ervaringen van een minderheid opleggen aan de meerderheid. Er zijn altijd bijzondere situaties, al is het maar de dood van een ouder. Dit soort situaties vereist een persoonlijke benadering van het kind door de leerkracht.

Ironisch genoeg werd moederdag in Antwerpen in 1913 ingevoerd door een liberale schepen en wordt het vandaag afgeschaft in het gemeentonderwijs door een liberale schepen!

Is deze beslissing genomen in nauw overleg met de ouders? Zo ja, hoe was het georganiseerd?

Mevr. Kokaj herinnert ons eraan dat mei en juni de maanden zijn waarin, sinds de jaren '20 en daarna de jaren '50, respectievelijk moeders en vaders worden gevierd in België. Een perfect heilige traditie die voor sommigen moet worden gekoesterd, een mercantiel of retrograde feest dat door maarschalk Pétain is geïnstitutionaliseerd en voor anderen moet worden verboden.

Mevr. Kokaj doelt hier niet op het scala aan emoties dat volwassenen teweegbrengen als ze hun kinderen ontvangen maar op het verdriet, de angst, het onbehagen en de grote droefheid die de productie van deze kleine cadeautjes op school bij te veel kinderen teweegbrengt en die in schoolkringen welbekend zijn.

Mevr. Kokaj denkt aan het kind van wie de vader of moeder lange tijd, of voor altijd, afwezig is geweest en dat alleen achterblijft met zijn of haar kleine cadeautje, aan het kind van wie de vader of moeder aanwezig is maar gewelddadig of grof is, en van wie het kind niet begrijpt waarom hij of zij, als hij of zij hem of haar zoveel kwaad heeft gedaan, hem of haar moet belonen en moet vertellen hoe bijzonder hij of zij is, aan kinderen die twee moeders of vaders hebben en die (omdat de maatschappij traag is in deze kwesties en kinderen soms wreed kunnen zijn) de opmerkingen en de spot vrezen, aan kinderen van wie de ouders niet goed gescheiden zijn, die een conflict hebben en van wie de vaderdag toevallig in het weekend van mama valt en die vrezen dat dit de ruzies weer zal aanwakkeren.

Tot slot heeft mevr. Kokaj er moeite mee om de kwestie van kinderen van wie de ouders zijn overleden aan de orde te stellen omdat ze woedend is over wat hen op dit moment wordt opgelegd: een openbare, schaamteloze en pijnlijke herinnering aan hun onomkeerbare status als wezen.

We kunnen betreuren dat het klassieke gezinsmodel geëvolueerd is maar we kunnen ook blij zijn dat we in een maatschappij leven die de mythe van het 'perfecte' traditionele gezin in vraag durft te stellen, niet voor wat het in theorie altijd zou zijn, maar voor wat het in de praktijk soms is.

We kunnen de kinderen waar mevr. Kokaj het over heeft niet langer beschouwen als een marginale minderheid die zich goed kan aanpassen. Dit is niet langer het geval - je hoeft alleen maar met de leerkrachten te praten om dit te beseffen. Voor al deze kinderen is dit moment van het maken van de kleine ketting in feite niets meer en niets minder dan een herinnering aan het lijden dat ze hebben meegemaakt, en eigenlijk niets meer dan een moment van angst, waarvan mevrouw Kokaj, met haar 22 jaar onderwijservaring en 19 jaar als moeder, de pedagogische relevantie betwijfelt.

Om al deze redenen was mevr. Kokaj opgetogen toen ze hoorde dat moederdag en vaderdag in de gemeentescholen vervangen zouden worden door een familiedag. Het is een beslissing die in de richting gaat van meer respect voor kinderen en de welwillendheid die de kern vormt van het onderwijsproject. Mevr. Kokaj is ervan overtuigd dat deze beslissing een deel van de last van de schouders van de genoemde kinderen zal nemen en ze wil schepen Gol-Lescot feliciteren. Zelfs als

het gezin voor sommige mensen een bron van leed blijft, is dit een stap vooruit (vooral omdat er hier geen sprake is van het verbieden of afschaffen van moeder- en vaderdagen, maar gewoon van het overlaten aan de gezinnen voor wie het belangrijk is om ze zelf te organiseren, in plaats van aan de school).

Kan het college verslag uitbrengen over de manier waarop deze beslissing door de ouders is ontvangen en uitleggen hoe de beslissing tot stand is gekomen en hoe de besprekingen met de onderwijsteams en hun directies zijn verlopen?

In andere scholen zijn moederdag en vaderdag vervangen door "Fête des gens qu'on aime", waarmee ook wordt teruggedacht aan kinderen in de zorg, die in pleeggezinnen wonen en een opvoeder als referentie hebben. Wordt dit overwogen?

De h. Mercenier herinnert eraan dat gezinnen evolueren, net als de maatschappij, en dat in scholen, in gemeentescholen zoals alle andere, de manier waarop moederdag en vaderdag worden gevierd, in vraag wordt gesteld.

Tot nu toe was het aan elke leerkracht of elk onderwijsteam, en soms aan de directie, om de juiste balans te vinden tussen de vreugde van een klein cadeautje, gemaakt zonder (al te veel) vragen op te roepen bij kinderen die een papa en mama om zich heen hebben, en de soms moeilijke ervaring van elk kind dat thuis woont met een andere realiteit dan de aanwezigheid van een mama en papa ...

Voor de PS is het ongezond om leerkrachten alleen te laten met de maatschappelijke kwesties die aan de orde worden gesteld, om zich bepaalde resultaten voor te stellen van school tot school, zo niet van klas tot klas ...

De PS verwelkomt daarom het proces om het onderwerp samen met de Ukkelse scholen ter discussie te stellen.

De beslissing die voortvloeide uit deze reflectie moest vervolgens voor iedereen de meest aanvaardbare zijn, d.w.z. zoveel mogelijk de gevoeligheden van sommigen respecteren en openstaan voor de realiteit van anderen. Het kompas dat de maatschappelijke ontwikkelingen rond ouderschap heeft bepaald, zoals mevr. Sirtaine in haar vragen naar aanleiding van de Pride in herinnering bracht, is het vastleggen van vrijheden op dit gebied, zonder andere te beperken. Dit is bijvoorbeeld de reden waarom de PS de parlementaire voorstellen achter de wetten voor het openstellen van het recht op huwelijk en adoptie voor homoseksuele koppels heeft ingediend en er unaniem voor heeft gestemd.

In deze context geeft dit kompas aan dat we kinderen de praktische mogelijkheid moeten kunnen bieden om diegenen te vieren die de ouderrol voor hen vervullen, in gedachten houdend dat we lange tijd op de ene dag moeders vierden en op de andere dag vaders. De genomen maatregel zou een mislukking zijn als deze vaders en moeders zouden denken dat ze worden vergeten of zelfs dat hun rol wordt ontkend. Zoals vaak het geval is, is de communicatie rond deze beslissing belangrijk. De officiële communicatie van de gemeente natuurlijk maar ook die van al haar mandatarissen.

Hoe kwam het college tot de beslissing om een familiedag te organiseren in plaats van een moederdag en vaderdag in de Ukkelse gemeentescholen?

Hoe wordt deze beslissing gecommuniceerd en geïmplementeerd om zoveel mogelijk misverstanden te voorkomen?

Mevr. Czekalski herinnert eraan dat het college in overleg met de schooldirecties heeft besloten om moederdag en vaderdag in de gemeentescholen te vervangen door een familiedag op 1 juni.

In de jaren '80 begonnen de Verenigde Naties zich te interesseren voor

gezinsgerelateerde kwesties, met als doel beleidsmakers en het publiek bewuster te maken van de problemen en behoeftes van het gezin en van effectieve manieren om aan die behoeftes tegemoet te komen. Een paar jaar later besloot de Algemene Vergadering van de VN dat 15 mei elk jaar gevierd zou worden als de Internationale Dag van het Gezin en dat 1 juni Wereldouderdag zou zijn, een dag die elk jaar gevierd wordt ter ere van ouders over de hele wereld.

Deze beslissing van het college is zowel pragmatisch als zeer menselijk.

Pragmatisch ten eerste, omdat de nieuwe schoolkalender het moeilijk maakt om moederdag te organiseren, die nu in de voorjaarsvakantie valt. Het is dus zinvol om de manier waarop feestelijke evenementen worden georganiseerd te herzien, rekening houdend met de praktische realiteit ter plaatse.

Maar bovenal is deze beslissing aangepast aan de realiteit van gezinnen in de 21ste eeuw. Vandaag de dag verwelkomen scholen kinderen uit de meest uiteenlopende gezinnen: eenoudergezinnen, ouders van hetzelfde geslacht, kinderen onder de hoede van grootouders of voogden enz. Sommige kinderen worden ook geconfronteerd met rouw of zeer gevoelige situaties. Ze hebben allemaal een persoonlijk verhaal te vertellen. Mevr. Czekalski's eigen moeder, een kleuteronderwijzeres, werd geconfronteerd met de dood van een ouder-politieagent die in functie werd vermoord, slechts een paar weken voor vaderdag, en ze vroeg zich af wat ze zou gaan doen. Een van de vriendinnen van mevr. Czekalski herinnert zich dat ze haar hele schooltijd, vanaf haar vijfde, gedichten en knutselwerkjes moest maken voor een overleden vader.

Voor mevr. Czekalski is het zowel zorgzaam als intelligent om een viering voor te stellen waarbij elk kind de mensen kan vieren die belangrijk voor hen zijn, zonder ze op te sluiten in één gezinsmodel. In dit opzicht is het familiefeest een keuze voor openheid, respect en samenhang, die het gezin blijft benadrukken als een essentiële basis voor elk individu.

Natuurlijk evolueren sommige tradities. Maar als ze evolueren in dienst van de zorg en het respect voor alle kinderen, dan moeten we ze met overtuiging aanpakken.

Hoe worden de onderwijsteams ondersteund bij het opzetten van dit nieuwe feest?

Welke communicatiemiddelen zullen worden gebruikt om deze beslissing uit te leggen?

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat sommige scholen moederdag en vaderdag al enige tijd hadden afgeschaft. Sommige klassen hebben ze ook afgeschaft, juist om tegemoet te komen aan de speciale behoeftes van weeskinderen: het leek moeilijk om hen een gedicht te laten schrijven voor een overleden vader of een afwezige moeder. Samen met de verschillende schooldirecties is een breed onderzoek uitgevoerd in een poging om de praktijken te uniformiseren. In voorgaande jaren zijn er al vragen gesteld aan de gemeenteraad om de oorzaken te achterhalen van de diversiteit aan praktijken in het gemeentebestuur.

Schepen Gol-Lescot vindt dat we de huidige situatie moeten aanpakken. Allereerst wil ze duidelijk maken dat ze moederdag en vaderdag niet heeft afgeschaft: ze bestaan nog steeds, iedereen kent de data en het is nog steeds zeer waarschijnlijk dat ze worden gevierd in de context van een traditioneel gezin. Elk kind heeft nog steeds de mogelijkheid om een cadeau te geven aan de mensen om hen heen als ze daar zin in hebben. Des te beter voor kinderen die hun ouders nog hebben, maar voor kinderen die alleen hun moeder nog hebben, of worden opgevoed door hun grootouders, of worden verzorgd door hun oudere zus, zou het niet onlogisch zijn om hen te dwingen een cadeau voor iemand anders te maken? Daarom vieren scholen op 1 juni het gezin in de breedste zin van het woord. Dit stelt ons in staat om kinderen bij de festiviteiten te betrekken die anders uitgesloten zouden zijn, in het bijzonder kinderen die in tehuizen wonen en naar gemeentescholen gaan en die een speciale

band met hun leerkracht hebben.

Deze beslissing werd niet in een opwelling genomen. Er zijn ongeveer twee jaar lang gesprekken gevoerd met de verschillende schooldirecties, die vervolgens teruggingen naar hun leerkrachten.

Schepen Gol-Lescot is ervan overtuigd dat ze de beste beslissing heeft genomen voor het welzijn van de kinderen omdat het hun ontwikkelingskansen zal vergroten.

Deze beslissing lokte geen enkele reactie uit van ouders, die in alle eenvoud werden uitgenodigd om deel te nemen aan een feest op 1 juni door ontbijt of een snack klaar te maken of cadeautjes uit te delen.

Hoe het ook zij, de belangrijkste zorg van de schepen is om goodwill te tonen in dit gebied.

De burgemeester betwist de journalistieke koppen "Uccle supprime" die in bepaalde persorganen te vinden zijn.

Het standpunt van de gemeente is verkeerd weergegeven omdat, zoals schepen Gol-Lescot duidelijk heeft gemaakt, het niet gaat om een afschaffing maar om een uitbreiding. Ukkel is nooit van plan geweest om tradities af te schaffen, of het nu gaat om herdenkingen of kerstbomen.

De burgemeester wil graag een e-mail citeren die hij van een burger heeft ontvangen:

"M. le Bourgmestre, j'ai deux garçons scolarisés dans votre commune, où j'habite depuis plusieurs années. Il y a trois ans, j'ai perdu mon mari des suites d'une douloureuse maladie. Lors de chaque fête des pères, malgré la grande douceur et le tact des enseignants, que je remercie pour leur gentillesse, la fête des pères s'était transformée en douloureux rappel de notre drame. Le fait d'imaginer que dans le futur, mes garçons se sentiront plus intégrés encore est pour moi, et sera certainement pour eux, un grand soulagement. Je tenais simplement à vous dire merci.

Dit bericht zegt alles. De gemeente Ukkel kan terecht trots zijn op haar bijdrage aan het troosten van kinderen - die gelukkig in de minderheid zijn - die een ingewikkeld leven hebben gehad.

De h. Cools blijft van mening dat overleg met ouders vooraf nodig was geweest, al was het maar in het kader van ouderverenigingen, en dat het proces laat werd aangekondigd en eerder had moeten plaatsvinden.

Als het niet mogelijk was om een moederdag en een vaderdag te houden, moesten we kiezen voor een ouderdag want er zijn geen kinderen zonder ouders: er zijn altijd volwassenen die de rol van ouders op zich nemen (adoptieouders, voogden enz.).

Mevr. Kokaj betwist de laatste opmerkingen van de h. Cools dat alle kinderen ouders hebben, omdat er kinderen zijn die niet echt ouders hebben of ouders hebben die het niet verdienen om gevierd te worden: sommige kinderen zijn door extreem geweld van hun familie gescheiden en zien hen nooit meer terug; anderen zijn slachtoffer van incest of andere misstanden ...

De h. Mercenier is van mening dat sommige sprekers misschien te veel nadruk hebben gelegd op de meest dramatische situaties (kinderen zonder ouders, ouders die overleden zijn enz.).

In werkelijkheid is het zo dat in de overgrote meerderheid van de gevallen, als kinderen geen vader en moeder hebben, dat komt omdat ze twee moeders of vaders hebben. Het is dus mogelijk om gelukkig te zijn zonder een vader en een moeder te hebben volgens het traditionele model.

Mevr. Czekalski is van mening dat het college heeft geluisterd naar de betrokken sector, aangezien er een uitgebreide discussie is geweest met de schooldirecties.

schepen Gol-Lescot is het eens met de h. Mercenier.

Sommige kinderen hebben twee vaders of twee moeders, anderen hebben een stiefvader of -moeder, en ze maken allemaal deel uit van het familiefeest.

De Raad neemt kennis.

Daniel Hublet préside la séance / zit de zitting voor.

22.05.2025/A/0039 **Question de Mme Kokaj : fête des familles**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : familiefeest

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0040 **Question orale de M. Mercenier : fête des familles**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : familiefeest

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0041 **Question orale de Mme Czekalski : fête des familles**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van mevr. Czekalski : familiefeest

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0042 **Question orale de Mme.Kokaj : semaine des fiertés et lutte contre les discriminations des personnes LGBTQIA+ à Uccle.**

Mme Kokaj rappelle que la semaine des fiertés se clôturait samedi dernier avec la Pride. Heureux hasard de calendrier, c'est aussi la semaine dernière que la Cour constitutionnelle rendait un arrêt et rejetait plusieurs recours contre la généralisation de l'EVRAS considérant que, contrairement aux mensonges véhiculés

par des groupuscules intégristes - mensonges parfois relayés avec beaucoup de légèreté et d'incohérence par ceux qui se présentent comme les principaux pourfendeurs de ces intégrismes religieux -, l'EVRAS constitue un enseignement libre où les informations sont communiquées de manière objective, critique et pluraliste, sans but d'endoctrinement. Mais quel est le rapport entre la Pride et l'EVRAS ?

La Pride est un événement joyeux, festif, célébrant la liberté d'être et d'aimer qui on veut. Mais elle est aussi et avant tout un événement profondément politique : elle est le rappel de l'émergence d'un mouvement de lutte né dans la nuit du 27 au 28 juin 1969, lorsqu'un groupe de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres se rebellent contre les forces de police venues faire une descente au Stonewall Inn, un bar gay de New-York. La lutte entre les forces anti-émeutes et les personnes présentes fait rage pendant plusieurs jours. Ces émeutes sont depuis lors considérées comme une étape majeure dans la lutte pour l'égalité des droits entre personnes hétérosexuelles, bisexuelles, homosexuelles et transgenres. Il convient de rappeler que c'est Marsha P. Johnson, une femme trans noire, activiste des droits des transsexuels, homosexuels et drag queens, qui a été parmi les premières à résister à l'arrestation ce soir-là.

La tenue de la Pride, ce n'est pas juste le plaisir de célébrer la liberté d'aimer, c'est le rappel qu'aujourd'hui, en raison de leur orientation sexuelle, de leur genre, les mêmes qui se soulevaient en 1969 sont aujourd'hui, et à des degrés différents selon que nous vivions ou non en démocratie, moqués, discriminés, agressés, insultés, assassinés.

Mme Kokaj évoque une agression homophobe le 12 février dans un bus à Bruxelles, 5 guet-apens homophobes en juin dernier dans l'ouest de Bruxelles, l'agression homophobe en novembre contre Adam à la sortie du Bloody Louise, l'assassinat d'Ihsane Jarfi il y a 10 ans, la banalisation de la transphobie dans une partie du champ politique, etc. Des associations comme le Refuge à Bruxelles accueillent chaque jour des jeunes de 18 à 25 ans de tous horizons sociaux et culturels en rupture avec leur famille, mis à la rue en raison de leur orientation sexuelle et de leur genre.

Et contre cette extrême violence dont restent victimes les membres de la communauté LGBTQIA+, l'EVRAS représente un rempart, parce que l'EVRAS permet de prévenir les violences intrafamiliales ou fondées sur le genre, de sensibiliser à la question des droits sexuels, d'éduquer au respect mutuel et au consentement aux relations sexuelles. En communiquant des informations réelles, neutres et non stigmatisantes sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, considérées comme autant d'aspects du développement personnel, l'EVRAS contribue à combattre l'homophobie et la transphobie, dans le système éducatif et par ruissellement au-delà, à créer un environnement plus sûr et plus inclusif.

Défendre l'EVRAS sans concession, c'est donc participer activement et préventivement à la protection et à la défense des personnes LGBTQIA+. On ne peut faire l'un sans l'autre.

À Uccle, nous sommes de bons élèves en la matière. En avril 2021, Mme Kokaj avait soutenu pour le groupe Ecolo une motion engageant la commune dans la lutte contre les violences et discriminations à l'égard des personnes LGBTQIA+, et ce fut une grande fierté de la voir votée à l'unanimité. En 2023, dans le contexte des contestations contre l'EVRAS, Mme Kokaj a interrogé l'échevine de l'Education, qui lui a assuré que, fort heureusement, ces contestations n'avaient aucune conséquence sur les écoles communales. Mais parce qu'aucun droit n'est acquis pour toujours, parce que certaines libertés sont en net recul, puisque les radicalismes et conservatismes de tout poil prennent d'assaut le débat public, il est utile de rappeler les engagements pris.

Quels sont les mesures et dispositifs clés mis en oeuvre autour de ces enjeux essentiels, et plus particulièrement pour ce qui concerne l'accueil de ce public à Uccle ? Qu'en est-il de la mise en oeuvre du plan Diversité, qui concrétise et pérennise

les engagements pris en la matière ?

Mme Sirtaine estime que la Pride de ce samedi 17 mai 2025 est l'occasion de rappeler que la lutte contre les violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+ doit être effective partout, en ce compris dans notre commune.

Si l'on se réfère au chapitre « Egalité des chances et des genres : ensemble pour une commune inclusive » de la Déclaration de Politique communale, Uccle prévoit une série de mesures.

Bien sûr, le PS salue toutes les initiatives visant à renforcer la lutte contre les violences et discriminations à l'égard des minorités, comme les personnes LGBTQIA+.

Le groupe socialiste soutiendra, en la matière, sans l'ombre d'une hésitation, toute avancée en faveur des Ucclois.

La Déclaration prévoit des mesures dont certaines posent question et dont d'autres devraient être amplifiées selon le groupe socialiste.

Concernant les mesures concrètes que prend ou va prendre la commune d'Uccle dans la lutte contre les violences et discriminations contre les personnes LGBTQIA+, le PS demande la sensibilisation et la formation des professionnels de tous les secteurs de prise en charge des personnes LGBTQIA+, comme les enseignants, les professionnels de la petite enfance, les intervenants psycho-médico-sociaux, les travailleurs des maisons de repos, le personnel des fédérations et clubs sportifs et de la police. De plus, le PS demande la création d'une plateforme regroupant toutes les associations actives en la matière sur le territoire communal.

Qu'en est-il de la formation en ce domaine organisée par la Commune ? Est-elle prévue, et au bénéfice de quels professionnels ?

La Belgique dispose d'un véritable arsenal législatif en termes de droits et d'inclusivité des personnes LGBTQIA+. Les acquis, fruits d'initiatives législatives socialistes, sont nombreux : entre autres, l'homoparentalité, l'adoption pour tous, le mariage pour tous, les lois contre les discriminations – fondées notamment sur la base du sexe, en ce compris l'identité et l'expression de genre de même que l'orientation sexuelle -, la procréation médicalement assistée (PMA),...

Quand les socialistes sont au gouvernement, ils prennent des initiatives et la lutte pour les droits des personnes LGBTQIA+ progresse.

Toutefois, l'égalité n'est pas atteinte et la loi n'est pas toujours respectée. Les cas de discriminations et de violences envers les personnes LGBTQIA+ persistent sous de multiples formes. En mai 2025, Unia, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, alertait sur la hausse préoccupante du nombre d'agressions contre les personnes LGBTQIA+, dénonçant un climat inquiétant. Les derniers chiffres publiés par Unia montrent que, sur les 136 dossiers en lien avec l'orientation sexuelle clôturés en 2024, les discours, et surtout les actes de haine, sont beaucoup fréquents que dans les dossiers relatifs à d'autres critères protégés par la loi.

Le combat continue. Il faut renforcer le cadre législatif existant pour rencontrer tous les cas de figure.

Le PS veut notamment :

- la pleine application des droits des personnes LGBTQIA+, notamment pour ce qui concerne l'accès à la parentalité (par exemple, l'égalité d'accès à l'adoption pour les couples homosexuels) ;

- la poursuite effective des délits de presse discriminatoires ;

- une meilleure garantie des droits des personnes intersexes et trans (prendre en compte la non-binarité dans la législation : par exemple, permettre aux personnes

d'enregistrer leur identité de genre non-binaire dans les registres officiels) ;

le soutien et la formation des professionnels de nombreux secteurs pour une meilleure prise en charge des spécificités des personnes LGBTQIA+.

Si l'on se réfère au chapitre « Egalité des chances et des genres : ensemble pour une commune inclusive » de la Déclaration de Politique communale, Uccle prévoit une série de mesures.

Bien sûr, le PS salue toutes les initiatives visant à renforcer la lutte contre les violences et discriminations à l'égard des minorités, comme les personnes LGBTQIA+.

Le groupe socialiste soutiendra, en la matière, sans l'ombre d'une hésitation, toute avancée en faveur des Ucclois.

La Déclaration prévoit des mesures dont certaines posent question et dont d'autres devraient être amplifiées selon le groupe socialiste.

La commune a pris ou va prendre des mesures concrètes pour lutter contre les violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+.

À cet égard, la Déclaration de politique communale prévoit que « la majorité veillera au respect de la législation anti-discrimination ».

Avec quels moyens humains et budgétaires va-t-elle le faire (Plan Diversité, Conseil consultatif pour l'égalité des genres, analyse sur les discriminations,...) ?

Mme l'Echevine De Brouwer signale que le maire de Budapest était présent à la Pride de samedi dernier ; il a pu ainsi disposer d'un espace d'expression pour dénoncer l'interdiction de la Pride à Budapest par le Parlement hongrois.

En 2021, le Conseil des communes et régions d'Europe avait rédigé une lettre ouverte aux gouvernements locaux et régionaux de Pologne pour exprimer sa préoccupation face à la montée des discours anti-LGBTQIA+ et des résolutions discriminatoires adoptées dans ce pays. Les membres du Collège ont signé personnellement cette lettre et ont invité les membres du Conseil communal à lui emboîter le pas. Mme l'Echevine De Brouwer ne doute pas qu'il sera possible de réitérer ce type de démarche sans le moindre problème.

En 2020, le service de l'Egalité des chances a recruté un nouvel agent à temps plein, dont la tâche principale consiste à effectuer la coordination du « gender budgetting » avec le service de la Recette. Cet agent assure aussi le suivi du comité Diversité, où les syndicats sont représentés. Ce comité a établi un plan pour les années 2024 et 2025.

Ce plan prévoit des formations à la diversité en collaboration avec Unia, qui les dispense gratuitement pour les communes dès lors qu'un subside a pu être octroyé. Les formations au management inclusif débiteront dès septembre, après la constitution des groupes censé permettre l'émergence de thématiques susceptibles d'intéresser les agents communaux, et il est probable que la question des discriminations envers les personnes LGBTQIA+ en vienne à être évoquée. Le plan Diversité prévoit également en 2026 l'organisation de formations sur le recrutement neutre ainsi qu'un travail sur la communication neutre.

Des passages piétons « arc-en-ciel » ont été aménagés à des endroits stratégiques et symboliques de la commune (devant le centre administratif de la rue de Stalle ainsi que devant le CPAS, le Centre culturel et l'ancienne Maison communale). Le drapeau arc-en-ciel est arboré deux semaines en mai devant les bâtiments administratifs (Maison communale, CPAS, police).

Les services communaux assurent la diffusion de la campagne de la « Rainbow », qui récolte les témoignages de personnes LGBTQIA+ victimes d'homophobie et de transphobie. De même, on ne manque pas d'informer qu'il est possible de porter plainte ou à tout le moins d'être soutenu par Unia. Une subvention a été accordée à la chorale « Singing Out Brussels » pour ses spectacles, dont les places offertes aux agents communaux ont été écoulées très facilement.

Mme l'Echevine De Brouwer est aussi très fière de mentionner qu'Uccle est une commune où il ne faut plus payer un changement de prénom à l'état civil lorsqu'on est une personne « trans ».

Plusieurs échanges exploratoires ont eu lieu avec la Rainbow pour l'organisation des assises Arc-en-ciel. Mme l'Echevine De Brouwer envisage une révision du modèle, car on a peut-être eu tendance à trop s'appuyer sur cette association, qui a déjà accompli un grand travail en ce domaine. Une proposition sera faite au Collège pour déterminer la méthode à adopter.

Il y a déjà une dizaine de candidatures pour le Conseil consultatif pour l'égalité des genres, qui va être relancé.

Suite à une modification de la loi anti-discrimination, la Région est censée accorder un montant de 60.000 € pour la mise en oeuvre du plan Diversité, étant donné que la population uccloise se situe entre 55.000 et 100.000 habitants. Toutefois, l'octroi de ce montant de 60.000 €, destiné au financement des missions du manager Diversité, n'est pas assuré, du fait que le gouvernement bruxellois actuel est en affaires courantes. Le budget prévu pour l'égalité des chances intègre 19.000 € de dépenses de fonctionnement technique et 10.000 € de subsides.

En 2020, l'Atheneum Calevoet a utilisé le subside qui lui a été octroyé pour acquérir des outils de sensibilisation prônant la tolérance et le respect envers les jeunes LGBTQIA+.

Les gourdes et casquettes décorées de la « Licorne du genre » qui ont été acquises sont utilisées à l'occasion d'événements communaux tels que la Brocante des enfants en 2023 ou la Foire de Saint-Job en 2024. La présence des services communaux sur de tels événements a permis de capter des gens au hasard, qui n'appartenaient pas au public déjà sensibilisé à cette thématique.

Des opérations de sensibilisation ont été menées dans les écoles, avec la collaboration de Mme l'Echevin Gol-Lescot : 633 élèves ont été formés à la lutte contre les inégalités de genre dans les écoles Longchamp, du Centre, de Messidor, du Homborch et du Val Fleuri ainsi que dans deux écoles non communales, l'IRSA et l'Athénée Royal Uccle 1. Une exposition d'œuvres d'artistes « queer » sera organisée en décembre 2025.

La Région étant le principal acteur en matière de formation à cette thématique. La commune ferait double emploi si elle lançait elle-même de telles initiatives, et de toute façon, elle n'en a pas les moyens. Le Collège veille toutefois à ce que des notions telles que le bien-être au travail, la gestion inclusive du personnel et le souci d'un accueil non discriminant du public soient bien intégrées par l'administration.

Tous les programmes de formations proposés par Equal sont communiqués systématiquement au service Egalité des chances, voire à d'autres services s'il s'agit de thématiques telles que « Genres et sport », « Genres et espace public ».

Des actions de sensibilisation à l'accueil des personnes « trans » ont été mises sur pied avec l'ASBL Genre Pluriel dans le cadre de la campagne « All genders welcome », qui organisait la Rainbow en 2020.

Des opérations sont aussi menées en lien avec le service Culture du CPAS et la zone de police. Dans le cadre de son propre plan Diversité, la police, dont la formation en ce domaine est assurée par Unia, a mis en place une « team school », chargée du contact avec les ados et les jeunes dans le but d'informer ceux-ci sur les comportements à risque, le harcèlement ou les actes de haine, notamment à l'égard des personnes LGBTQIA+.

Mme l'Echevin Gol-Lescot rappelle que les programmes EVRAS existent depuis une trentaine d'années et sont organisés au sein des écoles via le Centre PSE (promotion de la santé à l'école).

L'école du Centre applique pour sa part un programme spécial mis sur pied avec la collaboration du Centre de planning familial de Saint-Gilles.

Ce processus, qui est donc loin d'être une nouveauté, vise surtout à répondre aux interrogations des jeunes et est pratiqué de manière très ouverte à Uccle.

Mme Kokaj est impressionnée par l'ampleur des actions déployées par Uccle en ce domaine.

Mme Sirtaine salue l'action menée par le Collège, en espérant qu'elle se déploie sur une plus grande échelle.

Y a-t-il une plateforme informatique qui centralise les formations proposées par toutes les associations actives en ce domaine sur le territoire communal ?

L'analyse dont il est question dans la déclaration de politique communale porte-t-elle sur l'élaboration du prochain plan de diversité ou sur l'évaluation du plan de diversité actuel ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que la commune s'efforce de travailler en réseau et que ce réseau se construit au fil du temps. Toutefois, c'est davantage à l'échelon régional qu'une mise en réseau des acteurs en la matière via une plateforme informatique est envisageable.

Il y a bien une évaluation du précédent plan Diversité qui se concrétise par une mise à jour des données en interne selon des critères tels que le nombre d'agents concernés, l'âge, le genre, la nationalité. Mais l'analyse dont il est question concerne plutôt les assises Arc-en-ciel : il s'agira en l'occurrence de déterminer s'il conviendrait de réorienter les actions en fonction des publics cibles et des thématiques à aborder, dans une perspective de cohésion sociale.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj: Pride Week en de strijd tegen discriminatie van LGBTQIA+-personen in Ukkel.

Mevr. Kokaj herinnert ons eraan dat de Pride Week afgelopen zaterdag eindigde met de Pride. Door een gelukkige samenloop van omstandigheden was het ook vorige week dat het Grondwettelijk Hof een uitspraak deed waarin verschillende beroepen tegen de veralgemening van EVRAS werden verworpen op grond van het feit dat, in tegenstelling tot de leugens die worden verspreid door fundamentalistische groeperingen - leugens die soms met grote lichtheid en onsamenhangendheid worden verteld door degenen die zichzelf presenteren als de belangrijkste critici van deze religieuze fundamentalismen - EVRAS vrij onderwijs is waar informatie wordt overgebracht op een objectieve, kritische en pluralistische manier, zonder het doel van indoctrinatie. Maar wat heeft de Pride te maken met EVRAS?

De Pride is een vreugdevol, feestelijk evenement dat de vrijheid viert om te zijn en te houden van wie je wilt. Maar het is ook, en vooral, een diep politieke gebeurtenis: het is een herinnering aan het ontstaan van een beweging die begon in de nacht van 27 op 28 juni 1969, toen een groep lesbiennes, homo's, biseksuelen en transgenders in opstand kwam tegen de politie die een inval had gedaan in de Stonewall Inn, een homobar in New York. De strijd tussen de oproerpolitie en de aanwezige mensen woedde enkele dagen lang. Deze rellen worden sindsdien gezien als een belangrijke mijlpaal in de strijd voor gelijke rechten voor hetero's, biseksuelen, homoseksuelen en transgenders. Marsha P. Johnson, een zwarte transvrouw en activiste voor de rechten van transseksuelen, homoseksuelen en dragqueens, was een van de eersten die zich die avond tegen de arrestatie verzette.

De Pride gaat niet alleen over het plezier van het vieren van de vrijheid om lief te hebben, het is een herinnering aan het feit dat dezelfde mensen die in 1969 in

opstand kwamen vanwege hun seksuele geaardheid of geslacht, vandaag de dag, in verschillende mate afhankelijk van het feit of we wel of niet in een democratie leven, bespot, gediscrimineerd, aangevallen, beledigd en vermoord worden.

Mevr. Kokaj noemt een homofobe aanval op 12 februari op een bus in Brussel, 5 homofobe hinderlagen afgelopen juni in het westen van Brussel, de homofobe aanval in november op Adam buiten Bloody Louise, de moord op Ihsane Jarfi 10 jaar geleden, de bagatellisering van transfobie in sommige politieke kringen, enz. Elke dag nemen verenigingen zoals Le Refuge in Brussel jongeren op tussen 18 en 25 jaar uit alle sociale en culturele milieus die gebroken hebben met hun familie en op straat gezet zijn omwille van hun seksuele geaardheid of hun geslacht.

En EVRAS is een middel tegen het extreme geweld waarvan leden van de LGBTQIA+-gemeenschap nog steeds het slachtoffer worden, omdat EVRAS het mogelijk maakt om geweld binnen het gezin of op basis van geslacht te voorkomen, het bewustzijn van seksuele rechten te vergroten en mensen voor te lichten over wederzijds respect en instemming met seksuele relaties. Door echte, neutrale en niet-stigmatiserende informatie te geven over seksuele geaardheid en genderidentiteit als aspecten van persoonlijke ontwikkeling, helpt EVRAS homofobie en transfobie te bestrijden, zowel binnen het onderwijssysteem als daarbuiten, om een veiligere en meer inclusieve omgeving te creëren.

EVRAS zonder concessies verdedigen betekent een actieve en preventieve rol spelen in het beschermen en verdedigen van LGBTQIA+-personen. Je kunt het ene niet doen zonder het andere.

In Ukkel zijn we hier goed in. In april 2021 steunde mevr. Kokaj namens Ecolo een motie die de gemeente verplichtte om geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen te bestrijden en het was met trots dat deze unaniem werd aangenomen. In 2023, in het kader van de protesten tegen EVRAS, ondervroeg mevr. Kokaj de schepen van Opvoeding, die haar verzekerde dat deze protesten gelukkig geen gevolgen hadden voor de gemeentescholen. Maar omdat geen enkel recht vanzelfsprekend is, omdat bepaalde vrijheden sterk afnemen en omdat allerlei vormen van radicalisme en conservatisme het publieke debat stormenderhand veroveren, is het de moeite waard om de verplichtingen die we zijn aangegaan niet te vergeten.

Wat zijn de belangrijkste maatregelen en regelingen om deze belangrijke kwesties aan te pakken, met name wat betreft de opvang van deze bevolkingsgroep in Ukkel? Hoe zit het met de uitvoering van het Diversiteitsplan, dat de toezeggingen op dit gebied concretiseert en permanent maakt?

Mevr. Sirtaine is van mening dat de Pride op zaterdag 17 mei 2025 een gelegenheid is om iedereen eraan te herinneren dat de strijd tegen geweld en discriminatie van LGBTQIA+-personen overall effectief moet zijn, ook in onze gemeente.

In het hoofdstuk Gelijke kansen en gendergelijkheid: samen naar een inclusieve gemeente van de gemeentelijke beleidsverklaring plant Ukkel een reeks maatregelen.

Natuurlijk verwelkomt de PS alle initiatieven die gericht zijn op het intensiveren van de strijd tegen geweld en discriminatie van minderheden, zoals LGBTQIA+-personen.

De socialistische fractie zal elke vooruitgang ten gunste van de Ukkelaars zonder aarzelen steunen.

De verklaring voorziet in maatregelen, waarvan sommige vragen oproepen en andere volgens de socialistische fractie moeten worden uitgebreid.

Wat betreft de concrete maatregelen die de gemeente Ukkel neemt of zal

nemen om geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen te bestrijden, roept de PS op tot bewustmaking en training voor professionals in alle sectoren die betrokken zijn bij de zorg voor LGBTQIA+-personen, zoals leerkrachten, professionals in kleine kinderen, psycho-medico-sociale werkers, verpleegpersoneel, personeel van sportfederaties en -clubs en de politie. Daarnaast pleit de PS voor de oprichting van een platform waarin alle verenigingen die in de gemeente op dit gebied actief zijn, worden samengebracht.

Hoe zit het met opleidingen op dit gebied die door de gemeente worden georganiseerd? Is dit gepland en voor welke professionals?

België heeft een echt arsenaal aan wetgeving op het gebied van de rechten en inclusiviteit van LGBTQIA+-personen. Er zijn veel successen geboekt die het resultaat zijn van socialistische wetgevingsinitiatieven: homoparentaliteit, adoptie voor iedereen, huwelijk voor iedereen, antidiscriminatiewetten - met name op basis van geslacht, inclusief genderidentiteit en -expressie en seksuele geaardheid - medisch ondersteunde voortplanting ...

Als de socialisten in de regering zitten, nemen ze initiatieven en gaat de strijd voor de rechten van LGBTQIA+-personen vooruit.

Gelijkheid wordt echter niet bereikt en de wet wordt niet altijd gerespecteerd. Er zijn nog steeds veel vormen van discriminatie en geweld tegen LGBTQIA+-personen. In mei 2025 waarschuwde Unia, het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, voor een zorgwekkende toename van het aantal aanvallen op LGBTQIA+-personen en hekelde het een zorgwekkend klimaat. Uit de laatste cijfers van Unia blijkt dat van de 136 zaken met betrekking tot seksuele geaardheid die in 2024 werden afgesloten, haatzaaiende uitlatingen en vooral haatdragende handelingen veel vaker voorkomen dan in zaken met betrekking tot andere wettelijk beschermde criteria.

Het gevecht gaat door. Het bestaande wetgevingskader moet worden versterkt om alle mogelijke scenario's te dekken.

In het bijzonder wil de PS:

- volledige toepassing van de rechten van LGBTQIA+-personen, met name wat betreft de toegang tot ouderschap (bijvoorbeeld gelijke toegang tot adoptie voor koppels van hetzelfde geslacht);

- effectieve vervolging van discriminerende persmisdrijven;

- betere waarborging van de rechten van intersekse- en transseksuelen (rekening houden met non-binaire kenmerken in de wetgeving: bijvoorbeeld mensen toestaan hun non-binaire genderidentiteit te laten registreren in officiële registers);

- ondersteuning en training voor professionals in allerlei sectoren om ervoor te zorgen dat zij beter rekening houden met de specifieke behoeftes van LGBTQIA+-personen.

In het hoofdstuk Gelijke kansen en gendergelijkheid: samen naar een inclusieve gemeente van de gemeentelijke beleidsverklaring plant Ukkel een reeks maatregelen.

Natuurlijk verwelkomt de PS alle initiatieven die gericht zijn op het intensiveren van de strijd tegen geweld en discriminatie van minderheden, zoals LGBTQIA+-personen.

De socialistische fractie zal elke vooruitgang ten gunste van de Ukkelaars zonder aarzelen steunen.

De verklaring voorziet in maatregelen, waarvan sommige vragen oproepen en andere volgens de socialistische fractie moeten worden uitgebreid.

De gemeente heeft concrete maatregelen genomen of zal die nemen om

geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen.

In dit verband stelt de gemeentelijke beleidsverklaring dat de meerderheid ervoor zal zorgen dat de antidiscriminatiewetgeving wordt nageleefd.

Met welke menselijke en budgettaire middelen zal het dit doen (diversiteitsplan, adviesraad voor gendergelijkheid, analyse van discriminatie ...)?

Schepen De Brouwer wijst erop dat de burgemeester van Boedapest aanwezig was bij de Pride afgelopen zaterdag; dit gaf hem de gelegenheid om zich uit te spreken tegen het verbod van het Hongaarse parlement op de Pride in Boedapest.

In 2021 schreef de Raad van Europese Gemeenten en Regio's een open brief aan lokale en regionale overheden in Polen om zijn bezorgdheid te uiten over de toename van anti-LGBTQIA+ retoriek en discriminerende resoluties in het land. De leden van het college ondertekenden deze brief persoonlijk en nodigden de leden van de gemeenteraad uit om dit voorbeeld te volgen. Mevr. De Brouwer twijfelt er niet aan dat het mogelijk zal zijn om dit type aanpak zonder het minste probleem te herhalen.

In 2020 wierf de dienst Gelijke Kansen een nieuwe voltijdse medewerker aan wiens belangrijkste taak het is om genderbudgettering te coördineren met de dienst Ontvangerij. Deze ambtenaar houdt ook toezicht op het comité Diversiteit, waarin de vakbonden zijn vertegenwoordigd. Dit comité heeft een plan opgesteld voor 2024 en 2025.

Dit plan omvat diversiteitstrainingen in samenwerking met Unia, dat deze trainingen gratis aanbiedt aan gemeentes als er een subsidie is toegekend. De opleidingen in inclusief management gaan in september van start, nadat de groepen zijn samengesteld die thema's moeten aanreiken die voor gemeenteamtensaren interessant kunnen zijn. Waarschijnlijk zal ook discriminatie van LGBTQIA+-personen aan bod komen. In 2026 voorziet het Diversiteitsplan ook in de organisatie van opleidingen over neutrale aanwerving en neutrale communicatie.

Op strategische en symbolische plaatsen in de gemeente (voor het administratief centrum in de Stallestraat maar ook voor het OCMW, het Cultureel Centrum en het voormalige gemeentehuis) zijn "regenboog"-voetgangersoversteekplaatsen gecreëerd. De regenboogvlag wappert in mei twee weken lang voor administratieve gebouwen (gemeentehuis, OCMW, politie).

De gemeentediensten zijn verantwoordelijk voor de verspreiding van de campagne "Regenboog", die getuigenissen verzamelt van LGBTQIA+-personen die het slachtoffer zijn van homofobie en transfoobie. Er wordt ook duidelijk gemaakt dat het mogelijk is om een klacht in te dienen of op zijn minst ondersteund te worden door Unia. Er werd een subsidie toegekend aan het koor "Singing Out Brussels" voor zijn optredens en de kaartjes die werden aangeboden aan gemeenteamtensaren waren snel uitverkocht.

Schepen De Brouwer is ook erg trots om te vermelden dat Ukkel een gemeente is waar je niet langer hoeft te betalen om je voornaam te veranderen bij de Burgerlijke Stand als je een transpersoon bent.

Er hebben verschillende verkennende gesprekken plaatsgevonden met Rainbow om Arc-en-ciel conferenties te organiseren. Schepen De Brouwer overweegt het model te herzien omdat er misschien een tendens is geweest om te veel te vertrouwen op deze vereniging, die al veel werk heeft verricht op dit gebied. Er zal een voorstel worden gedaan aan het college om te bepalen welke methode zal worden toegepast.

Er zijn al ongeveer tien aanmeldingen voor de Adviesraad voor Gendergelijkheid, die binnenkort weer van start gaat.

Na een wijziging in de antidiscriminatiewet zou het Gewest € 60.000 toekennen voor de uitvoering van het Diversiteitsplan, aangezien de Ukkelse bevolking tussen 55.000 en 100.000 ligt. De € 60.000 die is gereserveerd om het werk

van de diversiteitsmanager te financieren, is echter niet gegarandeerd, omdat de huidige Brusselse regering in lopende zaken is. Het budget voor gelijke kansen omvat € 19.000 aan technische werkingskosten en € 10.000 aan subsidies.

In 2020 gebruikte het Atheneum Calevoet zijn subsidie om bewustmakingsmiddelen aan te schaffen die tolerantie en respect voor jonge LGBTQIA+'ers bevorderen.

De waterflesjes en petjes versierd met de "Gender Unicorn" die zijn gekocht, zullen worden gebruikt voor gemeentelijke evenementen zoals de kinderrommelmarkt in 2023 en de jaarmarkt van Sint-Job in 2024. De aanwezigheid van gemeentediensten op dergelijke evenementen heeft ons in staat gesteld om willekeurig mensen aan te trekken die geen deel uitmaakten van het publiek dat zich al bewust was van deze kwestie.

In samenwerking met schepen Gol-Lescot werden er bewustmakingscampagnes gevoerd in scholen: 633 leerlingen werden opgeleid in de strijd tegen genderongelijkheid in de scholen Longchamp, Centre, Messidor, Homborch en Val Fleuri, evenals in twee niet-gemeentelijke scholen, IRSA en Athénée Royal Uccle 1. In december 2025 wordt er een tentoonstelling gehouden met werk van queer kunstenaars.

Het Gewest is de belangrijkste speler op het gebied van opleiding. De gemeente zou dubbel werk doen als ze zelf met dergelijke initiatieven zou komen en ze heeft daar sowieso de middelen niet voor. Het college zorgt er echter voor dat concepten als welzijn op het werk, inclusief personeelsbeleid en niet-discriminerende behandeling van het publiek goed worden geïntegreerd door het bestuur.

Alle trainingsprogramma's die door Equal worden aangeboden, worden systematisch doorgegeven aan de dienst Gelijke Kansen, en zelfs aan andere diensten als de thema's "Gender en Sport" of "Gender en Openbare Ruimte" zijn.

Initiatieven om mensen bewust te maken van de noodzaak om transpersonen welkom te heten werden opgezet met vzw Genre Pluriel als onderdeel van de campagne "All genders welcome", die Rainbow in 2020 organiseerde.

De operaties worden ook uitgevoerd in samenwerking met de dienst Cultuur van het OCMW en de politiezone. Als onderdeel van haar eigen Diversiteitsplan heeft de politie, wier training op dit gebied wordt verzorgd door Unia, een "team school" opgezet, die verantwoordelijk is voor het contact met tieners en jongeren met als doel hen te informeren over risicovol gedrag, intimidatie of haatdragende handelingen, met name jegens LGBTQIA+-personen.

Schepen Gol-Lescot herinnert ons eraan dat EVRAS-programma's al zo'n dertig jaar bestaan en binnen scholen worden georganiseerd via het PSE-centrum (promotion de la santé à l'école).

De school Centre heeft een speciaal programma dat is opgezet in samenwerking met het Centre de planning familial van Sint-Gillis.

Dit proces, dat verre van nieuw is, is vooral gericht op het beantwoorden van vragen van jongeren en wordt zeer openlijk toegepast in Ukkel.

Mevr. Kokaj is onder de indruk van de omvang van de inspanningen van Ukkel op dit gebied.

Mevr. Sirtaine is verheugd over de actie die het college heeft ondernomen en hoopt dat deze op grotere schaal zal worden toegepast.

Bestaat er een IT-platform dat de opleidingen centraliseert die worden aangeboden door alle verenigingen die in de gemeente op dit gebied actief zijn?

Heeft de analyse waarnaar in de gemeentelijke beleidsverklaring wordt verwezen betrekking op de ontwikkeling van het volgende diversiteitsplan of op de evaluatie van het huidige diversiteitsplan?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de gemeente ernaar streefde om als netwerk te werken en dat dit netwerk in de loop van de tijd werd opgebouwd. Het is echter op gewestelijk niveau dat het netwerken van spelers op dit gebied via een IT-platform kan worden overwogen.

Het vorige diversiteitsplan wordt geëvalueerd en de gegevens worden intern bijgewerkt op basis van criteria zoals het aantal betrokken werknemers, leeftijd, geslacht en nationaliteit. Maar de analyse in kwestie heeft meer te maken met de Arc-en-ciel conferentie: het gaat erom te bepalen of het gepast zou zijn om de acties te heroriënteren naargelang de doelgroepen en de thema's die aan bod moeten komen, met het oog op sociale cohesie.

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0043 **Question orale de Mme Sirtaine : lutte contre les violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+ - Formation.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van mevr. Sirtaine : bestrijding van geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen - Opleiding,

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0044 **Question orale de Mme Sirtaine : lutte contre les violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+ - Sensibilisation et prévention.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Sirtaine : bestrijding van geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen - bewustmaking en preventie.

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0045 **Question orale de Mme Sirtaine sur la lutte contre les violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+ - Outils et moyens.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Sirtaine : bestrijding van geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen - instrumenten en middelen.

De Raad neemt kennis.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

Question orale de Mme. Vanderborght : écrans publicitaires digitaux (JC-DECAUX)

Mme Vanderborght signale que dans plusieurs quartiers d'Uccle, de nombreux écrans publicitaires digitaux exploités par l'entreprise JC Decaux sont vandalisés.

Outre le problème évident de dégradation, ces dispositifs lumineux posent aussi des questions environnementales et sociétales majeures :

ils consomment de l'électricité - selon les études, l'équivalent de la consommation d'un à deux ménages -, ce qui va à l'encontre des efforts de sobriété énergétique ;

ils encouragent une logique de surconsommation difficilement compatible avec les objectifs de transition écologique ;

ils génèrent une pollution visuelle, en saturant l'espace public et en créant des distractions dangereuses pour les usagers de la route ;

ils encombrant les trottoirs et diminuent inutilement les espaces de circulation des piétons.

Selon les termes du contrat conclu entre la commune d'Uccle et l'entreprise JC Decaux, dispose-t-on d'un recensement du nombre de ces écrans publicitaires digitaux et de leur état, et quelles sont les obligations légales de JC Decaux de les remplacer ou de les réparer lorsqu'ils sont vandalisés ?

Par ailleurs, le plan climat de la commune spécifie comme action concernant la sobriété énergétique de « limiter l'usage du mobilier urbain à des fins publicitaires », en envisageant d'interdire les publicités vidéos sur les écrans LED et de réduire les horaires de diffusion de publicités (extinction de 22h00 à 6h00).

Mme Vanderborght suppose donc que le Collège prendra les dispositions nécessaires pour mettre fin progressivement aux contrats liés à ces écrans publicitaires digitaux.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il faut distinguer différents types de panneaux publicitaires dans l'espace public.

Il y a tout d'abord les panneaux liés aux abribus, qui ont été installés dans le cadre d'un marché conclu avec la commune. Outre les 135 panneaux publicitaires liés aux 200 abribus présents sur le territoire communal, il y a 6 panneaux dissociés, qui ne sont pas digitaux. Ceci rapporte à peu près 400.000 € par an à la commune.

La convention conclue avec le fournisseur prévoit des délais d'intervention en cas de dégâts : une intervention dans l'heure pour le signalement d'un incident, dans les 8 heures (sauf les week-ends) pour une réparation de sécurisation, dans les 7 jours pour une réparation définitive, et dans les 15 jours pour une réparation de grande envergure.

Il y a par ailleurs les panneaux digitaux évoqués par Mme Vanderborght, qui relèvent d'une concession entre Villo et la Région. Ces panneaux digitaux sont soit proches des stations soit ailleurs dans l'espace public en tant que panneaux dissociés, à titre de compensation de l'impossibilité d'un placement à proximité des stations. Le délai d'intervention est fixé par une convention sur laquelle la commune n'a pas de prise, puisqu'elle n'est pas partie prenante. Vu que les services communaux ignorent les conditions qui figurent dans ce document liant la Région et l'entreprise JC Decaux, le Collège a pris contact avec les instances régionales afin que celles-ci fassent le nécessaire dans les meilleurs délais. N'étant pas en relation contractuelle avec JC Decaux, la commune n'est donc pas responsable de ces panneaux.

Toutefois, comme l'ont rappelé très justement les Echevins Biermann et De Brouwer, des règles sont imposées dans le cadre des permis d'urbanisme : on exige que les panneaux soient éteints la nuit et qu'il n'y ait pas de messages mobiles

susceptibles de distraire les automobilistes.

Pour ce qui le concerne, le Collège ne manque pas de réfléchir à la pertinence du maintien d'un panneau publicitaire à tel ou tel endroit et procède à une analyse au cas par cas.

La concession entre Villo et la Région prend fin en principe en 2026. Dans ce domaine aussi, la constitution d'un gouvernement de plein exercice serait utile pour poser les jalons d'un nouveau marché, de manière à déterminer quel type de vélo serait le plus pertinent et comment devrait être disposée la publicité ad hoc dans l'espace public. Les conclusions des négociations qui auront lieu à ce sujet devront être reprises dans un cahier des charges.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van mevr. Vanderborght : digitale reclameschermen (JC-DECAUX)

Mevr. Vanderborght meldde dat een aantal digitale reclameschermen van JC Decaux in verschillende wijken van Ukkel vernield waren.

Naast het voor de hand liggende probleem van degradatie, werpen deze verlichtingsapparaten ook belangrijke milieu- en sociale problemen op:

Ze verbruiken elektriciteit - afhankelijk van het onderzoek het equivalent van het verbruik van één of twee gezinnen - wat ingaat tegen de inspanningen om het energieverbruik te verminderen;

Ze moedigen een logica van overconsumptie aan die moeilijk te verenigen is met de doelstellingen van ecologische transitie;

Ze veroorzaken visuele vervuiling, verzadigen de openbare ruimte en leiden weggebruikers gevaarlijk af;

Ze maken trottoirs onoverzichtelijk en verminderen onnodig de ruimte voor voetgangers.

Bestaat er volgens het contract tussen de gemeente Ukkel en JC Decaux een telling van het aantal van deze digitale reclameschermen en hun staat, en wat zijn de wettelijke verplichtingen van JC Decaux om ze te vervangen of te herstellen als ze worden vernield?

Bovendien vermeldt het klimaatplan van de gemeente dat een van de acties om het energieverbruik te verminderen is om het gebruik van straatmeubilair voor reclamedoelinden te beperken, door te overwegen videoreclame op LED-schermen te verbieden en de tijden waarop reclame wordt uitgezonden te beperken (uitgeschakeld tussen 22 en 6 uur).

Mevr. Vanderborght gaat er daarom van uit dat het college de nodige stappen zal ondernemen om de contracten die aan deze digitale reclameschermen zijn gekoppeld, geleidelijk af te schaffen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen verschillende soorten reclameborden in de openbare ruimte.

Ten eerste zijn er de bushokjes, die werden geïnstalleerd via een opdracht met de gemeente. Naast de 135 reclamepanelen die gekoppeld zijn aan de 200 bushokjes in de gemeente, zijn er 6 aparte panelen die niet digitaal zijn. Dit levert de gemeente ± € 400.000 per jaar op.

In de overeenkomst die met de leverancier is getekend, zijn responstijden in geval van schade vastgelegd: een interventie binnen het uur voor het melden van een incident, binnen 8 uur (behalve in het weekend) voor een veiligheidsherstelling, binnen 7 dagen voor een definitieve herstelling en binnen 15 dagen voor een grootschalige herstelling.

Er zijn ook de door mevr. Vanderborgh genoemde digitale panelen, die deel uitmaken van een concessie tussen Villo en het Gewest. Deze digitale borden staan ofwel dicht bij de stations of elders in de openbare ruimte als aparte borden, ter compensatie van de onmogelijkheid om ze dicht bij de stations te plaatsen. De interventietermijn wordt vastgesteld in een overeenkomst waarover de gemeente geen controle heeft, aangezien ze geen belanghebbende is. Aangezien de gemeentediensten niet op de hoogte zijn van de voorwaarden in dit document tussen het Gewest en JC Decaux, heeft het college contact opgenomen met het Gewest om ervoor te zorgen dat zo snel mogelijk de nodige actie wordt ondernomen. Aangezien de gemeente geen contractuele relatie heeft met JC Decaux, is zij niet verantwoordelijk voor deze borden.

Maar, zoals schepen Biermann en De Brouwer terecht opmerkten, worden er regels opgelegd als onderdeel van de bouwvergunning: borden moeten 's nachts worden uitgeschakeld en er mogen geen bewegende boodschappen zijn die automobilisten kunnen afleiden.

Het college zal altijd overwegen of het gepast is om een reclamebord op een bepaalde locatie te handhaven en zal dit per geval analyseren.

De concessie tussen Villo en het Gewest loopt af in 2026. Ook op dit gebied zou de oprichting van een volwaardige regering nuttig zijn om de basis te leggen voor een nieuwe markt zodat kan worden bepaald welk type fiets het meest relevant is en hoe ad hoc reclame in de openbare ruimte moet worden geregeld. De conclusies van de onderhandelingen die hierover zullen plaatsvinden, moeten in het bestek worden opgenomen.

De Raad neemt kennis.

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

22.05.2025/A/0047 **Question orale de M. Meeus : coliving à Uccle**

M. Meeus précise que le coliving, forme d’habitat partagé portée par des opérateurs privés et souvent implantée dans des maisons unifamiliales, s’adresse à un public mobile – parfois intergénérationnel – et connaît un essor dans plusieurs quartiers bruxellois. En l’absence de cadre régional spécifique – le projet de réforme du RRU (« Good Living ») n’ayant pas abouti sous la précédente législature –, des communes comme Ixelles, Saint-Gilles ou la Ville de Bruxelles ont pris l’initiative d’adopter des recommandations, voire un moratoire, pour en encadrer le développement.

À Uccle, plusieurs projets émergent dans des maisons unifamiliales à haute valeur patrimoniale, autour des quartiers Brugmann, Churchill ou Saint-Job. Cela soulève des enjeux concrets en matière d’urbanisme, de qualité de vie et de pression sur le logement familial.

Plusieurs travaux académiques récents – dont ceux du Professeur Nicolas Bernard à l’UCLouvain – attirent l’attention sur les effets positifs, mais potentiellement pervers, d’un développement non encadré.

Le Collège pourrait-il faire un état des lieux de la situation dans la commune, que cela soit en termes de nombres, de réalisations et implantations ? Dans la foulée de ces constats, le Collège a-t-il prévu d’élaborer un cadre pour le coliving, contraignant ou non, pour encadrer le phénomène en lien avec ce qui a été fait à Ixelles, Saint-Gilles, et la Ville de Bruxelles ?

M. l’Echevin Biermann répond que le Code bruxellois du logement est

exempt de définitions précises, hormis pour ce qui concerne les logements destinés à la cohabitation.

Il n'est en effet pas évident d'établir une distinction nette entre le coliving et l'hébergement touristique, la cohabitation, le logement intergénérationnel ou encore le logement solidaire. C'est la raison pour laquelle les trois communes citées par M. Meeus ont été amenées à proposer des recommandations en 2021. Ces recommandations, adoptées au mois d'avril, ont fait l'objet au mois de décembre suivant d'un jugement de la part de la Cour d'appel de Bruxelles, qui a considéré que celles-ci ne constituaient pas une base légale permettant de définir des critères pertinents. Il suffit de consulter les sites juridiques pour constater que subsistent des incertitudes quant à l'établissement de critères et de catégories et quant à l'éventualité de solliciter un permis d'urbanisme pour le coliving. Toute la difficulté réside dans le fait que ces questions ne sont pas tranchées.

La commune d'Uccle a proposé au gouvernement bruxellois de lancer un plan pilote en matière de coliving intergénérationnel, d'ailleurs intégré au plan d'urgence logement ucclois. Il faudrait reprendre ces discussions en dépit des problèmes d'ordre technique mais le Collège ne perd pas espoir en ce domaine.

Les autres catégories ne requièrent pas un permis d'urbanisme. Une définition du coliving et des procédures était censée être établie dans le cadre de Good Living, mais il se trouve que Good Living n'est pas entré en vigueur. Cependant, le 15 mai 2024, le gouvernement bruxellois a adopté un arrêté sur les changements de destination, qui prévoit un permis d'urbanisme pour la transformation d'une maison unifamiliale en espace de coliving. Néanmoins, le nouvel arrêté sur les changements de destination adopté dès le lendemain 16 mai n'aborde pas du tout la problématique du coliving.

Le blocage de la situation à ce stade est en effet susceptible de générer des nuisances particulières, une spéculation sur les biens immobiliers, une destruction d'éléments patrimoniaux de décor intérieur, ou d'entraîner un manque de mixité dans l'offre de logements. Le Pr Bernard et d'autres spécialistes ont énormément écrit sur ce sujet.

Cependant, c'est la soustraction de biens immobiliers au marché locatif qui constitue le problème crucial, pour lequel le Collège tient à ce qu'on débouche sur une définition permettant d'exclure ce type de situation des PPAS qu'on met à jour.

Pour ce qui concerne le statut social des habitants ou le nombre de ménages par logement, le Collège ne dispose pas non plus des leviers mais est tout à fait disposé à avoir des discussions avec les autorités compétentes en la matière afin d'établir un cadre juridique clair et définitif qui ne fasse pas l'objet de recours comme ce fut le cas pour les recommandations évoquées.

Dans le cas de la situation particulière relatée dans la presse, le Collège a écrit aux propriétaires pour leur signaler que leur activité n'était pas conforme à l'affectation urbanistique du logement. Il y a pour le moment des échanges d'ordre juridique avec les propriétaires sans que l'on soit à ce stade en situation de contentieux.

Il est arrivé que de jeunes propriétaires ayant acquis des maisons unifamiliales dans des quartiers très résidentiels se soient laisser convaincre par des sociétés professionnelles d'y développer de l'activité de coliving, et ce alors que celle-ci ne correspondait pas du tout au lieu et entraînait des conditions d'habitabilité contraires aux normes en vigueur en Région bruxelloise. C'est d'ailleurs la raison qui a incité les Collèges de Saint-Gilles, d'Ixelles et de Bruxelles-Ville à établir des recommandations, qui n'offrent toutefois pas de garanties suffisantes à ce stade.

Le Collège est favorable au développement du coliving si celui-ci s'intègre de façon harmonieuse à son environnement et jusqu'à présent, il n'y a guère eu de projet adapté au bien concerné.

Le Collège poursuit son analyse mais estime qu'une procédure de permis

d'urbanisme permettrait d'assurer un certain contrôle de ce type de développement.

M. Meeus remercie M. l'Echevin Biermann pour sa réponse, tout en rappelant qu'il s'agit d'un concept récent d'origine anglo-saxonne visant à maximiser l'espace et mutualiser les dépenses.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeus : coliving in Ukkel

De h. Meeus wijst erop dat coliving, een vorm van gedeeld wonen die wordt ondersteund door privéoperatoren en vaak wordt opgezet in eengezinswoningen, zich richt tot een mobiel publiek - soms intergenerationeel - en sterk in opkomst is in verschillende Brusselse wijken. Bij gebrek aan een specifiek gewestelijk kader - het project voor de hervorming van de GSV ("Good Living") is mislukt onder de vorige legislatuur - hebben gemeentes zoals Elsene, Sint-Gillis en Brussel-Stad het initiatief genomen om aanbevelingen of zelfs een moratorium aan te nemen om een kader voor hun ontwikkeling te bieden.

In Ukkel ontstaan een aantal projecten in eengezinswoningen met een hoge erfgoedwaarde, rond de wijken Brugmann, Churchill en Sint-Job. Dit werpt reële problemen op in termen van stadsplanning, levenskwaliteit en druk op gezinswoningen.

Een aantal recente academische studies - waaronder die van professor Nicolas Bernard van de UCLouvain - vestigen de aandacht op de positieve, maar mogelijk perverse effecten van ongereguleerde ontwikkeling.

Kan het college een overzicht geven van de situatie in de gemeente, in termen van aantallen, projecten en locaties? Heeft het college, in het licht van deze bevindingen, plannen om een al dan niet bindend kader voor coliving te ontwikkelen om het fenomeen te reguleren naar het voorbeeld van wat is gedaan in Elsene, Sint-Gillis en Brussel-Stad?

Schepen Biermann antwoordt dat de Brusselse huisvestingscode vrij is van precieze definities, behalve wat betreft woningen die bestemd zijn voor coliving.

Het is niet eenvoudig om een duidelijk onderscheid te maken tussen coliving en toeristische accommodatie, samenwonen, intergenerationele huisvesting of zelfs solidaire huisvesting. Daarom zijn de drie gemeentes die Meeus noemt, gevraagd om in 2021 met aanbevelingen te komen. Deze aanbevelingen, die in april werden aangenomen, waren het onderwerp van een uitspraak van het hof van beroep van Brussel in december daaropvolgend, dat oordeelde dat ze geen rechtsgrondslag vormden voor het definiëren van relevante criteria. Je hoeft maar naar de juridische websites te kijken om te zien dat er nog steeds onduidelijkheid bestaat over het vaststellen van criteria en categorieën, en over de vraag of er een bouwvergunning moet worden aangevraagd voor coliving. De moeilijkheid ligt in het feit dat deze vragen niet eenduidig zijn.

De gemeente Ukkel heeft de Brusselse regering voorgesteld om een proefproject te lanceren voor intergenerationeel coliving, dat ook is opgenomen in het Ukkelse noodhuisvestingsplan. Ondanks de technische problemen moeten deze besprekingen worden hervat maar het college geeft de hoop op dit gebied niet op.

Voor andere categorieën is geen bouwvergunning nodig. Er zou een definitie van coliving en procedures worden opgesteld als onderdeel van Good Living maar het blijkt dat Good Living nooit van kracht is geworden. Op 15 mei 2024 keurde de Brusselse regering echter een decreet goed over bestemmingswijzigingen, dat een stedenbouwkundige vergunning vereist voor de verbouwing van een eengezinswoning tot een colivingruimte. In het nieuwe decreet over bestemmingswijzigingen dat de dag

na 16 mei werd goedgekeurd, wordt de kwestie coliving echter helemaal niet behandeld.

Als de situatie in dit stadium wordt geblokkeerd, zal dit waarschijnlijk leiden tot specifieke overlast, speculatie in onroerend goed, vernietiging van erfgoedelementen van het interieurontwerp of een gebrek aan gemengde woningen. Professor Bernard en andere specialisten hebben uitgebreid over dit onderwerp geschreven.

Het is echter het verwijderen van eigendom van de huurmarkt dat het cruciale probleem is en het college zou graag een definitie zien die het mogelijk maakt om dit soort situaties uit te sluiten van de BBP's die worden bijgewerkt.

Wat het sociaal statuut van de bewoners of het aantal gezinnen per woning betreft, beschikt de raad evenmin over de hefboomen om dit te doen maar is hij best bereid om besprekingen te voeren met de bevoegde instanties om een duidelijk en definitief wettelijk kader vast te stellen dat niet vatbaar is voor beroep, zoals het geval was voor de vermelde aanbevelingen.

In het geval van de specifieke situatie waarover in de pers werd bericht, schreef het college de eigenaars aan om hen erop te wijzen dat hun activiteit niet in overeenstemming was met het stedenbouwkundige gebruik van de woning. Op dit moment zijn er juridische gesprekken gaande met de eigenaren maar we zijn op dit moment nog niet betrokken bij een rechtszaak.

Het is voorgekomen dat jonge eigenaars die een eengezinswoning kochten in een zeer residentiële wijk, door professionele bedrijven werden overgehaald om er colivingactiviteiten te ontwikkelen, ook al waren die totaal onaangepast aan de locatie en resulteerden ze in woonomstandigheden die in strijd waren met de normen die gelden in het Brusselse gewest. Daarom hebben de colleges van Sint-Gillis, Elsene en Brussel-Stad aanbevelingen opgesteld, hoewel die in dit stadium onvoldoende garanties bieden.

Het college is voorstander van de ontwikkeling van coliving als het harmonieus past in de omgeving en tot nu toe zijn er weinig projecten geweest die zijn aangepast aan het onroerend goed in kwestie.

De raad zet zijn analyse voort maar is van mening dat een bouwvergunningsprocedure een zekere mate van controle over dit soort ontwikkeling zou garanderen.

De h. Meeus bedankt schepen Biermann voor zijn antwoord en wijst erop dat dit een recent concept van Angelsaksische oorsprong is, gericht op het maximaliseren van ruimte en het bundelen van uitgaves.

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0048

Question orale de M. Lambert-Limbosch : cimetière animalier dans notre commune

M. Lambert-Limbosch signale que, selon les données officielles, on compte plus de 10 000 chiens à Uccle, donc, plus ou moins un canidé pour 8 habitants dans un ménage sur quatre, ce qui fait de notre commune la plus « canine » en région bruxelloise.

Des toutous tout partout, qui sont des membres à part entière des ménages qui les accueillent en leur sein.

Or, sauf accident de la vie, les chiens, comme les chats du reste, partent avant nous. Face au deuil qui s'ensuit pour leur entourage, certains se montreront

indifférents, perplexes, moqueurs voire cyniques, ou encore pointeront qu'il y a d'autres malheurs à pleurer dans le monde.

Pourtant, il n'y a rien de futile ou d'indécent dans les sentiments et l'impact que cette perte peut provoquer. Pour des enfants, c'est même souvent leur première confrontation avec la mort d'un être proche et aimé, une étape franchie vers la vie d'adulte. Il faut aussi évoquer les nombreuses personnes âgées propriétaires de chien, qui trouvent en lui un compagnon qui brise leur solitude. La perte d'un animal est un véritable trauma dont certains mettent des semaines voire des mois à se rétablir. On ne peut ignorer combien cela touche une population fragilisée, émotionnellement, socialement ; et rien ne permettrait de dire que les Ucclois seraient épargnés.

M. Lambert-Limbosch livre ici quelques lignes extraites de l'un des succès de librairie de 2023, tiré à plus de 130.000 exemplaires, un roman quasi surgi de nulle part, sinon du cœur de son auteur. Dans « Son odeur après la pluie », l'écrivain raconte son chien Ubac, un bouvier bernois, ou plutôt se raconte à travers lui et écrit, sur la perte de ce compagnon : « Depuis, son absence escorte chacun de mes jours et je ne trouve pas tout à fait normal que la vie continue. Alors je sais. De quelle entreprise affective il s'agit. Prendre un chien, c'est accueillir un amour immarcescible, on ne se sépare jamais, la vie s'en charge, les déclinis sont illusoires et les fins insoutenables. »

Qu'en est-il de la dernière demeure des chiens ? La loi prévoit la possibilité d'enterrer son animal dans son jardin. Elle la soumet à différentes conditions. L'animal doit être mort de cause naturelle. Il doit s'agir d'un petit animal de compagnie de moins de 10 kg. Le règlement communal de police doit l'autoriser.

Encore faut-il avoir un jardin ! Certes, ce Collège est très soucieux d'offrir des espaces de promenade libres pour les chiens de leur vivant, notamment pour cette raison que nombre de chiens vivent en appartement. Mais pour après ? Woluwe-Saint-Pierre dispose depuis 2020 d'un cimetière pour animaux domestiques : « un endroit – selon le site internet de cette commune – où votre être cher pourra reposer paisiblement, soit en terre, soit en urne dans le columbarium, soit en dispersant ses cendres sur la pelouse prévue à cet effet ».

Depuis le 1er septembre 2024, les récipients contenant les cendres des animaux de compagnie peuvent être enterrés avec leurs propriétaires décédés.

La cause animale est aussi une cause humaine. Elle a du reste considérablement progressé à Uccle sous la mandature précédente. M. Lambert-Limbosch ne doute pas que le Collège puisse être la source de nouvelles innovations, dont celle de suivre l'exemple de Woluwe-Saint-Pierre et de son cimetière animalier.

M. Lambert-Limbosch suggère au Collège de communiquer les dispositions légales qui s'appliquent en la matière sur le site de la commune et dans le magazine Wolvendaal, et de se concerter avec les vétérinaires actifs à Uccle sur leur pratique et les mesures utiles pour informer leurs clients et faire évoluer cette thématique.

Les suggestions émises par M. Lambert-Limbosch quant à l'ouverture d'un cimetière animalier et aux autres points précités ont-elles l'appui du Collège ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot précise que la norme légale du 1er septembre 2024 est un décret wallon qui n'est pas encore d'application à Bruxelles. Actuellement, il n'y a aucune législation en région bruxelloise qui permettrait à des particuliers d'être enterrés avec leur chien.

Mais cela ne signifie pas pour autant qu'aucune réflexion n'est menée en ce domaine. Des groupes de travail ont déjà été constitués au sein du département de l'état civil pour étudier cette thématique.

Deux cimetières animaliers ont été aménagés en région bruxelloise, l'un à Ixelles, l'autre à Woluwe-Saint-Pierre. Ils n'ont cependant guère de succès, en raison de prix élevés dus au fait qu'il faut recourir aux services d'une entreprise de pompes funèbres spécialisée pour procéder à l'inhumation d'un chat ou d'un chien. Et les prix sont d'autant plus élevés que les matériaux utilisés pour ces inhumations doivent être

biodégradables.

Si une disposition légale analogue au décret wallon entrerait en vigueur en région bruxelloise, elle serait appliquée à Uccle comme partout ailleurs. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que l'espace disponible au cimetière de Verrewinkel, où l'on procède progressivement à des régénérations de pelouses, est limité. Mme l'Echevin Gol-Lescot estime aussi qu'il faudra être attentif à la dimension sociale de la problématique, étant donné que les personnes confrontées à la perte d'un animal de compagnie sont loin d'être toujours favorisées et disposent de ressources financières limitées.

Quoi qu'il en soit, le Collège suit l'évolution de ce dossier avec beaucoup d'attention.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch : Dierenbegrafplaats in onze gemeente

De h. Lambert-Limbosch wijst erop dat er volgens de officiële cijfers meer dan 10.000 honden zijn in Ukkel, ofwel $\pm$ één hond per 8 inwoners in één gezin op vier, wat van ons de gemeente met de meeste honden van het Brusselse Gewest maakt.

Honden overal, die volwaardige leden zijn van de gezinnen die hen in hun midden verwelkomen.

Maar als er geen ongeluk gebeurt, gaan honden, net als katten, eerder weg dan wij. Geconfronteerd met het verdriet dat volgt voor de mensen om hen heen, zullen sommigen onverschillig, verbijsterd, spottend of zelfs cynisch zijn, of erop wijzen dat er andere tegenslagen te betreuren zijn in de wereld.

Toch is er niets triviaals of onfatsoenlijks aan de gevoelens en de impact die dit verlies kan hebben. Voor kinderen is het vaak de eerste keer dat ze geconfronteerd worden met de dood van een dierbare, een stap op weg naar volwassenheid. We moeten ook de vele oudere hondenbezitters noemen die in honden een metgezel vinden die hun eenzaamheid doorbreekt. Een huisdier verliezen is een echt trauma en sommige mensen hebben weken of zelfs maanden nodig om ervan te herstellen. We kunnen niet negeren hoezeer dit een emotioneel en sociaal kwetsbare bevolking treft en niets wijst erop dat de Ukkelaars gespaard zullen blijven.

Hier geeft de h. Lambert-Limbosch een paar regels uit een van de best verkochte romans van 2023, met een oplage van meer dan 130.000 exemplaren, een roman die bijna uit het niets kwam, zo niet uit het hart van de auteur. In "Son odeur après la pluie" vertelt de schrijver het verhaal van zijn hond Ubac, een Berner Sennen, of eigenlijk vertelt hij zijn eigen verhaal via hem en schrijft hij over het verlies van deze metgezel: "Depuis, son absence escorte chacun de mes jours et je ne trouve pas tout à fait normal que la vie continue. Alors je sais. De quelle entreprise affective il s'agit. Prendre un chien, c'est accueillir un amour immarcescible, on ne se sépare jamais, la vie s'en charge, les déclins sont illusoires et les fins insoutenables."

Hoe zit het met de laatste rustplaats van honden? Volgens de wet mag je je huisdier in je tuin begraven. Dit is onderhevig aan een aantal voorwaarden. Het dier moet een natuurlijke dood gestorven zijn. Het moet een klein huisdier zijn dat minder dan 10 kg weegt. Het gemeentelijk politiereglement moet dit toestaan.

Maar je hebt nog steeds een tuin nodig! Het college spant zich in om losloopzones te creëren, niet in de laatste plaats omdat veel honden in appartementen wonen. Maar hoe zit het daarna? Sinds 2020 beschikt Sint-Pieters-Woluwe over een dierenbegrafplaats, een plaats - volgens de website van de gemeente - waar uw dierbare vredig kan rusten, in de grond, in een urn in het columbarium of door de assen te verstrooien op het daartoe voorziene perk.

Vanaf 1 september 2024 mogen asurnen van huisdieren begraven worden bij

hun overleden baasjes.

De dierenzaak is ook een menselijke zaak. Onder het vorige mandaat is het zelfs aanzienlijk toegenomen in Ukkel. De h. Lambert-Limbosch twijfelt er niet aan dat het college de bron kan zijn van nieuwe innovaties, zoals het voorbeeld van Sint-Pieters-Woluwe en zijn dierenbegrafplaats.

De h. Lambert-Limbosch stelt voor dat het college de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op dit gebied communiceert op de website van de gemeente en in de Wolvendael, en overlegt met de dierenartsen die werkzaam zijn in Ukkel over hun praktijken en de nuttige maatregelen om hun klanten te informeren en deze kwestie te ontwikkelen.

Steunt het college de suggesties van de h. Lambert-Limbosch met betrekking tot de opening van een dierenbegrafplaats en de andere hierboven genoemde punten?

Schepen Gol-Lescot preciseert dat de wettelijke norm van 1 september 2024 een Waals decreet is dat nog niet van kracht is in Brussel. Op dit moment is er geen wetgeving in het Brusselse Gewest die het particulieren toestaat om met hun hond begraven te worden.

Maar dat betekent niet dat er niet over deze kwestie wordt nagedacht. Binnen het departement Burgerlijke Stand zijn al werkgroepen opgericht om deze kwestie te bestuderen.

In het Brusselse gewest zijn er twee dierenbegrafplaatsen ingericht, één in Elsene en één in Sint-Pieters-Woluwe. Ze zijn echter niet erg populair vanwege de hoge kosten die het met zich meebrengt om een gespecialiseerde begrafenisondernemer in te schakelen om een kat of hond te begraven. En de prijzen zijn des te hoger omdat de materialen die voor deze begrafenissen worden gebruikt biologisch afbreekbaar moeten zijn.

Als een wettelijke bepaling die vergelijkbaar is met het Waalse decreet van kracht zou worden in het Brusselse gewest, zou ze in Ukkel net als elders worden toegepast. Er moet echter rekening mee worden gehouden dat de beschikbare ruimte op begraafplaats Verrewinkel, waar de gazons geleidelijk worden vernieuwd, beperkt is. Schepen Gol-Lescot vindt ook dat er aandacht moet worden besteed aan de sociale dimensie van de kwestie, aangezien mensen die geconfronteerd worden met het verlies van een huisdier lang niet altijd bevoordeeld zijn en beperkte financiële middelen hebben.

Het college zal dit dossier zeker met de nodige aandacht opvolgen.

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0049

Question orale de M. Lambert-Limbosch : Trichloramine à la piscine Longchamp

M. Lambert-Limbosch affirme que le sport participe incontestablement à une vie saine tant sur le plan physique que mental. Il favorise en particulier le développement des enfants et aide les aînés à se maintenir en forme.

Il est donc regrettable d'apprendre que, dans certaines conditions, les infrastructures sportives peuvent réduire ces bienfaits voire nuire à la santé de leurs usagers. C'est certainement ce que le public doit penser aujourd'hui suite à la vision du reportage de l'émission Investigation sur la RTBF.

Ce reportage, diffusé mercredi dernier 14 mai sur La Une, accessible aussi sur la plateforme Auvio et relayé sur le site RTBF info, rappelle que, depuis plus de 20 ans, la présence d'un gaz appelé la trichloramine, issu du chlore, est attestée dans les

bassins de natation. « À forte dose, dit la RTBF, il peut être dangereux pour la santé, surtout pour celle des jeunes enfants. Des normes ont été fixées pour limiter la présence de ce gaz dans nos piscines. Mais en Belgique, les normes autorisées sont très élevées par rapport aux autres pays européens. »

La trichloramine fait partie des chlores combinés. C'est un sous-produit de la désinfection au chlore dans l'eau. Elle se forme lorsque le chlore réagit avec des substances azotées (comme la sueur, l'urine, etc.) dans l'eau. En Wallonie et à Bruxelles, le plafond de trichloramine dans l'air à ne pas dépasser est de 0,5 mg/m³. Ailleurs en Europe, le plafond a été abaissé à 0,2 ou 0,3 mg/m³. Il faut préciser qu'en région bruxelloise, c'est Brulabo qui a la charge de contrôler la qualité des eaux de nage et de l'air ambiant dans les bassins de natation. Le site de Brulabo informe qu'une subvention est accessible aux piscines équipées de systèmes de traitement de l'eau permettant de respecter une limite en chlore combiné de 0,3 mg/l en moyenne.

Qu'en est-il à Uccle, dans notre piscine communale ? Le site de la piscine se veut rassurant. On y lit que la qualité bactériologique de l'eau est l'une des meilleures de Bruxelles. On y précise aussi que la piscine pratique la désinfection au chlore et aux ultraviolets, contribuant à faire chuter le taux de chloramine dans l'eau et dans l'air.

M. Lambert-Limbosch pense néanmoins qu'au regard de l'inquiétude que le reportage de la RTBF aura suscité, notamment chez les parents de nageurs qui fréquentent la piscine uccloise dans le cadre scolaire, il serait utile de davantage préciser l'information présentée sur le site de la piscine.

M. Lambert-Limbosch adresserait au passage la même recommandation à Brulabo, où la commune est représentée. Le site Internet de Brulabo aurait besoin d'une solide mise à jour pour mieux informer le public sur son travail indispensable et les résultats de ses contrôles.

M. Lambert-Limbosch plaide donc ici pour rassurer tant le public que les membres du personnel de la piscine Longchamp.

Le Collège pourrait-il communiquer la valeur la plus récente du taux de trichloramine et, au cas où celui-ci dépasserait la moyenne des autres piscines publiques bruxelloises, des mesures sont-elles à l'analyse pour le faire baisser ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que les données disponibles sont rassurantes et même excellentes pour Uccle, puisque, sur les 19 dernières années, le taux moyen de trichloramine dans l'air était de 0,13 mg/m³.

Le placement en 2006 d'un système UV pour la filtration de l'eau s'est avéré bénéfique pour les problèmes respiratoires en raison de son effet sur la température de l'eau.

En début d'année, le taux a été ponctuellement autour de 0,3 mg/m³ parce que le système UV a été en panne d'abord au petit bassin puis au grand bassin. Mais sur le long terme, le taux se situe bien à 0,13 mg/m³, soit un niveau largement inférieur aux seuils en vigueur dans les pays voisins.

Les conditions sanitaires étant excellentes, il n'y a aucun risque à pratiquer la natation à la piscine uccloise.

M. Lambert-Limbosch estime qu'il serait opportun de diffuser ces informations sur le site internet de la piscine communale, de manière à rassurer les usagers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch: Trichlooramine in het zwembad van Longchamp

De h. Lambert-Limbosch stelt dat sport ontegenzeggelijk bijdraagt aan een gezond leven, zowel lichamelijk als geestelijk. Het stimuleert vooral de ontwikkeling van kinderen en helpt ouderen fit te blijven.

Het is daarom betreurenswaardig om te horen dat sportfaciliteiten onder bepaalde omstandigheden deze voordelen kunnen verminderen of zelfs schadelijk kunnen zijn voor de gezondheid van hun gebruikers. Dit is zeker wat het publiek vandaag moet denken na het zien van de reportage in het RTBF-programma Investigation.

Deze reportage, afgelopen woensdag 14 mei uitgezonden op La Une, ook toegankelijk op het Auvio-platform en doorgegeven op de website RTBF info, herinnert ons eraan dat al meer dan 20 jaar de aanwezigheid van een gas genaamd trichloramine, afgeleid van chloor, in zwembaden wordt gedocumenteerd. “À forte dose, zegt de RTBF, il peut être dangereux pour la santé, surtout pour celle des jeunes enfants. Des normes ont été fixées pour limiter la présence de ce gaz dans nos piscines. Mais en Belgique, les normes autorisées sont très élevées par rapport aux autres pays européens.”

Trichloramine is een van de gecombineerde chloorverbindingen. Het is een bijproduct van chloordesinfectie in water. Het wordt gevormd wanneer chloor reageert met stikstofhoudende stoffen (zoals zweet, urine ...) in water. In Wallonië en Brussel is de grenswaarde voor trichloramine in de lucht 0,5 mg/m³. Elders in Europa is het plafond verlaagd tot 0,2 of 0,3 mg/m³. In het Brusselse Gewest is Brulabo verantwoordelijk voor de controle van de kwaliteit van het zwemwater en de omgevingslucht in zwembaden. Op de website van Brulabo staat dat er een subsidie beschikbaar is voor zwembaden die zijn uitgerust met waterbehandelingssystemen die voldoen aan een gecombineerde chloorlimiet van gemiddeld 0,3 mg/l.

Hoe is de situatie in Ukkel, in ons gemeentelijk zwembad? De website van het zwembad is geruststellend. Er staat dat de bacteriologische kwaliteit van het water een van de beste in Brussel is. Er staat ook dat het zwembad chloor en ultraviolet desinfectie gebruikt, wat helpt om het chloraminegehalte in het water en de lucht te verlagen.

De h. Lambert-Limbosch is niettemin van mening dat het, gezien de bezorgdheid die de RTBF-reportage heeft gewekt, met name bij de ouders van zwemmers die het Ukkelse zwembad voor schooldoeleinden gebruiken, nuttig zou zijn om meer gedetailleerde informatie te verstrekken op de website van het zwembad.

Hij zou dezelfde aanbeveling doen aan Brulabo, waar de gemeente vertegenwoordigd is. De website van Brulabo kan wel een flinke update gebruiken om het publiek beter te informeren over het belangrijke werk van Brulabo en de resultaten van de inspecties.

De h. Lambert-Limbosch houdt daarom een pleidooi om zowel het publiek als het personeel van het zwembad van Longchamp gerust te stellen.

Kan het college het meest recente trichloraminegehalte meedelen en, indien dit hoger is dan het gemiddelde van andere openbare zwembaden in Brussel, worden er maatregelen onderzocht om het gehalte te verlagen?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de beschikbare gegevens geruststellend en zelfs uitstekend waren voor Ukkel, aangezien over de laatste 19 jaar het gemiddelde niveau van trichloramine in de lucht 0,13 mg/m³ bedroeg.

De installatie van een UV-systeem voor waterfiltratie in 2006 bleek gunstig voor ademhalingsproblemen vanwege het effect op de watertemperatuur.

Aan het begin van het jaar lag het percentage af en toe rond de 0,3 mg/m³ omdat het UV-systeem defect was, eerst in het kleine bad en daarna in het grote bad. Maar op de lange termijn ligt het niveau met 0,13 mg/m³ ver onder de drempelwaarden die gelden in de buurlanden.

Aangezien de sanitaire omstandigheden uitstekend zijn, is er geen enkel risico

om te zwemmen in het Ukkelse zwembad.

De h. Lambert-Limbosch is van mening dat het gepast zou zijn om deze informatie te publiceren op de gemeentelijke website van het zwembad om de gebruikers gerust te stellen.

De Raad neemt kennis.

22.05.2025/A/0050 **Question orale de M. Cools : la cotisation de responsabilité.**

M. Cools affirme que la charge des pensions des agents statutaires constitue une bombe à retardement pour les pouvoirs locaux.

Rien que pour les pouvoirs locaux bruxellois, la charge liée à cette cotisation dite de responsabilisation est estimée pour la présente mandature communale à 891 millions d'euros.

Dans sa déclaration de politique générale, le gouvernement fédéral a promis de mettre en œuvre un mécanisme d'allègement de cette facture de responsabilisation.

Le système envisagé par le gouvernement est désormais connu. Un montant unique de 307 millions d'euros doit être dégagé. Il s'agit d'une aide minime, vu que la facture cumulée de tous les pouvoirs locaux concernés en Belgique par cette cotisation de responsabilisation s'élève à 1,18 milliard d'euros.

Cette enveloppe ne sera distribuée qu'aux communes de plus de 100.000 habitants et aux pouvoirs locaux qui ont leur siège social dans les communes suivantes : Anvers, Gand, Charleroi, Bruxelles-Ville, Liège, Schaerbeek, Anderlecht, Bruges, Namur, Louvain.

En raison du mécanisme mis en place, c'est Anvers qui va rafler une très grande partie de l'aide.

Contrairement au discours selon lequel les transferts financiers ont lieu du nord vers le sud, dans le domaine des pensions on observe le phénomène inverse, et ce depuis des années.

Par ailleurs, rien ne justifie que les communes de moins de 100.000 habitants, à l'instar d'Uccle qui compte 87.000 habitants, soient exclues du mécanisme d'allègement des factures liées à la cotisation de responsabilisation

Le comité de gestion du Fonds de pension solidarisé a déjà rendu un avis négatif sur ce projet du gouvernement fédéral.

Ce projet a-t-il été évoqué ou sera-t-il évoqué à la Conférence des Bourgmestres ?

Quelles démarches le Collège compte-t-il entreprendre pour garantir une répartition et une majoration de l'aide du niveau fédéral qui soient équitables entre tous les pouvoirs locaux ?

Mme la Première Echevine reconnaît l'importance de la thématique évoquée par M. Cools car il s'agit d'un problème qui grève les finances de l'ensemble des communes du Royaume depuis des années : les divers gouvernements fédéraux et régionaux ne sont pas parvenus à trouver une solution miracle pour alléger le poids des cotisations de base et de responsabilisation sur les budgets communaux.

Le budget communal 2025 prévoit plus de 4.600.000 € pour les cotisations de base et plus de 7.000.000 € pour les cotisations de responsabilisation, et ce alors que depuis quelques années, la commune a mis en œuvre parallèlement un deuxième pilier de pension pour les contractuels, dont le coût s'élève à 1.225.000 € dans le budget 2025. Cette démarche a été accomplie en raison d'un incitant fédéral : 50 % du coût de

ce deuxième pilier de pension était défalqué de la cotisation de responsabilisation. Mais vers la fin du gouvernement Vivaldi, donc avant la mise en œuvre du gouvernement Arizona, il avait été annoncé que cette aide se limiterait à 10 %. Et la loi-programme que le gouvernement Arizona va déposer prochainement à la Chambre envisage de porter ce pourcentage à 30 %. Les communes seront donc partiellement soulagées, puisque le gouvernement va en fait tripler l'ampleur du soutien aux pouvoirs locaux pour la gestion des charges de pension.

Le second dispositif évoqué dans l'accord de gouvernement, auquel M. Cools a fait allusion dans son intervention, n'est pas repris dans la loi-programme. Ce texte est en cours d'analyse au Conseil d'Etat, qui n'a pas encore rendu son avis.

Le Collège suivra ce dossier avec attention, tout en étant bien conscient du fait qu'en cas de partage proportionnel du montant prévu avec l'ensemble des communes du pays, la part qui reviendrait à Uccle serait en définitive fort modeste. Il faudra veiller à ce que les critères de discrimination soient justifiés mais de toute façon, ce n'est pas cette toute petite enveloppe qui permettrait de rétablir définitivement la situation budgétaire.

Mme la Première Echevine estime qu'il convient de mener collectivement une réflexion plus large pour répondre au défi de la charge des pensions.

M. Cools précise que le second pilier a aussi été créé pour compenser l'impact des carrières hachées de fonctionnaires qui mené leur carrière à la fois en tant qu'agents statutaires et agents contractuels : auparavant, il suffisait d'avoir été statutaire pendant quelques années avant sa retraite pour bénéficier d'une pension statutaire ; vu que désormais que la pension de ces carrières « mixtes » est réduite, il convenait de procéder à une compensation via le 2ème pilier.

Pour ce qui concerne l'évolution de la part défalquée de la cotisation de responsabilité, il ne s'agit pas réellement d'une injection d'argent de la part du niveau fédéral vu qu'un investissement des communes dans un 2ème pilier se retrouve dans le financement de l'Office national des pensions (ONP), qui doit faire face aux dépenses.

Il n'en demeure pas moins qu'il est aberrant d'exclure a priori toutes les communes de moins de 100.000 habitants de cette aide de 306 millions d'euros. Peut-être eût-il été plus pertinent de l'accorder tout simplement à l'ONP.

Mme la Première Echevine réplique c'est bien une enveloppe fédérale qui permet le passage de 10 % à 30 %.

Mme la Première Echevine lira avec attention l'avis du Conseil d'Etat sur la disposition.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : Responsabiliseringsbijdrage.

De h. Cools zegt dat de last van wettelijke pensioenen voor personeel een tijdbom is voor lokale overheden.

Alleen al voor de Brusselse gemeentes worden de kosten van deze zogenaamde responsabiliseringsbijdrage geschat op 891 miljoen euro voor de huidige zittingsperiode.

In haar algemene beleidsverklaring beloofde de federale regering een mechanisme te implementeren om deze rekening en responsabilisering te verlichten.

Het systeem dat de regering voor ogen had, is nu bekend. Er wordt een eenmalig bedrag van 307 miljoen euro beschikbaar gesteld. Dit is een klein steunbedrag, aangezien de gecumuleerde factuur voor alle lokale overheden in België die door deze responsabiliseringsbijdrage worden getroffen 1,18 miljard euro bedraagt.

Deze envelop wordt alleen uitgedeeld aan gemeentes met meer dan 100.000 inwoners en aan lokale overheden met hun maatschappelijke zetel in de volgende gemeentes: Antwerpen, Gent, Charleroi, Brussel-Stad, Luik, Schaarbeek, Anderlecht, Brugge, Namen, Leuven.

Als gevolg van het ingevoerde mechanisme zal Antwerpen een zeer groot deel van de steun ontvangen.

In tegenstelling tot het argument dat er financiële transfers plaatsvinden van noord naar zuid, is het tegenovergestelde waar voor pensioenen, en dat is al jaren zo.

Bovendien is er geen reden waarom gemeentes met minder dan 100.000 inwoners, zoals Ukkel, dat 87.000 inwoners telt, uitgesloten zouden moeten worden van het mechanisme voor het verlagen van facturen die gekoppeld zijn aan de responsabiliseringsbijdrage.

Het beheerscomité van het Gesolidariseerd pensioenfonds heeft al een negatief advies uitgebracht over het plan van de federale regering.

Is of wordt dit project besproken tijdens de conferentie van burgemeesters?

Welke stappen zal het college ondernemen om ervoor te zorgen dat de federale steun wordt verdeeld en verhoogd op een manier die eerlijk is voor alle lokale overheden?

De eerste schepen erkent het belang van de door de h. Cools aangehaalde kwestie want het is een probleem dat al jaren op de financiën van alle gemeenten van het Koninkrijk drukt: de verschillende federale en gewestelijke regeringen zijn er niet in geslaagd een mirakeloplossing te vinden om de last van de basis- en responsabiliseringsbijdrages op de gemeentelijke begrotingen te verlichten.

De gemeentebegroting 2025 voorziet in meer dan € 4.600.000 voor de basisbijdrages en meer dan € 7.000.000 voor de responsabiliseringsbijdrage, ondanks het feit dat de gemeente de afgelopen jaren een tweede pensioenpijler heeft ingevoerd voor contractuelen, waarvan de kosten € 1.225.000 bedragen in de begroting 2025. Deze stap werd gezet vanwege een federale stimulans: 50% van de kosten van deze tweede pensioenpijler werden afgetrokken van de responsabiliseringsbijdrage. Tegen het einde van de regering Vivaldi, d.w.z. vóór de invoering van de regering Arizona, werd echter aangekondigd dat deze steun beperkt zou worden tot 10%. En de programmawet die de regering Arizona binnenkort in de Kamer zal indienen, voorziet in een verhoging van dit percentage naar 30%. De gemeentes zullen dus gedeeltelijk worden ontlast, aangezien de overheid de steun aan lokale overheden voor het beheren van pensioenlasten in feite zal verdrievoudigen.

Het tweede mechanisme dat in het regeerakkoord wordt genoemd en waarnaar de h. Cools in zijn toespraak verwees, is niet in de programmawet opgenomen. Deze tekst wordt momenteel geanalyseerd door de Raad van State, die nog geen advies heeft uitgebracht.

Het college zal deze zaak op de voet volgen maar is zich terdege bewust van het feit dat in het geval van een evenredige verdeling van het geplande bedrag met alle gemeentes in het land, het aandeel van Ukkel uiteindelijk zeer bescheiden zou zijn. We zullen ervoor moeten zorgen dat de discriminatiecriteria gerechtvaardigd zijn maar in elk geval zal dit kleine budget niet genoeg zijn om de begrotingssituatie voor eens en voor altijd te herstellen.

De eerste schepen is van mening dat we samen breder moeten denken om de uitdaging van de pensioenlasten aan te gaan.

De h. Cools legt uit dat de tweede pijler ook werd gecreëerd om de impact te compenseren van loopbanen van ambtenaren die hun loopbaan zowel als statutair als contractueel doorbrengen: vroeger volstond het om enkele jaren statutair personeelslid te zijn geweest alvorens met pensioen te gaan om van een statutair pensioen te kunnen genieten; aangezien het pensioen voor deze "gemengde" loopbanen nu verminderd is, was het aangewezen om dit te compenseren via de 2de pijler.

Wat betreft de verandering in het ingehouden deel van de responsabiliseringsbijdrage, dit is niet echt een geldinjectie van het federale niveau aangezien een investering door de gemeentes in een 2de pijler wordt weerspiegeld in de financiering van de Federale Pensioendienst (FPD) die de uitgaves moet dekken.

Het is echter absurd om a priori alle gemeentes met minder dan 100.000 inwoners uit te sluiten van deze 306 miljoen euro aan steun. Misschien was het beter geweest om het gewoon aan de FPD toe te kennen.

De eerste schepen antwoordt dat het inderdaad een federale enveloppe was die de verhoging van 10% naar 30% mogelijk maakte.

Ze zal het advies van de Raad van State over deze bepaling zorgvuldig lezen.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 00:00
Opheffing van de zitting om 00:00

Le Secrétaire communal adjoint
De adjunct-gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Thierry Bruier-Desmeth

Aleksandra Kokaj